

سكنا الحفل

L'écrivain
Roland Barthes
est mort

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Mery Beuve

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dr. ; Tunisie, 2 m. ;
Arabie saoudite, 1,20 SR ; Émirats, 1,20 dh. ; Belgique,
17 F. ; Canada, 9 Cdn. ; Cuba-Francia, 200 F. CFA ;
Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 20 pes. ; États-Unis,
30 c. ; France, 20 fr. ; Grèce, 120 dr. ; Israël,
10 N. ; Japon, 270 Y. ; Liban, 1,20 L. ; Luxembourg,
20 F. ; Malaisie, 1,20 M. ; Mexique, 1,20 P. ;
Norvège, 2,20 kr. ; Pays-Bas, 1,20 f. ; Portugal,
20 esc. ; Sénégal, 100 F. CFA ; Suède, 2,50 kr. ;
Suisse, 1,20 S. ; T.S.A., 60 cts. ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 23
RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 0 60552
Tél. 246-72-23

Le sénateur Kennedy devance M. Carter aux « primaires »

Le sursaut des « challengers »

La victoire inattendue du sénateur Kennedy dans les élections primaires démocrates de New-York et du Connecticut remettent brutalement en lumière un fait que la tension internationale avait masqué depuis quelques mois : la fragilité politique de M. Carter. Il a suffi d'une gaffe diplomatique, à propos de laquelle les responsabilités respectives de la Maison Blanche et du département d'État ne sont d'ailleurs pas clairement établies, pour que l'électorat juif new-yorkais abandonne le président et bascule massivement du côté du sénateur.

A partir de New-York, les Juifs, qu'inquiète le spectre d'un « échec » d'Israël, les Noirs et les hispanophones déçus par l'insécurité budgétaire annoncée par M. Carter et qui touchent de plein fouet les programmes sociaux dont ils bénéficient, ont envoyé des messages distincts mais énergiques à l'égard de la Maison Blanche. Les Juifs lui ont rappelé qu'ils ne s'étaient ralliés sans enthousiasme à sa personne en 1976, malgré la réputation initiale que leur témoignaient ses convictions baptistes très sévères, parce qu'il avait dit les mots qu'il fallait à propos d'Israël. Les hispanophones et surtout les Noirs, qui ont une vieille dette de reconnaissance à l'égard de la famille Kennedy, avaient été, il y a quatre ans, convaincus des mérites de M. Carter par des porte-parole prestigieux de leurs communautés respectives. Ces voix se sont tues. M. Carter devra faire la preuve, s'il veut regagner le terrain perdu, qu'il est prêt à sacrifier quelques éléments de son plan de lutte contre l'inflation sur l'autel du « Welfare » et de la rénovation urbaine.

Enfin, la crise internationale elle-même ne suffit plus à réaligner l'union sacrée autour du président. M. Carter s'est révélé incapable de faire libérer les otages de Téhéran et d'écarter, si peu que ce soit, les Soviétiques à relâcher leur emprise sur l'Afghanistan. Avec le départ de l'ancien chah d'Iran pour Le Caire, la politique de Washington est apparue, une nouvelle fois, maladroite et incertaine dans son application. M. Carter ne souhaitait-il pas éviter au président Sadate les risques que la présence en Égypte de l'ex-souverain ne va pas manquer de créer ? L'exode à escalas du monarque déchu n'est pas un signe de bonne santé pour la diplomatie américaine, qui avait déjà accepté, un peu légèrement, en décembre dernier, l'effacement de l'ancien roi de Panama, le général Torrijos, malgré les réserves du gouvernement et du peuple panaméen. Selon un sondage d'opinion publié mardi, le degré de satisfaction des Américains à l'égard de la politique étrangère du président a diminué de vingt points en trois mois.

Dans l'atmosphère « volatile », voire insaisissable, qui caractérise la course à la Maison Blanche, les résultats de mardi ne doivent cependant pas être surestimés. Ni le double succès de M. Kennedy du côté démocrate, ni, chez les républicains, le sursaut inespéré de M. Bush dans l'État dont son père fut jadis sénateur, le Connecticut, ne peuvent faire oublier que M. Carter et Reagan restent très largement en tête de la compétition par le nombre de délégués qui leur sont déjà attribués pour les conventions de l'été. Certes, les jeux ne sont pas encore faits, mais les chances des « challengers » sont minimes.

TEHÉRAN SEMBLE DÉTERMINÉ
À RECHERCHER UN TERRAIN
PÉNIENTE AVEC WASHINGTON
(Lire page 3.)

du Connecticut et de New-York

Le sénateur Kennedy a mis en échec le président Carter aux deux élections primaires qui ont eu lieu le mardi 25 mars.

Dans l'État de New-York, M. Kennedy remporte 59 % des voix et 163 délégués, M. Carter 41 % des voix et 119 délégués, tandis que, chez les républicains, M. Reagan obtient 73 délégués contre 6 à M. Bush et 38 « non-alignés ».

Au Connecticut, M. Kennedy emporte 47 % des voix et 28 délégués, M. Carter 41 % des voix et 25 délégués. Dans le camp républicain, M. Bush, avec 39 % des suffrages, reçoit 15 délégués, M. Reagan, avec 34 %, 14 délégués, et M. Anderson, avec 22 %, 6 délégués.

De notre correspondant

New-York. — La « volatilité » de l'électorat de ces « primaires » 1980 est confirmée de façon éclatante, mardi soir 25 mars, avec la victoire spectaculaire du sénateur Kennedy sur M. Carter dans le Connecticut et l'État de New-York.

Chez les républicains, M. Bush arrive en tête dans le Connecticut, ce qui n'est pas vraiment surprenant dans un État où il a de profondes attaches familiales, mais son avance sur M. Reagan est plus importante que prévue. M. Anderson, décevant un peu ses partisans, arrive en troisième position, assez loin derrière M. Reagan.

Mardi matin, le représentant de l'Illinois avait annoncé qu'il n'écarterait plus l'éventualité de se présenter à l'élection présidentielle comme candidat indépendant.

Dans l'État de New-York, M. Reagan arrive, comme prévu, largement en tête devant M. Bush. La campagne électorale de l'ancien ambassadeur aux Nations unies est relancée par son succès dans le Connecticut. Sans qu'on puisse encore parler d'un retour de popularité semblable à celui qu'il avait connu après le « caucus » de l'Iowa, en janvier, le succès de M. Kennedy peut être imputé à plusieurs causes. En une semaine, depuis les « primaires » de l'Illinois, l'étoile de M. Carter a soudain pâli. L'affaire de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les colonies israéliennes, loin de s'estomper, a connu de nouveaux rebondissements, en bonne partie à la suite des explications de plus en plus confuses, voire contradictoires, que la Maison Blanche et le département d'État ont eu devoir donner.

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 6.)

Incident aérien franco-libyen en Méditerranée

Deux avions Mirage-III des forces libyennes ont ouvert le feu, dimanche 23 mars, sur un appareil français de patrouille maritime Breguet-Atlantic en mission en Méditerranée.

L'incident aérien a eu lieu à 20 milles nautiques (environ 36 kilomètres) au large des côtes libyennes, c'est-à-dire en dehors des eaux territoriales, si l'on en croit des informations de source française.

Après l'affaire de Gabès, en janvier dernier, qui avait incité la France à fournir quelques avions de transport Transall et des hélicoptères Puma à l'armée tunisienne, pendant que trois bâtiments de guerre de la marine nationale patrouillaient provisoirement dans le golfe de Gabès, la Libye avait vivement réagi contre Paris.

Le gouvernement du colonel Kadhafi avait aussitôt dénoncé ce qu'il avait appelé l'« invasion française de la Tunisie ». Des manifestations libyennes avaient été organisées à l'occasion de la visite de l'ambassadeur de France à Tripoli et le consulat français à Benghazi. Depuis, le contentieux s'est apaisé : le président Kadhafi a indiqué que son pays abandonnait ses griefs contre la France, et Paris a, cependant, formulé des demandes d'indemnisation pour le sacage de ses bureaux.

J. L.

(Lire la suite page 7.)

Les parlementaires européens sont favorables à une hausse des prix agricoles supérieure à celle proposée par Bruxelles

L'Assemblée européenne devrait se prononcer ce mercredi 26 mars pour une augmentation des prix agricoles supérieure à celle que préconise la Commission de Bruxelles (2,4 % en moyenne). La majorité des parlementaires, divisée entre ceux qui sont favorables à une augmentation de 7,9 %, comme le propose la commission de l'agriculture de l'Assemblée de Strasbourg, et ceux qui sont partisans d'une hausse médiane de 5 %, devait se compter en fin d'après-midi sur cette dernière proposition, qualifiée de « relèvement réaliste des prix » par M. Klepsch (R.F.A.), président du parti populaire européen (les démocrates-chrétiens) qui comptait la soutenir. La moitié seulement des deux cent quarante amendements déposés avait été examinée dans la matinée.

Au cours de l'après-midi du 25 mars, les organisations paysannes des neuf pays membres de la C.E.E. avaient manifesté leur volonté de ne pas être « les boucs émissaires de toutes les erreurs et omissions » communautaires. Six à sept mille personnes avaient défilé dans les rues de Strasbourg ; compte tenu de la discrétion des forces de l'ordre, la manifestation s'était terminée sans incident, après que Mme Vailly ait affirmé que leur revendication avait été comprise par les parlementaires.

Au conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing a souhaité que le rapport du conseil européen permette de faire progresser les dossiers dans le sens des « solutions communautaires ». (Lire page 36.)

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a repoussé, mercredi matin, tous les amendements concernant le « super-prélèvement » que la Commission européenne propose d'appliquer aux laiteries qui accroîtront en 1980 les quantités de lait traité. Le rapport de la commission de l'agriculture n'aurait pas encore été voté, mais la proposition de super-prélèvement laitier.

Philippe Lemaître, le rapporteur, ayant indiqué qu'il revenait à l'Assemblée de s'exprimer par voie d'amendement.

Elle ne l'a pas fait. Sauf surprise, la résolution qui a été adoptée devait adopter, en fin de journée, une hausse de 5 % de la production de lait. Cette proposition de super-prélèvement laitier.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 29.)

Les prix de détail ont augmenté de 1,1 % en février

Prime exceptionnelle de 1 % pour les livrets A d'épargne

La hausse des prix de détail en France au mois de février a été de 1,1 %. Par rapport à janvier 1979, l'augmentation des prix de détail est de 13,3 %.

Pour tenir compte des effets de l'inflation sur l'épargne, le conseil des ministres a décidé, mercredi 26 mars, d'instituer une prime exceptionnelle de 1 % — valable jusqu'à fin 1980 — pour les livrets A des caisses d'épargne et les livrets bleus du Crédit mutuel. Ces taux sont donc portés à 7,5 %.

Quelles ont été les causes les plus importantes de la forte hausse de février ? Les prix des produits alimentaires ont vu leur hausse se ralentir légèrement (+ 0,8 %, contre + 1,2 % en janvier). De même les tarifs des services ont-ils beaucoup moins augmenté : + 0,8 % contre + 1,8 %. C'est donc du côté des produits manufacturés qu'il faut chercher l'essentiel des causes de la hausse de février. Ceux-ci ont augmenté de 1,5 %, ce qui — après les 2,5 % de janvier — porte à 4 % leur hausse en deux mois. Ces résultats traduisent-ils un dérapage général des prix dans l'industrie et le commerce ? Telle est évidemment la question qui se pose. Certes une partie du résultat de février a été provoquée par des causes extérieures.

AL. V. et F. R.

(Lire la suite page 29.)

Une nation sinistrée

L'armée thaïlandaise a commencé d'organiser le « rapatriement volontaire » de plusieurs milliers de réfugiés cambodgiens regroupés dans des camps. Les organisations humanitaires internationales, cibles de notre correspondant à Bangkok, Roland-Pierre Paringaux, ne participent pas à l'application de cette mesure, qui inquiète d'ailleurs de nombreux réfugiés.

fort peu désireux de rentrer chez eux dans les circonstances actuelles (lire page 4). D'autre part, une réunion des pays donateurs au programme d'aide humanitaire au Cambodge devait s'ouvrir ce mercredi 26 mars au siège des Nations unies à New-York. La Thaïlande a récemment annoncé son intention de ne pas assister à cette réunion.

par ANDRÉ FONTAINE

Le retour d'une famille que les experts s'accordent à reconnaître inévitable si un « effort mondial fantastique », pour reprendre les termes dont s'est servi le professeur Minkowski, vendredi, à son retour de Phnom-Penh, n'est pas consenti par la communauté internationale. Le New York Times a fait état d'un télégramme confidentiel du chef de la mission de l'UNICEF au Cambodge, en voyé le 12 mars, selon lequel la juxtaposition de tous les problèmes posés par la crise la plus sinistère jusqu'à présent, qui menace d'entraîner une rapide détérioration de la situation dans tout le pays.

Tout indique, pour commencer, que du fait de la sécheresse et de la pénurie de semences, la récolte de riz en cours sera très inférieure aux objectifs prévus. Les Vietnamiens qui font fuir eux-mêmes, chez eux, à de graves difficultés économiques, et ceux des Khmers qui peuvent et veulent travailler sous leur direction, n'ont pas encore rétabli l'infrastructure nécessaire — et notamment les capacités portuaires — pour assurer la convalescence d'un peuple victime, au long de dix ans de guerres civiles et d'invasions, d'un des plus grands génocides de l'histoire. La sécurité est loin de régner dans les campagnes. Les occupants n'ont pas réussi à venir à bout des maquis rouges et blancs, pour ne pas parler du simple banditisme. Dès à présent, des cas de malnutrition dramatique sont à nouveau signalés, et Newseek a pu décrire, dans son numéro du 17 mars, l'arrivée à la frontière thaïlandaise d'un groupe de gens à qui de longues privations avaient donné l'aspect de petits enfants. Ce qu'ils racontaient se résume en deux mots : « Ça recommence ».

L'opinion a été lente à s'émon- voir au début ; après tout, il y a quatre ans que l'on connaît l'étendue du drame khmer (1). Mais une aide importante a fini par être fournie. M. Grant, directeur général de l'UNICEF, qui est chargé de la coordination, a pu distribuer 200 millions de dollars,

dont 80 venant des pays de la C.E.E. Il faut à présent que cette assistance continue, et pour les quelque 500 000 réfugiés qui se trouvent dans les pays de premier accueil, et pour les Khmers restés chez eux, lesquels, faute de stocks, vont devoir vivre essentiellement, pendant la mousson, des secours reçus de l'extérieur. Dans son interview au Monde, M. Grant a rappelé que 300 millions de dollars devraient être trouvés d'ici à la fin de l'année « si l'on veut éviter, a-t-il dit, que la catastrophe ne reprenne » (2).

Or on se lasse de tout et surtout d'attendre les autres. La présence de quelque 500 000 réfugiés des trois pays d'Indochine pose à la Thaïlande des problèmes d'indépendance, d'administration et de police qu'elle n'est aucunement préparée à résoudre.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notamment les deux articles du Père Fouchard (Le Monde des 17 et 18 février 1976).

(2) Le Monde du 17 mars.

Le Portugal à l'ombre de l'Europe

Le Portugal a été perturbé, mardi 25 mars, par une série de grèves et de manifestations. Ce mouvement a été organisé par la centrale syndicale proche du parti communiste pour protester contre la politique du gouvernement de M. Sa Carneiro, qui entend restituer des terres à leurs anciens propriétaires.

Avant l'adhésion à la Communauté européenne, le pouvoir entend insérer l'industrie privée. (Lire page 23 l'article de Michel Boyer, « Le Portugal à l'ombre de l'Europe ».)

Catherine
RIHOIT
LES ABIMES
DU COEUR
roman

Vient de paraître

Gallimard

LA SEIZIÈME EXPOSITION DU CONSEIL DE L'EUROPE

Dans la Florence du Grand-Duché

Florence marche sur les eaux du temps. Comme on l'a vu avec l'« alluvione » de 1966, les catastrophes lui donnent une impulsion nouvelle. En 1557, une de ces terribles crues bousculées de l'Arno emporta deux des ponts indispensables à la ville : ce fut pour le pouvoir l'occasion de faire édifier par l'Ammanet le merveilleux pont de Santa-Trinita, dont nul n'oubliera la longue silhouette et les courbes élastiques (religieusement restituées après 1944). Cette création peut servir de symbole au problème passionnant et difficile que pose la seizième exposition du Conseil de l'Europe déployée cette semaine dans tous les coins utilisables de Florence.

La grâce de l'Ammanet apparaît à un monde qui frappe plutôt par l'arrogance du luxe et la lourdeur. Le pouvoir, c'est l'Arno, installé comme d'habitude en 1537 par l'empereur et élevé au rang de grand-duché par Rome en 1570. D'ordinaire le vainqueur presse le pas devant le « chef-d'œuvre » contestable de ce second âge médiéval, pour courir à celui du premier, du Quattrocento. On lui propose de charger de rythme et d'attention, de considérer ce qui s'est fait à Florence, en Toscane pendant ce seizième siècle, où tout semble se figer. Tel est le défi stimulant de ce printemps.

ANDRÉ CHASTEL.
(Lire page 14.)

PROGRAMMATION
ARD
ETT
ARD

PROCHE-ORIENT

UN AN APRÈS LA SIGNATURE DES ACCORDS DE CAMP DAVID

Le Caire : l'engouement des premiers temps de la paix est retombé

Le Caire. — Il y a un an, le 26 mars 1979, était signé en grande pompe, à Washington, le traité de paix égypto-israélien conclu sous les auspices des États-Unis. Cette issue fut considérée comme heureuse par l'immense majorité des Égyptiens. Douze mois après, alors que le reste du Proche-Orient vit plus que jamais dans l'attente de la signature d'un accord, l'Égypte considère la guerre comme un fléau définitivement révolu que seuls les intérêts islamiques (mais y croient-ils réellement ?) osent encore afficher à leur programme.

À défaut de la prospérité attendue, le pays jouit d'un calme que bien des régimes arabes peuvent à l'heure actuelle lui envier. Nul ne peut prédire si cette situation durera, d'autant plus que les problèmes économiques et sociaux, s'ils ne paraissent pas vraiment avoir empiré depuis un an, restent nombreux et graves.

Pour la première fois de son histoire récente, le Caire a failli cette année manquer le pain. Plus de six millions d'Égyptiens quittent chaque mois leur pays pour aller travailler dans les autres États arabes, où non seulement ils sont certains de trouver du travail mais aussi des salaires décents qui, pour le moment, leur sont refusés chez eux.

Le traité de paix a été, tant du côté égyptien qu'israélien, appliqué jusqu'à présent à la lettre, notamment en ce qui concerne l'évacuation des deux tiers du Sinaï aujourd'hui réalisée. La normalisation des relations égypto-israéliennes progresse lentement, mais sans accroc, notamment sur le plan humain que culturel, économique ou autre. Un hôtel-restaurant cachère sera sans doute ouvert bientôt au Caire afin d'être aux jolis pratiques — dont le moindre n'est pas M. Begin — d'avoir à venir en Égypte avec leur batterie de

De notre correspondant

cuisine et leurs provisions. Des avions israéliens et égyptiens (en fait allemands pour l'Égypte afin d'éviter une aggravation du boycott aérien arabe à l'égard du Caire) relient les deux pays. D'importantes projets, notamment agro-industriels, sont agités entre les deux capitales.

En dehors d'un nombre relativement réduit d'opposants, la « présence » israélienne en Égypte ne suscite aujourd'hui pas plus d'intérêt dans l'opinion publique que celle de telle ou telle autre nation étrangère. L'engouement des premiers temps de la paix est retombé. Le sentiment qu'une ambassade israélienne ou des touristes israéliens n'ont rien que de normal ou de banal en Égypte est peut-être, en définitive, le meilleur signe de réussite jusqu'à maintenant de la paix égypto-israélienne. Aussi bien, le premier anniversaire de cette paix si vite rentrée dans les mœurs n'est pas officiellement fêté ce mercredi en Égypte, où le président Sadate consacre une partie de sa journée aux anciens combattants et aux mutilés de guerre.

La reprise des pourparlers sur l'autonomie

Cependant, il en aurait sans doute été autrement sur le plan officiel si les dirigeants égyptiens étaient plus satisfaits du respect de l'esprit des accords de paix de la part du gouvernement israélien. Or, ils s'avèrent profondément déçus de l'incompréhension israélienne devant la nécessité, selon eux vitale pour garantir l'avenir, de lâcher du lest en faveur des Palestiniens.

Le problème crucial du Proche-Orient — la question palestinienne — reste en effet en sus-

pens. Il n'y a guère d'espoir que les négociations sur ce sujet, qui reprennent à Alexandrie le jeudi 27 mars, puissent faire avancer l'épineux dossier.

M. Sol Linowitz, le délégué du président Carter aux pourparlers égypto-israéliens sur l'autonomie palestinienne, a reconnu, le mardi 26 mars au Caire, peu après s'être entretenu durant une heure avec le président Sadate, que le premier ministre israélien, M. Begin, avait même refusé de suspendre jusqu'au 26 mai — date limite, en principe, pour les conversations en cours — l'implantation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie. « La question reste néanmoins à l'étude », a ajouté, mais sans beaucoup de conviction, le diplomate américain.

M. Boutros Ghali, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, vient de réaffirmer, pour sa part, que les négociations s'arrêteraient bien le 26 mai, sans si des résultats n'avaient été enregistrés d'ici là. Une telle éventualité n'est pas écartée dans les milieux diplomatiques du Caire, où l'on estime qu'un accord de cessez-le-feu à l'arraché — comme cela s'est déjà passé à Camp David en 1978, puis avant la signature du traité en 1979 — pourrait intervenir au cours des mois qui viennent.

Même s'il n'était qu'incomplet, cela permettrait d'éviter un naufrage du dialogue égypto-israélien, qui serait sans nul doute gravement préjudiciable au prestige de M. Sadate, mais probablement aussi à celui de M. Begin. Autant dire que pour aboutir à un résultat, même partiel, les optimistes comptent plus, en dépit de la campagne électorale américaine, sur une nouvelle intervention du président Carter — M. Sadate et Begin doivent se rendre séparément à Washington le mois prochain — que sur des pourparlers qui vont reprendre à Alexandrie. — J.-P. F.-H.

Jérusalem : l'amertume d'un nouvel isolement

Jérusalem. — Dans les jardins de la Maison Blanche, le mercredi 26 mars 1979, MM. Sadate et Begin signaient le traité de paix entre l'Égypte et Israël, sous le regard bienveillant du président Carter, qui, pour bien souligner le rôle déterminant des États-Unis dans cet accord, paraphait lui aussi le document, en qualité de témoin.

Un an plus tard, MM. Sadate et Begin s'apprêtent à revenir à la Maison Blanche pour retrouver le président Carter, mais séparément. Il ne s'agit plus de célébrer un heureux événement. Les nuages, qui s'annonçaient en 1978, se sont depuis accumulés et, en 1980, ils sont devenus très menaçants. Voici douze mois, les trois hommes admettaient que « le plus dur restait à faire : l'insécurité, mais aussi toute la vérité de cette prédiction. Le programme établi à Camp David comportait deux parties. La première, concernant l'établissement de la paix entre l'Égypte et Israël, a été jusqu'ici respectée à la lettre. Elle n'est pas terminée mais on pourrait, d'ores et déjà, parler de réussite si celle-ci ne risquait pas d'être ternie, voire remise en cause par l'échec de la deuxième partie. Dix mois après l'ouverture des pourparlers sur l'avenir de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, les négociations restent en désaccord sur les points les plus importants ; et leurs divergences portent toujours sur l'interprétation du terme « autonomie complète ».

Les dirigeants égyptiens ne cessent de répéter que la « normalisation » ne pourra vraiment prendre tout son sens qu'au moment de la conclusion d'un accord sur une formule de règlement du

De notre correspondant

problème palestinien. Cette formule, c'est l'autonomie pendant cinq ans, mais, pour M. Begin, il ne peut s'agir que d'autonomie « interne » et purement administrative ; Israël conservant les principaux pouvoirs en Cisjordanie et à Gaza, et maintenant ses revendications de souveraineté sur ces territoires. Pour M. Sadate, cette autonomie doit être au contraire la plus large possible et préparer l'autodétermination des Palestiniens, ce que refusent catégoriquement les Israéliens. On en est là, et on voit mal comment ces deux points de vue pourraient être finalement conciliables.

Méfiante à l'égard de Washington

Dans ces conditions, l'opinion publique israélienne, par ailleurs de plus en plus préoccupée par la gravité de la crise économique, considère que la paix n'a guère changé la situation du pays. Israël vit avec amertume un nouvel isolement et le sentiment, une fois de plus, d'être incompris dans le monde entier. Même les relations avec Washington n'ont peut-être jamais été aussi mauvaises. Dans les milieux politiques de Jérusalem on voit avec une profonde inquiétude l'allié américain se tourner résolument vers l'Égypte et le monde arabe, fournissant une large assistance économique et militaire tout en faisant comprendre aux Israéliens que, notamment après l'affaire d'Afghanistan, des concessions doivent être faites au

sujet des Palestiniens afin de maintenir autant que possible la stabilité de la région. Les Israéliens s'attendaient plutôt que Washington renforce ses liens avec Jérusalem. M. Begin connaît bien son pays, mais le meilleur bastion du monde libre.

Beaucoup d'Israéliens, tant dans l'opposition que dans la majorité, estiment de plus en plus que l'ancien ministre du Pige se livre à une politique de prétexte à l'indépendance des territoires occupés. Les Israéliens constatent en outre que, dans les négociations en cours, les avis des gouvernements américains et égyptien sont très proches et que de ce fait la discussion est inégale. D'autre part, les espoirs de voir la Jordanie et des Palestiniens modérés se joindre au mouvement de l'apaisement sur une large partie de l'opinion. En effet, près de 65 % des Israéliens seraient favorables au principe d'une politique d'implantation même s'ils dénoncent celle qui est suivie par M. Begin. Sur ce point, seule une très faible majorité serait opposée à la dernière décision d'élargir la colonisation à la ville d'Israël.

À moins d'une improbable surprise, il apparaît que le président Carter doit dès maintenant envisager d'abandonner MM. Sadate et Begin à leur sort, sans un accord intermédiaire qui serve de base à la prolongation des pourparlers.

Francis Cornu.

Dans une déclaration au journal autrichien « Die Presse »

M. Arafat affirme que l'O.L.P. n'a pas pour objectif la destruction d'Israël

Vienne (A.P., U.P.J.). — Dans une déclaration faite au journal autrichien Die Presse, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré, pour la première fois, que son mouvement n'avait pas comme objectif la destruction d'Israël. Die Presse précise à ce propos que, lors de sa visite en Autriche l'an dernier, M. Arafat s'était prudemment abstenu de faire une telle déclaration.

« Je n'ai l'intention ni de tuer ni de détruire qui que ce soit », a répondu le chef de l'O.L.P. à la question de savoir si la création d'un État palestinien signifiait aussi une destruction de l'État moderne d'Israël.

M. Arafat a poursuivi : « Les Palestiniens ont d'ailleurs des droits sur un État démocratique, où musulmans, juifs et chrétiens seraient sur un pied d'égalité. Mais cette suggestion a été repoussée. Notre seconde proposition prévoit l'établissement d'un État palestinien indépendant sur chaque pouce de terre palestinienne d'où les Israéliens se retirent. Cette proposition a été acceptée par notre congrès national ».

Le chancelier autrichien Bruno Kreisky a déclaré pour sa part « parfaitement comprendre l'attitude de l'O.L.P. qui exige la reconnaissance de sa propre existence avant de reconnaître Israël ». « La reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. », a dit M. Kreisky à l'issue de son entretien avec le ministre de l'Intérieur, est le seul moyen de pression politique dont dispose l'O.L.P. ».

Sur le thème « Pour le respect des droits de l'État d'Israël », le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a organisé mardi soir 26 mars au palais de la Mutualité une manifestation de solidarité avec l'État juif, qui a réuni environ deux mille personnes, sous la présidence de M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme. Au cours de son allocution, M. Bernard Henry-Lévy a demandé à deux députés présents, MM. Didier Barthelemy, président du parti radical, et de La Tré (R.P.R.), de proposer à l'Assemblée nationale l'inscription d'un débat sur la question d'Israël dans la prochaine session parlementaire, qui commence le 2 avril.

LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

MM. Bani Sadr et Ghotbzadeh semblent déterminés à rechercher un terrain d'entente avec le président Carter

Téhéran. — La journée du mardi 26 mars illustre bien la guerre larvée que se livrent les factions rivales au sein de la République islamique. En attendant qu'une hypothétique épreuve de force toujours ajournée, le combat se déroule dans la bonne tradition persane, d'une manière subtile, pour ne pas dire insidieuse. Tandis que le président Bani Sadr et M. Ghotbzadeh, chef de la diplomatie, tentent désespérément de régler à l'amiable l'affaire des otages, leurs adversaires organisent une manifestation destinée visiblement à faire obstacle à toute normalisation avec les États-Unis.

C'est le clergé, derrière lequel se profile le parti républicain islamique de l'ayatollah Behchekhi, qui a appelé le peuple de Téhéran à se rassembler aux portes de l'ambassade américaine pour protester contre le « transfert » du chah en Égypte. L'initiative avait visiblement un double objectif : renforcer le prestige des « étudiants islamiques » qui détiennent les otages et relancer la campagne contre l'« impérialisme américain ».

Et cela au moment où le chef de l'État met impitoyablement hors de cause le président Carter en accusant « les multiples centres du pouvoir, aux États-Unis et en Iran », d'avoir fait échec à la procédure d'extradition du chah. Plus explicitement, M. Ghotbzadeh s'est plaint mardi, au cours d'une conférence de presse, des intrigues de presse des médias américains et de la campagne de M. Henry Kissinger et David Rockefeller, qui auraient, selon lui, organisé le départ de Panama de l'ancien souverain.

MM. Bani Sadr et Ghotbzadeh s'emploient parallèlement à alerter l'opinion contre le « péril russe » incarné par la présence des troupes soviétiques en Afghanistan. Les « étudiants islamiques » persistent à croire qu'il ne s'agit là que d'une manœuvre destinée à les « détourner de la lutte contre le principal ennemi du peuple iranien et de l'humanité ». Tout autant que les dignitaires religieux qui ont harangué la foule mardi, ils ont dénoncé

De notre envoyé spécial

l'« impérialisme américain ». L'ayatollah Khomeinchi, ami personnel de l'imam Khomeini, s'en est expliqué : le peuple, a-t-il soutenu, devrait lutter contre les États-Unis, le « Grand Satan », l'U.R.S.S. n'étant à ses yeux qu'un « Petit Satan », de surcroît engagé par l'Amérique elle-même. Cependant, dans une résolution adoptée à l'issue de la manifestation, une brève allusion est faite à l'« oppression » soviétique contre l'Afghanistan.

Deux langages, deux courants politiques, deux stratégies. M. Ghotbzadeh a clairement laissé entendre mardi que le processus conduisant à la libération

des otages engagé avec le concours de l'ONU n'était pas définitivement rompu. La commission d'enquête internationale pourrait même revenir en Iran — a-t-il dit — si seulement elle rendait public, au préalable, son rapport sur les crimes du chah et les complications américaines.

Il a esquisé la mise en jugement pour espionnage des diplomates américains détenus. La libération de ces derniers — a-t-il précisé — ne devrait pas être liée à l'éventuelle extradition du chah. Bref, le chef de la diplomatie iranienne, soutenu en cela par le président Bani Sadr, paraît déterminé à rechercher, par le truchement de M. Kurt Waldheim, ou autrement, un terrain d'entente avec le président Carter.

Le défi des « étudiants islamiques »

Le son de cloche entendu aux portes de l'ambassade américaine a été d'une tout autre facture. Les « étudiants islamiques » proclamant que le chah ne sera livré à l'Iran que par « les moyens révolutionnaires de l'Islam », et ajoutent : « Pourvu qu'ils ne conduisent qu'à la victoire de l'impérialisme américain ! »

Quant aux otages, « y compris les trois diplomates réfugiés au ministère iranien des affaires étrangères », ce ne sont à leurs yeux, que des « espions ». Le hodjadeslam Hamidzadeh a exprimé en termes encore plus nets les intentions des « étudiants islamiques » et des forces politiques qui les soutiennent. Parlant au nom de la « communauté cléricale », il s'est exclamé : « Les otages ne seront libérés qu'après le retour du chah et la restitution de sa fortune à l'Iran. En attendant, notre peuple prie que les espions américains que nous dénonçons soient traduits en justice ! »

Le défi ainsi lancé au chef de l'État et à son ministre des affaires étrangères ne peut être plus clair. Le président Bani Sadr estime qu'il ne pourra affirmer son autorité et mettre en œuvre sa politique aussi longtemps que

subsistera la « forteresse » internationale des « étudiants islamiques ». Il souhaite supprimer ce « centre du pouvoir » qui contribue à paralyser l'État. A trois reprises, mardi, M. Ghotbzadeh a indiqué que les transferts des otages à la garde des autorités légitimes « était à l'étude ». Ce transfert, de toute évidence, ne pourrait s'effectuer que par la force.

La question sera sans doute posée à la prochaine réunion du Conseil de la révolution. Cependant la plupart des membres de l'autorité suprême de la République sont naturellement favorables aux « étudiants islamiques » et, en tout cas, ne voudront pas avoir recouru à une mesure impopulaire en pleine campagne électorale.

Le président Bani Sadr pourra difficilement assumer seul la responsabilité d'une épreuve de force sans la caution de l'imam Khomeini. Or celui-ci s'est réfugié dans une silence que l'on pourrait interpréter au choix comme un signe de prudence ou comme une réprobation éloquent de la politique menée par le chef de l'État à l'égard des deux super-puissances.

ÉRIC ROULEAU.

L'ACCUEIL DU CHAH PAR LE PRÉSIDENT SADATE

Les Égyptiens paraissent approuver la décision du chef de l'État

Le Caire. — La chaleur des soirées caennaises aidant, l'hôpital militaire de Meadi, situé sur la rive droite du Nil, à une dizaine de kilomètres au sud du centre de la capitale égyptienne, est devenu un lieu de promenade depuis que Mohamed Reza Pahlavi s'y trouve. L'impair du chah, qui a été accueilli lundi à l'hôpital militaire de l'ancien souverain iranien, ayant, dès le lendemain, été réduit au minimum autour du bâtiment, les automobilistes ralentissent au carrefour du Nil, cherchant à voir si n'apparaît pas à l'une des fenêtres du second étage le chah ou un membre de sa famille.

De l'autre côté de l'avenue, un marchand de pastèques qui a installé son étal sur la balustrade surplombant le fleuve fait des affaires. L'un de ses clients, un père de famille, en entendant Radio-Caire, déclare que le président Bani Sadr d'Iran avait estimé que « la fuite du chah en Égypte était une victoire morale pour le peuple iranien », se salue sur les cuissottes et dit : « C'est plutôt une victoire pour l'Égypte, une leçon de courage que nous donnons aux autres nations ».

Dans l'ensemble, les Égyptiens paraissent approuver la décision du chah d'accueillir « son ami le chah ». Certains en paraissent même très fiers. Toutefois, beaucoup d'autres s'interrogent : « N'avons-nous pas déjà assez de problèmes comme cela ? Les Américains ne pouvaient-ils pas trouver pour le chah un lieu d'exil ailleurs que dans un pays comme le nôtre qui a déjà la moitié des capitaux musulmans contre lui à cause de la paix avec Israël ? »

Les milieux politiques sont encore sous le coup de la surprise, on peut même dire de la stupeur. « Au Parlement, nous ne pensions pas que Sadate traiterait ainsi le chah », déclare un député pro-gouvernemental, mi-administratif, mi-inquiet pour l'avenir.

Une seule des trois formations de l'opposition légale, le parti travailliste de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme, a pris position contre la présence de Mohamed Reza Pahlavi en Égypte. « Cela est contraire aux intérêts supérieurs de notre peuple », a affirmé le député même Laila Takla, porte-parole du parti travailliste.

De notre correspondant

On s'attend que le Rassemblement progressiste (marxiste-naassérien) et les étudiants intégristes islamiques, qui, chacun de son côté, avaient manifesté une force leur hostilité à l'égard du monarque iranien lors du premier exil de celui-ci en Égypte en janvier 1979, réaffirment avec éclat leur opposition à sa présence dans la vallée du Nil.

« Ils peuvent crier... »

Le président Sadate qui, le mardi 26 mars, a rendu visite à l'ancien empereur dans sa chambre d'hôpital, a indiqué que ce dernier « avait accepté de résider en Égypte d'une manière permanente ». « Au besoin, je l'y aurais forcé », a ajouté le rais, qui a poursuivi : « À Téhéran, ils peuvent crier : c'est la fin du monde. Nous ne jurons pas ces de leurs cris (...). Nous sommes d'ailleurs reconnus la révolution iranienne. Ce sont eux qui ont rompu avec nous. Nous ne sommes pas contre l'Iran. En accueillant Mohamed Reza Pahlavi, nous ne cherchons pas à honorer l'homme, mais les vraies valeurs de l'Islam qui sont la fraternité et l'hospitalité et non point la haine ».

Le président égyptien a révélé qu'à la fin de la guerre d'octobre 1973, alors que l'Égypte était au bout de ses réserves pétrolières et que le colonel Kadhafi de Libye venait de lui refuser une livraison urgente de carburant, le chah, informé de cette situation, avait aussitôt déchargé de sa destination une cargaison de 6 000 tonnes de naphte et l'avait envoyée à Alexandrie.

Une quinzaine de médecins égyptiens veillent actuellement sur l'ex-souverain et lui ont ordonné des examens préliminaires à l'opération de l'ablation de la rate qu'il devrait subir « dans les prochains jours ». Des praticiens français et américains sont également attendus à Meadi, a-t-on fait savoir de source égyptienne.

En réalité, ce ne sont pas les excellents médecins ou chirurgiens qui manquent au Caire, mais plutôt certaines installations pour le traitement de l'ablation de la rate. L'hôpital de Meadi est certes le plus moderne d'Égypte, mais chacun sait ici que ce n'est pas une référence. Le ministre égyptien de la Santé, le général Hassan Ali, est allé se faire soi-

gner ce mois-ci aux États-Unis pour une maladie bien moins grave que celle du chah. D'où le mot de la fin d'un égyptien : en médecine caennaise, « c'est mourir, cela n'arrange rien ». On ne peut pas dire que le chah soit un homme de la médecine égyptienne !

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

A travers le monde Bangladesh

SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE PRISONNIERS POLITIQUES ont été libérés à la veille des fêtes de l'Indépendance, qui se déroulent ce mercredi 26 mars, à Dhacca, la capitale bangladaise. Parmi les personnalités libérées figurent l'ancien président Khondakar Moushataque Ahmed, le chef du parti national-socialiste, M. Abdul Quader, le dirigeant de la Ligue Awami, M. Gazi Gholam Mustafa, et le syndicaliste Abdul Mannan. — (A.P.)

Chili

LE GOUVERNEMENT MILITAIRE a interdit la tenue à Santiago du premier congrès national de la jeunesse, prévu en avril, a-t-on appris dans la capitale chilienne. Le ministre de l'Intérieur, M. Sergio Fernandez, a indiqué que sera interdit toute « réunion de masse », et la propagation de leur doctrine. Ce congrès, organisé par l'Union nationale des centres culturels de jeunes, devait rassembler les 11, 12 et 13 avril, six cents délégués chiliens et des invités étrangers. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

LE COMITÉ CENTRAL DU P.C. TCHÉCOSLOVAQUE tient depuis le mardi 25 mars sa quinzième session plénière. Un rapport consacré aux problèmes de la mise en pratique de l'idéologie marxiste-léniniste a été présenté par M. Vasil Bilak, membre du présidium du parti. — (Reuters)

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

- Les combats ont repris à N'Djamena
- La majorité des Européens évacués par l'armée française

La situation précaire observée après l'annonce d'un cessez-le-feu, mardi 25 mars à N'Djamena, s'est brusquement aggravée mercredi en fin de matinée où l'on a assisté à une reprise des combats dans la capitale tchadienne entre forces armées populaires (FAP) du président Goukouni Oueddei et forces armées du Nord (FAN) du ministre de la défense, M. Hissène Habré, indiquant-on dans les milieux officiels français. On ne donne aucune précision sur les travaux d'une commission technique qui s'était réunie tôt dans la matinée pour tenter d'établir un cessez-le-feu durable.

Mardi, l'armée française a pu finir de procéder à l'évacuation — par le Cameroun — de la majorité des neuf cents ressortissants européens, pour la plupart des Français, de la capitale tchadienne. Les Français ont pu organiser de petits convois de voitures arborant des drapeaux blancs, escortés par des militaires sans armes, les deux camps opposés ont laissé passer la base militaire française. Il ne restait, mardi soir, qu'une centaine de ressortissants français qui ont choisi de rester chez eux. Les premiers témoignages de réfugiés font état de destructions et de plusieurs centaines de victimes civiles.

Deux délégations des FAN et des FAP se sont rencontrées, mardi après-midi, dans la cathédrale de N'Djamena, située en zone neutre, en présence des ambassadeurs de France et d'Égypte, ainsi que de chargés d'affaires saoudien et de l'islam Moussa Ibrahim, afin de consolider un cessez-le-feu intervenu à la suite d'un accord entre MM. Habré et Oueddei. Il s'agissait, en priorité, de permettre l'évacuation des morts et des blessés. Mais il était alors impossible de savoir si les Forces armées tchadiennes (FAT) du colonel Kamougué, qui avaient pris position en lisière sud de la ville, étaient concernées par ces négociations.

Selon un porte-parole du Front d'action commune (FAC), hostile à M. Hissène Habré, les FAN auraient perdu quelques positions dans l'est du pays, notamment, à localité de Mongo, à 400 kilomètres à l'est de N'Djamena. Les

partisans de M. Habré tiendraient cependant encore le pont de Chagou, qui commande l'accès sud de la capitale tchadienne. A Paris, une réunion de travail consacrée à la situation au Tchad s'est tenue, mardi matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing (voir dernières éditions du 26 mars). M. Giscard d'Estaing, ministre de la coopération, ainsi que le général Mery, chef d'état-major des armées, et M. Kirsch, conseiller à la présidence de la République, ont participé à cette réunion au cours de laquelle le chef de l'État a déclaré que « les forces françaises ne doivent en aucun cas intervenir dans le déroulement des affrontements » à N'Djamena.

Le président Tomba, du Libéria, qui assure la présidence annuelle de l'Organisation de l'unité africaine, a lancé un appel aux diverses factions tchadiennes pour qu'elles mettent fin aux hostilités et respectent les accords de Lagos. Le président Bongo, du Gabon, a demandé à la France de prendre ses responsabilités en tant qu'ancienne puissance colonisatrice. Enfin, le gouvernement congolais — qui dispose à N'Djamena d'un contingent militaire dans le cadre de la « force de paix » interafricaine prévue par l'accord de Lagos — a dépêché sur place, lundi, son chef d'état-major général et son ministre de l'Intérieur.

Pour rapatrier ses ressortissants évacués sur le Cameroun, le gouvernement français a affrété un DC-8 atterri à Rouilly mercredi en fin d'après-midi.

Mille cent militaires français

Les troupes françaises qui se tiennent à l'écart des événements et restent dans le périmètre de leur casernement autour de l'aéroport de N'Djamena, sont évaluées à environ mille cent hommes, principalement de l'armée de terre.

Composés d'éléments de la valeur d'une compagnie ou d'un escadron selon l'arme à laquelle ils appartiennent, ces détachements proviennent du 17^e régiment du génie parachutiste, du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, du 2^e régiment d'infanterie de marine, du 1^{er} régiment de hussards parachutistes et du 1^{er} régiment d'artillerie de marine. Ces unités relèvent du commandement de la 11^e division parachutiste (à Toulouse) et de la 9^e division d'infanterie de marine (à Saint-Malo).

Le personnel est totalement composé d'engagés qui, depuis leur affectation au Tchad, sont

relevés régulièrement tous les quatre mois. En revanche, les cadres de la coopération technique ont été diminués en novembre, seuls subsistent trente médecins militaires.

Dès lundi 24 mars, les trois avions de transport Transal qui stationnaient à N'Djamena ont été remplis en direction du Cameroun où, par la même occasion, ils ont évacués les Européens désireux de quitter le Tchad en une « station par appareil ».

A ce jour, l'armée de l'air française ne maintient donc plus que quelques avions tactiques au sol chargés de mitrailler au cas où il y aurait des avions ennemis. Les avions d'observation CL-19, trois hélicoptères Alouette III et quatre hélicoptères de manœuvre Puma, et, le cas échéant, d'écouillage des Transal, si ces avions revenaient à N'Djamena. De même, l'aéronavale a évacué le Braguet-Atlantique d'observation,

République Centrafricaine

LA VISITE DU PRÉSIDENT DACKO A PARIS

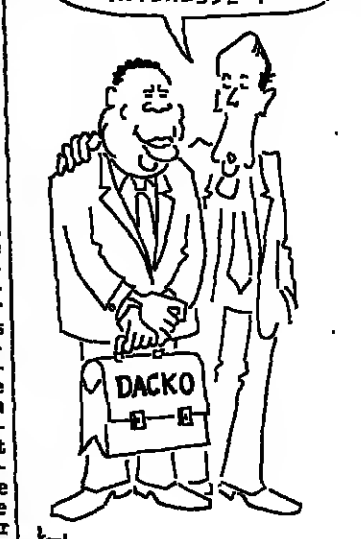
M. Giscard d'Estaing évoque « le renversement d'un régime devenu brutal et méprisant »

Dans une allocution prononcée mardi 26 mars à l'issue d'un déjeuner offert en l'honneur du président Dacko, en « crise de travail » à Paris (le Monde du 26 mars), M. Valéry Giscard d'Estaing a promis à la République Centrafricaine l'appui exceptionnel de la France. « Vous pouvez compter sur un appui exceptionnel de notre pays, en ce qui concerne notam-

ment les tâches urgentes de développement. Nous vous aiderons aussi à assurer la continuité de la vie économique et sociale, pour épargner à notre pays les conséquences négatives que pourraient entraîner le paiement de ses fonctionnaires et la régularité de son économie. Cet appui manifestera la solidarité de la France ».

Après avoir fait allusion à l'opération menée par l'armée française pour détruire Bokassa 1^{er}, M. Giscard d'Estaing a déclaré que les Français ne pouvaient pas rester indifférents à la situation de ce pays. « Nous ne pouvons pas laisser un régime devenu brutal et méprisant, l'immense soulagement éprouvé par la population centrafricaine et le retour au principe républicain ont conduit à reprendre notre charge pour rétablir la vie démocratique du pays l'Afrique ne s'est pas trompée ».

De sa réponse, M. Giscard d'Estaing a rendu hommage à l'action personnelle du chef de l'État français pour nous aider non seulement à rétablir une république humaine et libre, mais aussi à traverser les difficultés épineuses que nous attendent pour la reconstruction de notre pays. « Le président centrafricain a poursuivi : « Il est bien évident que la France ne peut remplacer les sacrifices et les efforts que, nous, Centrafricains, devons consentir pour réparer les dommages immenses ».



(Destin de KONK.)

ment les tâches urgentes de développement. Nous vous aiderons aussi à assurer la continuité de la vie économique et sociale, pour épargner à notre pays les conséquences négatives que pourraient entraîner le paiement de ses fonctionnaires et la régularité de son économie. Cet appui manifestera la solidarité de la France ».

Après avoir fait allusion à l'opération menée par l'armée française pour détruire Bokassa 1^{er}, M. Giscard d'Estaing a déclaré que les Français ne pouvaient pas rester indifférents à la situation de ce pays. « Nous ne pouvons pas laisser un régime devenu brutal et méprisant, l'immense soulagement éprouvé par la population centrafricaine et le retour au principe républicain ont conduit à reprendre notre charge pour rétablir la vie démocratique du pays l'Afrique ne s'est pas trompée ».

De sa réponse, M. Giscard d'Estaing a rendu hommage à l'action personnelle du chef de l'État français pour nous aider non seulement à rétablir une république humaine et libre, mais aussi à traverser les difficultés épineuses que nous attendent pour la reconstruction de notre pays. « Le président centrafricain a poursuivi : « Il est bien évident que la France ne peut remplacer les sacrifices et les efforts que, nous, Centrafricains, devons consentir pour réparer les dommages immenses ».

Mali

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE L'EXÉCUTION DE DIX-HUIT JEUNES GENS

Amnesty International dénonce, dans un télégramme adressé mardi 25 mars au président Moussa Traoré, « la mort d'au moins dix-huit jeunes gens » au cours de la répression, par les autorités maliennes, de l'agitation étudiante au Mali (le Monde du 25 mars).

Selon des rapports reçus par l'organisation humanitaire, ces jeunes ont été exécutés par balles ou à la balonnette et même torturés à mort.

Amnesty International fait d'autre part état d'un grand nombre de témoignages sur des « brutalités policières » à l'encontre de jeunes dans les rues de Bamako, la capitale malienne. Elle réclame une « enquête officielle » sur les conditions de décès d'Abdou Karim Camara, secrétaire général de l'Union nationale des élèves et étudiants du Mali (U.N.E.E.M.), qui, selon des témoignages, a été battu, puis pendu par les pieds après son arrestation le 15 mars. L'organisation humanitaire rapporte que la famille du dirigeant de l'U.N.E.E.M. n'a pas été autorisée à voir le corps de la victime, et indique aussi que les forces de l'ordre ont ouvert le feu à plusieurs reprises lors des manifestations d'étudiants en décembre 1979 et en mars 1980. Elle s'inquiète du sort de Mlle Rokya Koyale, qui, selon des informations non confirmées, serait décédée des suites de tortures, et de Mlle Mamadou Lamine Traoré, Victor Sy et Riebie Dramé, trois professeurs qui auraient été également torturés.

EUROPE

Espagne

UN RASSEMBLEMENT DE PARTIS PROCHES DE L'ETA DEMANDE SA LÉGALISATION

Madrid (A.F.P.). — Le rassemblement nationaliste basque Herri Batasuna (La patrie unie), groupement de partis de tendance séparatiste, a demandé mardi 25 mars son inscription comme parti politique légal dans le registre du ministère de l'Intérieur, apprend-on de source officielle à Madrid.

La demande a été présentée par deux avocats de Bilbao, M. José Miguel Retolaza et M. José San Nicolas. Elle est signée par dix dirigeants d'Herri Batasuna, qui déclarent respecter l'ordre constitutionnel démocratique, et expriment leur engagement d'adapter leurs activités et l'organisation interne aux formes et procédés démocratiques.

Herri Batasuna rassemble quatre partis basques, ayant des liens avec l'organisation indépendant-

liste ETA. Aux élections au Parlement basque du 8 mars, Herri Batasuna a en douze élus sur un total de soixante. Jusqu'à présent Herri Batasuna n'avait pas présenté de demande de légalisation, celle-ci étant interdite par la Constitution aux partis prônant la séparation ou l'indépendance.

D'autre part, deux jeunes femmes, Mlle Françoise Marhuenga et Mlle Maria-Begona Aurreneche, ont été arrêtées et inculpées de participation dans la tentative d'assassinat, le 3 juillet 1979, du député Gabriel Cisneros et dans l'enlèvement en novembre du député Xavier Ruperez, tous les deux membres de l'Union du centre démocratique (U.C.D.) parti gouvernemental.

Mlle Françoise Marhuenga est une ressortissante française, originaire de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) et psychologue de profession. Selon la police, elle avait loué une villa dans la petite ville de Hoyo-de-Pinares, dans la sierra d'Avila, où M. Xavier Ruperez demeura emprisonné une quarantaine de jours avant d'être remis en liberté.

Pologne

UN HOMME D'AFFAIRES FRANÇAIS EST CONDAMNÉ A CINQ ANS DE PRISON POUR CORRUPTION

Varsovie (A.F.P.). — Un homme d'affaires d'origine polonaise, M. Andrzej Glowczewski, a été condamné lundi 24 mars à cinq ans de prison ferme et à une amende de 330 000 zlotys (47 000 F environ) par le tribunal de Varsovie. L'issue d'un procès qui aura duré sept mois. M. Glowczewski, qui était accusé de « corruption » de fonctionnaires polonais, devra en outre payer les frais du procès, qui s'élève à quelque 70 000 zlotys.

Le principal accusé dans cette affaire de pots-de-vin, un fonctionnaire d'une maison commerciale polonaise d'Etat, M. Stanislaw Siaberski, s'est vu condamner, quant à lui, à une peine de sept ans de détention et à la confiscation de ses biens.

M. Glowczewski, âgé de cinquante-quatre ans, marié, père de deux enfants, conseiller commercial de la société Potain et d'autres entreprises françaises de matériel de construction, faisait depuis 1973 de fréquents voyages professionnels en Pologne, où il avait conclu d'importants contrats. Il a été arrêté le 6 avril 1979, en pleine rue, à Varsovie, alors qu'il se trouvait en séjour privé à l'occasion des obsèques de sa mère, décédée en France, et dont il accompagnait le corps pour l'inhumer en Pologne.

Depuis son incarcération, les autorités polonaises avaient fait la sourde oreille devant les démarches répétées du gouvernement français. Ce n'est que tout récemment que M. Siaberski, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en visite officielle à Varsovie, avait obtenu l'assurance que le verdict serait prononcé rapidement et qu'il serait possible d'obtenir la libération sous caution de M. Glowczewski avant un éventuel appel. La demande a été déposée par ses avocats.

demain

l'Afrique

Cette quinzaine

ALBERT TEVOEDJRE

s'explique sur le thème :

décoloniser le futur

Quel développement ?

Quelle coopération ?

Le point de vue de Michel ROCARD

EN VENTE 7 F CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Incident aérien franco-libyen en Méditerranée

(Suite de la première page.)

Depuis, on a appris (le Monde du 26 mars) qu'un cargo français la Rove, était retenu depuis octobre 1979.

L'incident aérien qui remonte à la fin de la semaine dernière a donc opposé, dans la journée de dimanche 23 mars, deux avions Mirage-III libyens à un Braguet-Atlantique français patrouillant en dehors des eaux territoriales qui sont limitées à 12 milles nautiques (environ 22 kilomètres). On sait que la France a livré, depuis 1969, à Tripoli cent-dix avions Mirage-III et 5 ainsi que trente-huit Mirage F-1 d'interception, et qu'elle a formé les personnels.

Sans que l'on sache exactement, à l'heure actuelle, si les appareils de combat libyens ont fait ou non

au préalable les sommations d'usage internationales, le Braguet-Atlantique a été l'objet d'une série de passes et d'un tir de semence de la part de l'un des Mirage. Aucun des coups de semence n'a atteint l'avion français.

Officiellement, le Quai d'Orsay ne fait aucun commentaire sur cet incident mais il ne semble pas qu'il y ait eu, à ce jour, de démarches de protestation de la part des autorités françaises.

Le Braguet-Atlantique était apparemment en mission classique de surveillance dans le bassin oriental de la Méditerranée. Ces vols de patrouille maritime sont routiniers mais, depuis l'affaire de Gabès, ils ont eu tendance à être plus fréquents au large des côtes libyennes et tunisiennes.

En particulier, la semaine dernière, ces missions ont consisté à obtenir des renseignements sur les mouvements de la flotte soviétique dans le golfe de Gabès où celle-ci dispose de mouillages traditionnels sur des hauteurs fondes de mer. Ces bateaux de guerre américains étaient, du reste, eux aussi dans les parages. — J. L.

[Cet incident aérien, dont les deux gouvernements s'envisagent probablement pas d'aggraver l'importance, donne à penser que la France court désormais le risque, dans certaines régions du monde où elle est militairement présente, de se voir opposer les armes qu'elle a elle-même vendues contre ses propres forces. C'est aujourd'hui le cas avec des Mirage. Ce peut, demain, être le cas, toujours avec la Libye, avec la vente de dix patrouilleurs rapides lance-missiles qui sont en construction à Cherbourg mais non encore livrés. L'utilisation par la marine libyenne de tels navires peut limiter les capacités d'une intervention navale de la France en Méditerranée.]

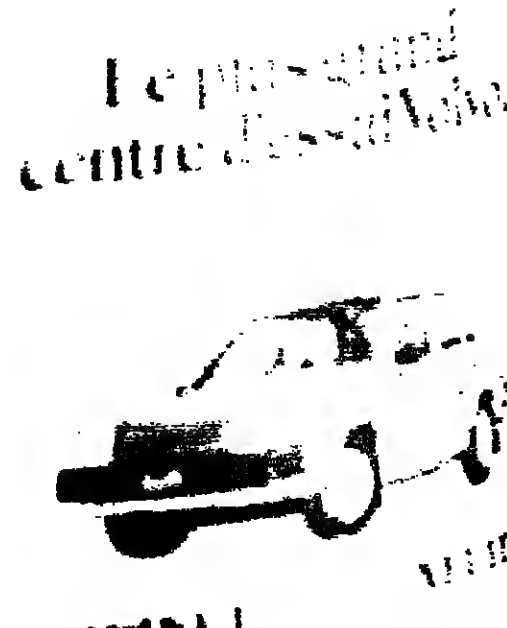
Les ordres mendiants

par Jacques Le Goff

dans le numéro 22 de

L'histoire

57 rue de Seine 75006 Paris



LA JOURNÉE PARLEMENTAIRE DU P.S. A MARSEILLE

M. Fabius : La population française est découpée en tranches pour les besoins d'une élection

Le programme de travail de la journée parlementaire que le parti socialiste a tenue mardi 25 mars à Marseille ne comportait pas — et c'est normal — les questions relatives à la désignation du candidat du parti à l'élection présidentielle ni les rapports avec le parti communiste. Ces deux thèmes n'ont donc pas officiellement été évoqués. Peut-être est-ce en raison de cet ordre du jour limité que les députés et sénateurs socialistes ne s'étaient pas déplacés très nombreux à Marseille. M. Mitterrand n'était pas à Marseille. M. Mauroy était retenu à Lille, M. Joxe appelé à Strasbourg et M. Rocard était ailleurs.

Ouverte pour la première fois à la presse, cette journée était consacrée pour une part à l'étude des textes qui seront examinés au cours de la session parlementaire de printemps, qui commence le 2 avril. Il fut donc notamment

question du développement des collectivités locales. A l'occasion d'une communication sur la politique économique et sociale, M. Fabius, porte-parole du parti, a d'autre part répondu aux propos du président de la République, qui, dimanche 23 mars à Lyon, avait manifesté sa volonté de se situer sur une ligne politique du « juste milieu ». Le député de la Seine-Maritime a estimé que la politique du juste milieu est « la politique des injustices » et M. Defferre a ajouté : « Le centre, c'est la droite ».

Les parlementaires socialistes se sont également intéressés à la traduction du projet socialiste en propositions de lois. M. Chevènement, l'un des principaux rédacteurs du document, s'est appliqué à démontrer que le projet s'applique à tous, notamment au futur candidat du P.S. à l'élection présidentielle, quel qu'il soit. Les amis de M. Michel Rocard ne se sont pas trompés sur le destinataire du « message ».

De notre envoyé spécial

tata type de travailleurs, sous-payés, mal qualifiés, précaires, non syndiqués ».

Il poursuit : « La population est découpée en tranches, celle d'un mariage publicitaire sans précédent : avant-hier les veuves, hier les agents de maîtrise, cette semaine les jeunes diplômés, les pouillards de la participation. Tout fait l'objet de décisions spectaculaires, popularisées, le temps d'un trompe-l'œil, pour les besoins d'une élection. »

Après avoir dénoncé « le comportement destructeur des dirigeants communistes et le Yalta intérieur Giscard-Marchais (c'est-à-dire le pacte anti-changement) », le député de la Seine-Maritime estime que les résultats de la plupart des élections cantonales partielles sont « très encourageants » et montrent que la « ligne » du parti doit être maintenue. En conclusion, il souligne qu'un des pièges du pouvoir consiste à « organiser l'irresponsabilité giscardienne » : « Tout est mis en scène, dit-il, pour cloisonner les univers : la univers extérieur médiatique, et dans lequel un président, soi-disant ou-dessus de la mêlée incarnerait la France du prétendu consensus : ici un univers intérieur, où un premier ministre exerce sa censure, on se perd dans les phobias. Cette répartition des rôles entre Mitterrand et Giscard-Barre est totalement fabriquée ».

M. Henu, député du Rhône, pense pour sa part que le risque de guerre est plus grand en Europe qu'en Proche-Orient, en raison de la non-ratification par les Etats-Unis du traité Salt II et des équilibres en déclin. D'autre part, que le développement des armes tactiques françaises contribue à remettre la France sous la dépendance de l'OTAN.

M. Laurent Fabius, député de la Seine-Maritime, relève que depuis 1974 le nombre des chômeurs a été multiplié par trois et qu'au cours des dix dernières années le nombre des entreprises de travail temporaire a augmenté de 260 %. Il indique à ce sujet : « On cherche à produire un cer-

veau type de travailleurs, sous-payés, mal qualifiés, précaires, non syndiqués ».

question du développement des collectivités locales. A l'occasion d'une communication sur la politique économique et sociale, M. Fabius, porte-parole du parti, a d'autre part répondu aux propos du président de la République, qui, dimanche 23 mars à Lyon, avait manifesté sa volonté de se situer sur une ligne politique du « juste milieu ».

Le député de la Seine-Maritime a estimé que la politique du juste milieu est « la politique des injustices » et M. Defferre a ajouté : « Le centre, c'est la droite ».

Les parlementaires socialistes se sont également intéressés à la traduction du projet socialiste en propositions de lois. M. Chevènement, l'un des principaux rédacteurs du document, s'est appliqué à démontrer que le projet s'applique à tous, notamment au futur candidat du P.S. à l'élection présidentielle, quel qu'il soit. Les amis de M. Michel Rocard ne se sont pas trompés sur le destinataire du « message ».

Dans l'après-midi, la séance de travail des parlementaires socialistes est consacrée aux rapports de M. Joxe, député de la Seine-Maritime, Dubedout (Rhône) et Alain Richard sur le projet de loi concernant le développement des collectivités locales, dont le Sénat doit achever l'examen au cours de la session de printemps. Trois critiques sont notées dans ce texte : l'aggravation de la perte de l'autonomie des communes et l'absence de décentralisation. Pour M. Dubedout, « tout ce qui pourrait ouvrir de nouvelles espaces de libertés est inexistant ».

Laurent Zecchini.

Les suites de l'affaire Marchais

LA RESTITUTION DES DOCUMENTS RELATIFS AU DÉPART POUR L'ALLEMAGNE

La cour d'appel de Paris se prononcera le 6 mai

Une courte audience de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris a été consacrée mardi 25 mars à la demande présentée par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants tendant à la restitution de trois documents saisis dans ses archives le 17 mars 1973 par M. Jean Berthoin, alors premier juge d'instruction chargé de l'affaire de la plainte en faux et usage de faux de M. Georges Marchais contre MM. Auguste Lecœur, directeur de La Nation socialiste, et Jean Boizeau, directeur de Minute. Ces documents sont relatifs au départ de M. Marchais pour l'Allemagne en décembre 1942 (le Monde du 14 mars 1973). Le secrétaire général du parti communiste français n'assistait pas aux débats. MM. Lecœur et Boizeau étaient spectateurs muets ; l'arrêt de la cour qui les a relaxés le 12 juillet 1978 est devenu définitif.

Maitre Jules Borker, conseil de M. Marchais, a mentionné que son client s'étonnait de ce que cette requête, présentée le 14 novembre 1978, soit examinée précisément à un moment où il fait l'objet de nouvelles attaques. Pour ce qui est de la restitution des pièces concernant le départ de son client en Allemagne comme « travailleur réquisitionné », l'avocat s'en est remis à la décision du tribunal en souhaitant simplement qu'un inventaire détaillé soit dressé.

M. Jean Becquard, avocat général, a demandé à la cour, non seulement de dresser un inventaire des documents avant leur restitution, mais de les photocopier. Selon Maitres Libersa et Farman, avocats de MM. Boizeau et Lecœur, les documents seraient plus en sûreté au greffe qu'aux archives des anciens combattants. L'arrêt sera rendu le 6 mai.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces. Vous y trouverez partout L'APPARTEMENT que vous recherchez.

Une lettre de M. Robrieux

M. René Andrieu, directeur adjoint de l'Humanité, ayant exposé, dans le Monde daté 23-24 mars, les critiques qu'il avait formulées, selon lui, l'attitude de M. Philippe Robrieux dans la controverse sur le séjour que M. Georges Marchais aurait fait à Moscou en 1955, M. Robrieux répond à son tour à M. Andrieu.

La question de fond posée ici est la suivante : me basant sur une série de données historiques précises et concordantes, j'ai été amené à estimer que M. Georges Marchais avait suivi, dans la période comprise entre courant septembre et courant novembre 1955, des cours à l'école supérieure des cadres du P.C.U.S. en compagnie de Bernard Jourdain, le séjour de ce dernier débutant plus tôt et se terminant, peut-être, un peu plus tôt aussi.

Soucieux de ne pas être mêlé à la polémique en cours, j'avais, bien entendu, systématiquement refusé toutes les demandes d'interview ; malgré cela, et malheureusement, une journaliste de Paris-Match, dont j'ai publié le 14 mars dernier, en les déformant totalement, des propos que j'avais tenus en privé : d'où ma mise au point catégorique dans Paris-Match du 21 mars dernier. Une mise au point où la vérité m'obligeait à reconnaître, en une courte phrase, que j'avais bien signalé le séjour de M. Georges Marchais à l'école du P.C.U.S. en question. A cette date du 21 mars, M. Roland Leroy venait de démentir le séjour moscovite de M. Georges Marchais et l'Humanité commençait la publication d'une série de faits et de témoignages allant dans le même sens, mais ne couvrant pas la période de septembre-novembre 1955.

Le 20 mars, dans l'Humanité, M. Andrieu me mettait violemment en cause et ajoutait que Bernard Jourdain n'avait pas suivi les cours de l'école du P.C.U.S. en 1955. Le jour même, j'écrivais à l'Humanité pour protester et pour demander à consulter les témoignages et documents d'époque cités en référence. Le simple rappel de ce calendrier suffit à démontrer que je n'en suis nullement tenu à la démarche qui est celle de l'historien depuis que sa discipline s'est constituée en science : raisonner sur les matériaux historiques disponibles et lorsque apparaissent — cas tellement fréquent — des sources nouvelles en contradiction avec ce qui précède, les dépouiller afin de procéder, conformément

aux règles de la méthode historique, à un examen contradictoire. Pour ce qui me concerne, n'ayant publié aucun travail historique abordant ce point de controverse, je refuse cette mauvaise querelle et j'attends par contre du P.C.F. l'autorisation de solliciter le 30 mars de consulter la totalité des sources nouvelles auxquelles se réfère l'Humanité, autorisation indispensable puisque les sources en question sont à ma connaissance, toutes communistes, y compris la documentation de l'A.O.I.P. — cette entreprise, qui employait Bernard Jourdain en 1955, étant une coopérative ouvrière dirigée ou influencée depuis longtemps par le P.C.F. Il va de soi que je m'engage à publier cette investigation historique sans le moindre préjugé dans un sens ou dans l'autre et que j'en ferai connaître les résultats.

LES ÉLUS COMMUNISTES DÉNONCENT LA « CAMPAGNE DE MENSONGES » MÈNÉE PAR MM. GISCARD D'ESTAING, CHIRAC ET MITTERRAND.

Les assemblés des élus nationaux (députés, sénateurs et représentants) à l'Assemblée des Communistes européennes) du parti communiste, réunies le lundi 24 et le mardi 25 mars à l'hôtel de ville du Havre, se sont terminées par l'adoption d'une déclaration, qui indique notamment :

« Afin de mettre en œuvre sa politique antisocialiste et réactionnaire, le pouvoir giscardien s'efforce d'obtenir de nouveaux soutiens politiques. Derrière les formules de « gouvernement ou tiers parti », le pouvoir giscardien s'efforce de « faire milieu », il recherche le consensus le plus large. Cette démarche concerne aussi celui du parti socialiste. Pour y parvenir, Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand développent une campagne de mensonges de colonnes d'une rare violence contre le parti communiste français et son secrétaire général. Ensemble, ils poursuivent le même objectif : réduire l'influence du parti communiste français pour s'engager dans la réalisation d'« alliances politiques » contraires aux intérêts des Français et de la France. »

A partir du 1^{er} Avril 1980, sur les vols Japan Air Lines, Mozart gratuit, Champagne gratuit, Bureau à Tokyo gratuit, Schubert gratuit, Whisky gratuit, Renseignements statistiques gratuits, Les Beatles gratuits, Vin gratuit, Conseils à l'exportation gratuits, Beethoven gratuit, Bière gratuite, Guides d'affaires gratuits, Jus d'orange gratuit, Guides gastronomiques gratuits, Charlie Parker gratuit, Café gratuit, Guides touristiques gratuits, Organisation de voyage gratuite, Les Bee Gees gratuits, Bureau d'accueil gratuit, Réservations d'hôtel gratuites, Chopin gratuit, etc...



A partir du 1^{er} Avril 1980, sur les vols JAL à destination du Japon l'itinéraire s'agisse des 747 de la route du pôle au des DC8 de celle de Moscou les hommes d'affaires et les passagers voyageant individuellement, dans le cadre de l'Executive Service, bénéficieront de prestations supplémentaires et gratuites. Notamment, ils ne paieront plus, ni les boissons, ni les écouteurs.



JAPAN AIR LINES Le meilleur du Japon. Avec des ailes.

ÉDUCATION

Les manifestations de soutien aux étudiants étrangers provoquent de nouvelles perturbations dans les universités

Afin de protester contre la convocation d'un étudiant marocain, M. Miloudi Wadhi, devant la commission spéciale d'expulsion à Marseille, trois cents étudiants et enseignants de la faculté des sciences Saint-Charles, répondant à l'appel du comité de défense des étudiants étrangers, ont manifesté, mardi 25 mars dans la matinée, sans incidents, devant la préfecture de région où ils se sont rendus

en cortège. Plusieurs syndicats d'enseignants du supérieur avaient lancé un mot d'ordre de grève qui a été, selon des sources syndicales, largement suivi. La défense des étudiants étrangers en France continue d'agiter d'autres universités. Le nouvel examen mis en place par de récents décrets, qui permet l'inscription des étudiants étrangers, a été perturbé à Paris et a provoqué des manifesta-

tions à Grenoble (« le Monde » du 26 mars). Le conseil de l'université de Rennes-I a décidé, mardi 25 mars, de suspendre les cours de sciences et de philosophie jusqu'au 27 mars à la suite de la grève des étudiants. Les étudiants de Rennes-I, comme ceux de Rennes-II qui sont en grève, protestent contre les décrets relatifs à l'inscription des étudiants étrangers.

LA SITUATION SCOLAIRE

- Grèves et occupations continuent
- La FEN envisagera le 4 avril un «élargissement» du mouvement

Les mouvements de protestation contre l'annonce des fermetures de classes à la rentrée de septembre prochain continuent à l'approche des vacances de printemps qui commencent samedi 20 mars pour les trois académies de la région parisienne et samedi 5 avril dans toutes les autres académies.

A Paris, le nombre d'instituteurs grévistes a considérablement diminué en début de semaine. Le SNT-P.E.G.C. a suspendu son mot d'ordre de grève. Mais de nombreuses écoles sont encore occupées par les parents : vingt-cinq dans le 20^e arrondissement, le 13^e et le 19^e. Le jeudi 27 mars, le SNT-P.E.G.C., auquel s'est joint le SNT, ayant appelé à la grève, beaucoup d'écoles mater- nelles ou élémentaires risquent d'être perturbées. Ce jour-là se réunira le conseil départemental de l'enseignement primaire qui, sous la présidence du recteur, en présence de conseillers de Paris, donnera son avis sur les fermetures et ouvertures de classes prévues par l'administration.

Dans la région parisienne et en province, aussi, des écoles sont occupées (notamment à Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis, à Meudon, en Côte-d'Or, et des grèves ont eu lieu ou sont prévues : lundi 24 mars chez les instituteurs du Val-d'Oise ; le 27 mars chez ceux de l'Essonne ; grèves pour toutes les semaines dans le premier et le second degré du Pas-de-Calais à l'appel du SNT-P.E.G.C. ; mardi 25 mars dans les Vosges et les Pyrénées-Atlantiques du 27 mars au 1^{er} avril dans la Nièvre. Des enseignants du lycée du Pontal à Thiers (Puy-de-Dôme) se sont mis en grève illimitée contre la suppression d'une classe de première.

Dans un communiqué, le comité directeur de l'Association des maires de France annonce qu'il a manifesté « son désaccord » avec les propositions de fermeture de classes dans les zones rurales. La FEN se prononcera le 4 avril sur la poursuite de l'action. M. André Henry, secrétaire général, a annoncé, mardi, à Lille, que ses responsables auront ce jour-là une réunion extraordinaire pour examiner « un élargissement » de la grève. M. Henry, au nom du groupe communiste, a demandé l'ouverture de quatre cents classes à Paris pour atteindre l'objectif de vingt-cinq élèves par

Un examen pour avoir le droit de s'inscrire

Plus de cinq mille étudiants étrangers résidant en France, qui désirent s'inscrire l'an prochain dans un établissement universitaire, ont passé ces derniers jours un examen de connaissance de la langue française. Instauré par le décret du 31 décembre 1978, relatif à l'inscription des étudiants étrangers (le *Monde* du 4 et 5 16-17 décembre 1979), cet examen est organisé par les services culturels français à l'étranger et par les recteurs, pour ceux qui résident déjà en France. Cette procédure, qui a été mise en place avec une grande discrétion, fait suite à la demande d'inscription que les étudiants devaient déposer avant le 15 mars.

Convocés directement par lettre, ces derniers étaient invités à passer lundi 24 mars à Paris, mardi 25 à Lille, jeudi 27 à Nancy, ainsi que dans d'autres villes de province, cette épreuve de connaissance de la langue française. Au centre d'examen d'Arcueil, dans la banlieue parisienne, deux mille neuf cents candidats se sont présentés lundi matin pour l'épreuve de dictée, qui, selon les convocations, ne devait pas dépasser vingt-cinq à trente lignes. L'inscription vers 10 h. 30 de personnes étrangères ou étrangères, selon l'expression du recteur de Paris, a entraîné une perturbation, et il est possible que cette épreuve se soit déroulée dans une atmosphère tendue. La deuxième partie de l'examen (le résumé, en dix lignes

au maximum, d'un texte donné), qui avait lieu l'après-midi, n'a pas été troublée. « Ces examens, véritable sélection à l'entrée à l'université, sont organisés en dehors des universités et des universitaires », a déclaré un responsable du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup). Ce syndicat pose la question de savoir qui a donné les sujets de ces examens et surtout qui les corrigera. Remarquant que tous les étudiants sont convoqués, aussi bien ceux qui viennent apprendre le français que ceux qui se perfectionnent, le SNE-Sup s'étonne que des élèves des centres d'enseignement du français pour étrangers soient soumis à cette épreuve.

Les résultats de ces « mini-examens » risquent d'être importants pour de nombreux jeunes étrangers. En effet, seuls les candidats déclarés admis par la commission nationale — présidée par le directeur du Centre national des universités et des collèges (CNU) — pourront s'inscrire dans une université française. Les autres, aux termes de la « circulaire Bonnet » visant à restreindre le nombre des étrangers en France (le *Monde* du 21 décembre 1978), risquent d'être déclarés indésirables.

Le cas dramatique d'un Marocain

De notre correspondant régional

Marseille. — Étudiant en maîtrise de biologie des fluides à l'université d'Alger — Marseille II, M. Wadhi, né le 18 janvier 1952 à Casablanca, a effectué toutes ses études supérieures à Aix-en-Provence et à Marseille depuis 1974. Le 10 avril 1979, le préfet délégué pour la police de Marseille avait pris à son encontre un arrêté de refus de séjour en France pour troubles de l'ordre public. Cette décision faisait suite à deux interpellations par la police de M. Wadhi : l'une le 30 avril 1978 devant la faculté Saint-Charles, alors qu'il transportait des affiches dénonçant la répression au Maroc, l'autre, en novembre 1978, à l'occasion de l'occupation par une soixantaine d'étudiants marocains du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (GROUS) d'Aix-en-Provence, à propos des problèmes de logement en cité universitaire. Cependant, le tribunal administratif de Marseille avait ordonné, le 21 septembre 1979, un sursis à l'exécution de l'ordre préfectoral. Une procédure a en fait chassé l'autre puisque l'étudiant marocain, titulaire depuis janvier 1980 d'un récépissé provisoire de demande de renouvellement de carte de séjour, est désormais menacé d'expulsion sans que d'autres faits lui soient reprochés aujourd'hui.

En dehors même des conséquences d'ordre universitaire que représenterait une mesure d'expulsion pour M. Wadhi, celui-ci se voit placé dans une situation dramatique sur le plan personnel. L'étudiant marocain est, en effet, le père d'une fille de deux ans, Sarah, née le 7 février 1978, qu'il a eue avec sa compagne, une infirmière de nationalité française, employée à l'hôpital Edouard-Toussaint de Marseille, actuellement enceinte de six mois d'un deuxième enfant. M. Wadhi a accompli les formalités légales de reconnaissance paternelle, mais il n'a pas pu encore obtenir l'autorisation de se marier, en dépit de deux demandes, présentées, l'une dans l'été 1978, l'autre au début de 1980 (1).

Il semble que l'instruction de son dossier ait été suspendue après l'arrêt de refus de séjour de juillet 1979, dont les effets ont pourtant été annulés, mais qui a été relayé par la procédure d'expulsion. On peut s'interroger sur le rôle de l'administration dans cette affaire, que les syndicats d'enseignants de la faculté Saint-Charles interprètent dans un communiqué comme « une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés ».

GUY PORTE.

(1) L'article 13 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 prévoit que le mariage d'un étranger, résident temporaire, est subordonné à la délivrance d'une autorisation par le ministre de l'intérieur.

QUATRE ACADÉMIES CHANGENT DE RECTEUR

M. Pierre Tabatoni remplace M. Robert Mallet à Paris

Le conseil des ministres a approuvé ce mercredi 26 mars la nomination de quatre recteurs. M. Pierre Tabatoni, directeur de cabinet du ministre des universités, est nommé recteur de l'académie de Paris en remplacement de M. Robert Mallet, admis à la retraite, qui occupait ces fonctions depuis 1969. M. Maurice Niveau, directeur de cabinet du ministre de l'éducation, devient recteur de l'académie de Lyon où il remplace M. Marius-François Guyard. Mme Yvonne Lambert-Favre, professeur à l'université de Lyon-III, est nommée à Dijon où elle succède à M. Jean-Pierre Lassalle. M. Joël Bourdin, professeur de sciences économiques détaché à l'université de Dakar, devient recteur de l'académie de Rouen en remplacement de M. Claude Roche. A l'exception de M. Robert Mallet, qui ignore encore à quelles fonctions seront appelés les anciens recteurs des trois autres académies, M. Guyard et Lassalle occupent leur dernier poste depuis 1978.

● **M. PIERRE TABATONI**
Né le 9 février 1923, à Orléans. M. Pierre Tabatoni est agrégé de sciences économiques. Professeur à l'université d'Alger de 1950 à 1952, puis à celle d'Aix-Marseille de 1953 à 1961. Il est nommé à cette date à la faculté de droit de Paris où il est professeur de droit constitutionnel. M. Tabatoni a ensuite été conseiller technique au cabinet de M. Olivier Guichard, ministre de l'éducation (de 1969 à 1972), chargé notamment des sciences sociales et de l'organisation des enseignements supérieurs de gestion et d'économie appliquée.

● **M. MAURICE NIVEAU**, à Lyon
Né en 1928 à Saint-Savin-sur-Gartempe (Vienne), M. Maurice Niveau est agrégé et docteur en sciences économiques. Il a été successivement chargé de recherche puis directeur du bureau de Liaison de l'Institut des sciences économiques appliquées (de 1961 à 1967) avant d'occuper pendant dix ans les fonctions de chef de service aux études économiques de la société Simca.

Nommé professeur agrégé à la faculté de droit et des sciences économiques de Poitiers en 1968, il en devient le doyen en mars 1969. Un peu plus d'un an après il est nommé directeur de l'académie de Grenoble. C'est dans le cadre de ces fonctions qu'il préside la commission de l'éducation nationale pour la préparation du VI^e plan et est chargé de mission de 1972 à 1974 après la démission de M. Joseph Fontana, son directeur.

● **Mme YVONNE LAMBERT-FAVRE**, à Dijon
Née en 1932 à Lyon, Mme Lambert-Favre est docteur en droit. Elle a commencé sa carrière à la faculté de droit de Lyon en 1956 et a été successivement assistante puis chargée de cours. En 1963 elle est nommée maître de conférences à la faculté de droit de Rabat avant de revenir à Lyon en 1966 comme maître-assistant. En 1972, elle est nommée maître de conférences de droit privé à l'université de Lyon-II avant de passer à celle de Lyon-III où elle devient professeur titulaire en 1978.

● **M. JOEL BOURDIN**, à Rouen
Né en 1928 à la Barre-en-Ouche (Eure), M. Bourdin est docteur en sciences économiques et agrégé de la même discipline. Il est successivement assistant, chargé de cours, puis maître-assistant à la faculté de droit de Caen de 1965 à 1970, date à laquelle il est nommé maître de conférences à la même université, où il devient professeur titulaire en 1974. En 1978 il est détaché à l'université de Dakar.

Parallèlement, M. Bourdin a présidé le club Perspectives et Réalités de Caen, de 1974 à 1978. Cette année-là, il est devenu responsable du club Perspectives et Réalités de Dakar. Entre-temps, il a été membre du comité directeur de la Fédération nationale des mêmes clubs.

LE CONFLIT DES ÉTUDIANTS EN ÉDUCATION PHYSIQUE

M. Soisson estime qu'il ne faut pas développer une formation sans débouchés

Nice. — Alors que le conflit, déclenché par les étudiants en éducation physique de Nice, le 4 mars, ne cesse de s'étendre et de se durcir, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a accepté de recevoir, mercredi 26 mars, le président de l'université de Nice, M. Marcel Azaro, ainsi qu'une délégation de parents d'étudiants, conduite par M. Fernand Icart, député (P.R.) des Alpes-Maritimes, rapporteur du budget à l'Assemblée nationale.

M. Soisson ne paraît pas cependant décidé à revenir sur sa décision de supprimer progressivement la section de Nice à partir de la rentrée prochaine, ainsi qu'il l'explique dans une déclaration faite au quotidien *Nice-Matin*. « Moins d'un an après, estime-t-il, est de faire prendre conscience aux futurs étudiants que l'éducation physique que les débouchés sont devenus réduits », a-t-il dit. « Mais, ajoute-t-il, ce

De notre correspondant régional

Charles. Quatre étudiants de deuxième et troisième année de la section de Nice, qui ont entrepris, le 22 mars, de rallier Paris à bicyclette en passant par diverses U.E.R. d'éducation physique, sont enfin parvenus le 25 mars à Lyon et feront étape ce mercredi à Dijon, ville dans laquelle les étudiants en éducation physique ont décidé de se mettre à leur tour en grève. A Caen, un groupe d'une dizaine d'étudiants en E.P.S. ont manifesté leur soutien en descendant en rappel la façade du château. — G. P.

Des incidents se sont produits, par ailleurs, le mardi 26 mars, au lycée Carnot de Cannes, où des étudiants de l'université de Nice, qui avaient investi l'établissement pour y mener une action d'information, ont été brutalement expulsés par la police qui a procédé à trois interpellations.

A Marseille, la journée de coordination des unités d'enseignement et de recherche réunissant notamment des délégations de Nice, Aix-Marseille II, Lyon I, Grenoble et Montpellier a été marquée par une séance de « sit-in » sur la Casbah et un cortège jusqu'à la gare Saint-

L'évangile selon Saint-Merri

L'assemblée — des femmes surtout — est en attente. Dans les rangées de chaises disposées en cercle, on note quelques sabots « école », des boîtes mexicaines, des talons-à-queue dorés et, parfois, une coiffure « garçon », quelques tresses, un béret noir ou une casquette « Gervache ». La « collectivité parent-enseignant de Paris-centre » s'est décidément installée à Baubourg. Il est vrai que le temple de la culture pompidouienne se dresse de l'autre côté de la rue.

Dans la bibliothèque à aire ouverte de l'école Saint-Merri, « occupée administrativement » par les parents depuis le 25 février pour protester contre les fermetures de classes à Paris — si elle n'est pas l'assemblée d'apprentis à entendre l'Oracle. Et Mme Françoise Dolto parle.

« L'institut grégaire est si misérable », dit-elle pour dénoncer les effets surchargés et les effets du « groupe porteur maternel » ou « auto-parental ». Et pour conclure : « Le savoir, c'est se voir. » Les mères du premier rang prennent des notes.

Sur cette lancée, le professeur Guy Berger n'a aucun mal à démontrer que, avec la « disparition de la trilogie et de la famille nucléaire », le rapport à l'école a changé. Autrefois système « aspirant », c'est-à-dire attirant vers la sommet, l'école joue aujourd'hui pour beaucoup le rôle de « retournant », qui rejette tout ce qui ne se plie pas au système dans les téné-

bres de l'éducation spécialisée, préprofessionnelle ou préparatoire à l'apprentissage.

M. Jacques Lévin, psychologue, renchérit : « L'école joue un rôle d'agression à l'identité. » Il ne faut pas qu'elle soit autogestionnaire afin que l'enfant puisse « s'habiller », « se réparer de son mal vécu ». Puis, s'adressant largement à l'assistance, il la félicite d'avoir franchi le Rubicon. « Pour la première fois des parents et des enseignants d'institut en adultes », explique-t-il. En effet, certaines institutrices de Saint-Merri ont accepté de perdre un mille d'élèves pour un principe : refuser que l'on supprime des classes et exige l'élargissement des effectifs « dans l'intérêt des enfants », alors qu'elles-mêmes ne sont pas menacées.

C'est vrai, Saint-Merri est un exemple de la lutte acharnée et désintéressée. Les enseignants ont regimé, les parents ont participé activement au mouvement. Tous souhaitent « une autre école » où les enseignants ne seraient plus « payés pour faire le classe », c'est-à-dire pour appliquer des programmes imposés d'en haut. Ils demandent que toutes les écoles soient pilotes. Ils ont raison. Mais attention : l'élitisme et les privilèges ont vite fait de se reconstruire, surtout dans une assemblée choisie qui maîtrise si bien le langage des « écoles » (Freud, Lacan et quelques autres), Paris-centre est loin de la banlieue. — R. C.

CHASSE

● **M. Michel d'Ornano**, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a ouvert, mardi 26 mars, le congrès de l'Union nationale des présidents des fédérations départementales des chasseurs qui se tient actuellement à Paris. M. d'Ornano a, à cette occasion, déclaré que le temps n'était plus à la mise en place d'une réglementation (raccourcissement des périodes de chasse, plan de chasse, permis de chasse, garde, formation, etc.) et qu'il fallait maintenant « une pause dans les textes » et une relance sur le terrain. « Je voudrais aussi prendre clairement position sur une pratique qui me paraît très dangereuse pour l'environnement : la chasse à l'arc », a-t-il déclaré. « Il s'agit de l'emploi excessif du gibier d'élevage ».

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS APÉRIEUX D'ÉTÉ

- ★ 100 heures de cours sur 10 semaines.
- ★ 5 heures de cours par jour, par semaine.
- ★ Petite groupe (maximum 10 étudiants).
- ★ Enseignants dans toutes les langues.
- ★ Laboratoire de langues modernes.
- ★ Accès gratuit aux installations de l'université anglaise.
- ★ Prix très intéressants (chambre, nourriture, transport, etc.) de 100 £ par semaine.

Scrutés par :

REGENCY HANDBOOK
101, R. A.
Tel. : 01-262 512-12
ou : Miss Smith,
c/o des des Publications,
25 LAURENCE,
Tel. : 020-25-23 (soir).

CENTRE DE FORMATION DE FORMATEURS / C.F.F.
PROBLÉMATIQUE ET PRATIQUES
D'ÉVALUATION DES RÉSULTATS
EN FORMATION D'ADULTES

du 21 au 25 avril 1980 - Prix : 1 540 F
Conservatoire National des Arts et Métiers
Formation Continue

292 rue Saint-Martin 75141 Paris Cedex 03 Tél. 271.24.14 poste 376

UNESCO

M. M'bow donne la priorité au développement des sciences et de la technologie

La commission nationale française de l'UNESCO, renouvelée à l'automne dernier (« le Monde » du 7 novembre 1979), a tenu sa première séance plénière à Paris le 25 mars, en présence du directeur général de l'UNESCO, M. M'bow, et du nouveau directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques, M. Jean-Bernard Raimond. Cette séance a permis à quelques-uns des cent cinquante-cinq membres de la commission, de faire précéder à M. M'bow les orientations de la conférence pour l'Organisation lors de la conférence générale de Belgrade, en octobre.

Le directeur général peut être satisfait de sa comparaison devant la commission nationale française : il n'y a rien que des progrès. M. François Valéry, délégué permanent de la France à l'UNESCO et membre du conseil exécutif, a loué M. M'bow pour ses qualités personnelles (« compétence, énergie, efficacité et fermeté »). Il a même déclaré que « le gouvernement français souhaite que l'UNESCO soit l'Organisation », ce qui, à quelques mois de l'échéance du mandat de M. M'bow (1) constitue pratiquement un gage de succès pour sa reconduction.

Mais, si les qualités du directeur sont saluées officiellement par le gouvernement français, il n'en va pas de même de tous les points du programme de l'UNESCO pour les années à venir. M. M'bow a en effet précisé que, dans le plan à moyen terme, l'étude pour les années 1984-1989, l'Organisation prévoit « un déplacement d'accent très sensible en faveur de la science et de la technologie », conformément aux orientations de la conférence des Nations unies organisée en août, à Vienne.

Cette orientation a suscité quelque inquiétude dans les rangs de la commission française. Mme Ahrweiler, présidente de l'Université de Paris-1, s'est interrogée sur un « danger de déshumanisation » par abandon des valeurs humanistes. M. Armand Lanoux, président de l'Académie Goncourt, a demandé que l'on ne se sépare pas la culture de la communication de celle de culture, et M. Jean Chomard de Lauve (agronome et économiste), prenant le cas de l'Inde (« le Monde » du 26 mars), où coexistent des techniques de (1) Le mandat de M. M'bow, 60 pour six ans, arrive à expiration à la fin de cette année.

SCIENCES

Plongée fictive record TROIS AMÉRICAINS ONT PASSÉ VINGT-QUATRE HEURES A 650 MÈTRES

Trois Américains viennent de battre le record de plongée fictive en caisson : ils sont restés vingt-quatre heures à 650 mètres de pression de 66 atmosphères soit à la pression qui règne dans la mer à 660 mètres de profondeur. L'expérience a eu lieu dans les caissons de la Duke University (Durham, Caroline-du-Nord) sous la direction du professeur de physiologie Peter B. Bennett. Le record précédent de plongée en caisson avait été établi par la Comex à deux reprises, en 1972 (une heure à 610 mètres) et en 1974 (deux jours aussi à 610 mètres).

L'expérience américaine a commencé le 6 mars. Les trois hommes, MM. Billy Bell, étudiant en médecine, Steve Porter et Bud Shelton sont « descendus » rapidement à 480 mètres, « profondeur » à laquelle ils sont restés six jours. Le 12 mars, ils sont passés à 500 mètres, y sont restés deux heures, puis à 650 mètres. Après quarante heures sous 67 atmosphères, ils ont attendu le 13 mars la « profondeur » de 611 mètres. Les trois hommes étant en bonne condition, la « descente » a repris le 14 mars jusqu'à 660 mètres. Commencée le 15 mars, la décompression, (un peu ralentie) semble s'être déroulée sans incident, devrait s'achever vers le 30 mars.

L'expérience a eu lieu dans des conditions très satisfaisantes tant du point de vue physiologique qu'à celui des tests de performances. Il a même été procédé à des prises de sang et à l'analyse de l'urine. Les trois hommes ont subi des effets de la pression sur le système nerveux central (système moteur en particulier). — Y. R.

PLUSIEURS MOIS D'ARRÊT POUR LE RÉACTEUR N° 2 DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE SAINT-LAURENT-DES-EAUX (De notre correspondant)

Blois. — Le réacteur n° 2 de la centrale nucléaire graphite-gaz-tritium naturel de Saint-Laurent-des-Éaux (Loir-et-Cher), dont le fonctionnement avait été interrompu le 13 mars à la suite d'un incident, est vraisemblablement hors d'usage pour plusieurs mois (« le Monde » du 15-17 mars). Au cours d'une récente réunion de la commission départementale d'information sur le fonctionnement de la centrale, il a été confirmé que la rupture de gaines de combustible, insuffisamment refroidies par manque de débit du gaz carbonique chargé d'évacuer la chaleur produite, était à l'origine de l'incident. L'arrêt du réacteur a entraîné la mise en œuvre de la réserve de secours de la centrale, qui a permis d'éviter le rejet dans l'atmosphère d'effluents radioactifs gazeux. Aucun rejet radioactif volontaire n'a été effectué vers l'extérieur. Il ne pourra pas être entrepris tant qu'il existe un écart entre le résultat des mesures effectuées sur les paramètres nucléaires et les valeurs limites d'autorisation de rejet correspondantes. Lorsque les conditions auront été réunies pour permettre le relèvement du gaz carbonique du circuit primaire du réacteur, le circuit sera vidangé et l'expertise télévisuelle pourra commencer.

BEATRICE HOUGHARD.

CARNET

Naissances

— M. et Mme A. D. FERRIN sont heureux de faire part de la naissance de leur fille, Clémentine, Paris, le 20 mars 1980, 32, avenue de l'Impératrice-Joséphine, 92500 Rosell-Malmaison.

— Marc GARNON et Danielle, née Nahmias, ont la grande joie d'annoncer la naissance de Sarah, le 12 mars 1980, Fort-de-France (Martinique).

— Catherine, Renand, Alice et Robert PERLIN sont très heureux d'annoncer la naissance de Vincent, le 21 mars 1980, à Paris.

Décès

— M. Félix Anquetin, son épouse, M. et Mme Françoise Biebel et leurs enfants, M. et Mme Jack-Yves Flipo et leurs enfants, Mme Anne Anquetin et ses enfants, M. Bernard Anquetin et ses enfants, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de Mme Suzanne ANQUETIN, née Laydier, survenue dans sa soixante et onzième année, à son domicile de Montivault, Les Obseques auront lieu le jeudi 27 mars à 15 heures, en l'église de Montivault (Loir-et-Cher). Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Georges Cuny, M. et Mme Bernard Cuny, M. et Mme Patrice Kuntzinger, M. et Mme Patrice Le Boeuf, Leurs frères, beaux-frères, neveux et nièces, ont le deuil de faire part du décès de M. René RIANCO, survenu le 21 mars 1980.

Les obseques ont eu lieu le mercredi 26 mars 1980, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhon, Paris (75).

Cet avis tient lieu de faire-part. 18, avenue Sainte-Pol, 92000 Neuilly, le 26 mars 1980. (« le Monde » du 26 mars.)

— Dieu a rappelé dans son amour, le 25 mars 1980, Jean, Dominique CANDES, anthropologue, conseiller et l'a invité à rejoindre dans le Royaume, Marie-Thérèse, son épouse, La liturgie d'adieu sera célébrée le vendredi 27 mars, à 15 h. 30, au prieuré Saint-Grégoire à Rungis (Val-de-Marne) en l'honneur du couronnement.

— M. et Mme Edmond Raoux, M. Jacques Raoux, M. Jacques Raoux, M. Jacques Raoux, ont le deuil de faire part du décès de

Mme Joseph RAOUX, née Mlle Reynaud, veuve de M. Joseph RAOUX, ancien directeur aux Mines de la Sarre,

leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue à Paris, le 19 mars 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obseques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue Massin, 75116 Paris, 11, square Alboni, 75016 Paris.

— Nous apprenons la mort de Léon RAFFENEAU, décédé le dimanche 23 mars à l'hôpital de Dijon.

M. Léon Raffeneau, une des plus célèbres figures de la bourgeoisie viticole, fut, durant trente ans, le principal animateur des chapitres de la confrérie des vignerons.

Agé de quatre-vingt-deux ans, M. Raffeneau était à la tête des Cédats de Bourgogne avec plus de cinquante intrusions des plus prestigieuses personnalités, chefs d'Etat ou de gouvernement, personnalités des lettres, des arts, Créée en 1964, la confrérie du Tassin compte actuellement huit mille chevaliers dans le monde.

— Nous apprenons le décès de M. Emmanuel VILLEDIEU, ancien député du Calvados, survenu le 19 mars, à La Crampe (Calvados).

(Né le 9 juin 1917 à Valognes (Manche), Emmanuel Villedieu, licencié en droit, qui avait présidé, de 1964 à 1968, l'UNEP (Union nationale des étudiants de France), s'était installé comme notaire en 1968 à La Crampe (Calvados), comme il l'était le maire depuis 1971.

Président du Syndicat national des notaires de France, de 1968 à 1975, président depuis 1976 de l'Union nationale des notaires de France, il était membre du comité directeur du Conseil national de l'Etat et d'actions des jeunes notaires, ainsi que de l'Association des conseillers de l'économie privée. Proclamé en 1979 député de la 1^{re} circonscription du Calvados (Basse-Normandie), il fut suppléant de M. Raymond Triboulet, nommé ministre des anciens combattants. Emmanuel Villedieu avait été élu député parlementaire U.N.R. avant d'être élu en juin 1961 pour avoir été élu député du Calvados, il ne s'était pas représenté aux élections législatives de novembre 1962.)

SCHWEPPE : doublement unique, SCHWEPPE LEMON, « Indian Tonic ».

ÉCHECS

KORTCHNOI ÉLIMINE PETROSSIAN

Le vice-champion du monde Victor Kortchnoi, dissident soviétique, a remporté, mardi à Velden (Autriche), le quart de finale du tournoi des candidats au titre de champion du monde qui opposait au Soviétique, Tigran Petrossian.

Ayant remporté deux parties et conclu sept nulles, Kortchnoi est le premier des quatre qualifiés. Il rencontrera, en demi-finale, un autre soviétique, le vainqueur de la rencontre Tikh-Polnagajevski.

(Publié)

L'Echo communique aux célébrités

Vous avez 18 ans, 30 ans, 50 ans... ou plus ? Savez-vous que vous pouvez facilement rencontrer, peut-être près de chez vous, Celui ou Celle dont vous rêvez, grâce à une méthode moderne et très simple ?

Si votre souhait de découvrir le bonheur dans un foyer harmonieux, ne s'est pas encore réalisé, alors, vite, écrivez à l'ECHO, 41, rue Lafayette, 75009 Paris. Il suffit d'envoyer votre âge et votre adresse pour recevoir gratuitement la brochure illustrée « L'avenir à Deux ». C'est gratuit, passionnant et sans aucun engagement pour vous.

L'Echo vous permet de multiplier vos chances de rencontres, dans la ou les régions de votre choix, et de découvrir la personne qui vous convient le mieux.

GENÈVE HOTEL D'ANGLETERRE

Nouveaux appartements luxueux face au lac
Tél. 1941/2232 81 80
Tél. 22.668

MÉDECINE

A l'Académie de médecine

ELECTION DE M. RAYMOND BASTIN

Lors de sa séance du mardi 25 mars, l'Académie nationale de médecine a élu, dans la première section (médecine et spécialités médicales) le professeur Raymond Bastin.

Né le 9 juillet 1914, à Aniche (Nord), M. Bastin est diplômé de médecine en 1945. Successeur de M. Chénou, il a exercé la médecine à la clinique d'hygiène de la première enfance, professeur

agréé dans la section des maladies infectieuses (1955), il a été médecin-chef de service à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, professeur de maladies infectieuses. Le professeur Bastin est président de la Société française de pathologie infectieuse et membre de nombreuses autres sociétés savantes. Les travaux de M. Bastin ont porté sur les maladies infectieuses, en particulier sur la tuberculose, les hépatites virales et le choléra.

Deux communications.

L'INFECTION DE BAUDELOQUE A ÉTÉ PROVOQUÉE PAR UN VIRUS

L'infection qui avait entraîné, au cours de l'année 1979, la contamination de quatre-vingt-cinq personnes, a été provoquée par un virus aujourd'hui identifié. C'est le professeur Claude Bureau, le mardi 25 mars, devant l'Académie nationale de médecine (1).

Cet agent infectieux, le corona virus, dont la responsabilité semble démontrée, n'a sans doute pas été seul en cause : il est vraisemblable que des germes intestinaux tels que le clostridium sont également en cause.

Les mesures d'hygiène mises en œuvre dès la constatation de l'infection se sont révélées fort efficaces, a ajouté le professeur Bureau. Mais il est certain que « le risque de contamination d'un enfant à l'autre existe et légitime une réflexion approfondie sur la structure architecturale » de ce type de locaux. En outre, il semble démontré que les mères elles-mêmes aient été porteuses de virus.

(1) Communication présentée par les professeurs et docteurs Claude Bureau, Claude Amiel-Thion, Orléan, Pierre Lebon, Jacques Laporte et Charles Chany.

RELIGION

LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE WESTMINSTER A PARTICIPÉ À L'INTRONISATION DU NOUVEAU PRIMATE ANGLICAN

Canterbury (A.F.P.). — Pour la première fois depuis la rupture de l'union VII et de la papauté, en 1533, le primate anglican, le cardinal George Bell, a participé à l'intronisation du nouvel archevêque de Canterbury, le révérend Robert Runcie, qui est à la tête de la communion anglicane. Devant trois mille invités, dont le prince héritier Charles, la princesse Margaret, l'ensemble du cabinet britannique et des représentants de tous les partis et syndicats, le révérend Runcie a expliqué sa conception de l'ecclésiologie, en soulignant la nécessité de rechercher l'esprit du Christ à l'endroit de mener à des négociations visant à l'union des institutions.

« La fraternité, a-t-il déclaré, ne naît pas quand deux personnes s'acharment à discuter leurs personnalités propres, mais quand elles regardent dans la même direction, travaillent ensemble et font ensemble de nouvelles expériences. (...) Pour l'Eglise, avoir l'autorité de Jésus-Christ ne doit pas consister à répéter les définitions des croyances convenues par nos ancêtres, mais à vivre maintenant comme Jésus-Christ vivait maintenant. »

Le cardinal-archevêque de Westminster a participé à l'intronisation du nouveau primate anglican.

PRESSE

MOT D'ORDRE DE GRÈVE POUR LES JOURNALISTES DE « LA VOIX DU NORD »

Au quotidien la Voix du Nord, imprimé à Lille, l'inter-syndicale des journalistes (S.N.J., C.G.C., C.F.D.T.) appelle à grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. Le communiqué commun déclare : « La direction de la Voix du Nord ayant modifié récemment l'organisation de la rédaction, nous faisons grève le samedi 28 mars. »

« LE CHASSEUR FRANÇAIS » MODIFIE SA FORMULE

Le premier centenaire de « Chasseur français », célèbre notamment par sa rubrique de petites annonces, a décidé de valuer la formule à partir du numéro d'avril 1980. En soit 1979, la diffusion du magazine était tombée à quatre cent quatre-vingt mille exemplaires, marquant le point le plus bas d'une chute des ventes de 19 %, chaque année, depuis cinquante ans. Sous l'impulsion de M. René Mestries, P.-D.G. de la nouvelle société éditrice, et de M. Bernard Wilbur, nouveau directeur de « Chasseur français », le magazine (6 francs) conserve toutes les rubriques substantielles, mais sera réédité dans un style « plus naturel ».

(Publié)

MOQUETTE à 50 % de sa valeur

100 % pure laine, grand trafic largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57, 5,50, à partir de 98 F le m². à la 1^{re} de l'avenue - 75001 PARIS. Nette Notion - 10 h à 19 h. Tél. 373-93-51 - 373-85-16

(Publié)

« Til Lykke »

(Tous nos vœux de bonheur, en Danois.)

Venez choisir votre Cadeau en déposant votre Liste de Mariage.

1400 m² de cadeaux originaux, exclusifs, tous superbes. La Boutique Danoise a ouvert un département spécialisé dans les listes de mariage. Vous y trouverez des milliers d'idées à tous les prix : porcelaines danoises, orfèvrerie et verrerie nordiques, bibelots, œuvres d'art, luminaires, meubles... Exclusivement des créations originales d'artistes et stylistes scandinaves.

LA BOUTIQUE DANOISE
PARIS 42, Avenue de Friedland, à l'Étoile (75008) - 227.02.92
MARSEILLE 21, rue Grignan (13006) - 33.89.17

Church's
famous English shoes

collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chasseur pour hommes
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 8^e - Tél. 265.25.85

FOURRURES D'OCCASION

Plus de 500 pièces en parfait état

castor, ragondin, renard, loup, vison, mouton doré, vison sauvage, marmotte, skunks etc...

LES DEUX OURS
91 rue du Théâtre Paris 15^{ème} - Place Emile Zola
M^{lle} Emile Zola 575.10.77 M^{lle} La Morte Pique.

Comment des années 19...
passé de ses intérêts de...
la lutte avec les paysans...
volet d'une chronique inspi...
le vie d'un personnage réa...
élus lyriques, les tentamen...
solaire baroque de Janes...
recueillir les mouvements so...
Hongrie au azur.

Le Pays du silence et de l'ém...
né, de Werner Herzog : l'ém...
des tourments, la cité d'ém...
pour l'ensemble des films...
log, Geol, de Vincent B...
André ven in : la kermesse...
que « documentaire » d'un...

UNE SELEC

certains nouvelles
de Jacques Davila

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

UNE SELEC

certains nouvelles
de Jacques Davila

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

LE ROI ET LE LOISEAU
DE PAUL GRIGNAULT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Entretien avec Coluche

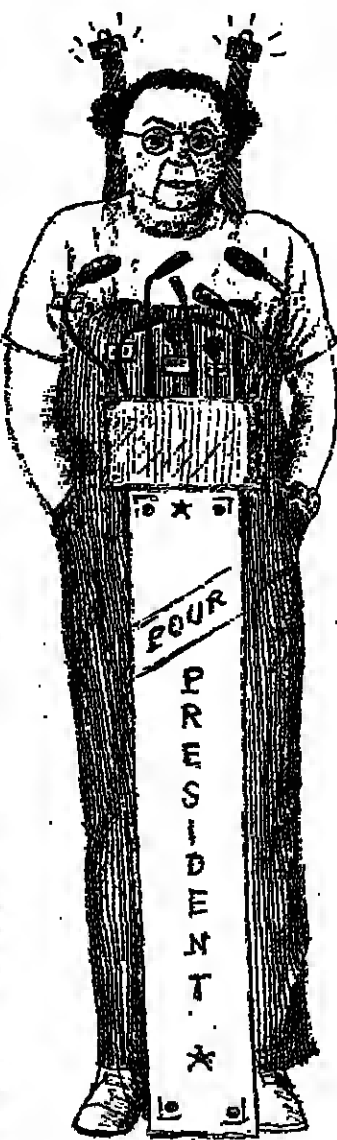
La politique me fait rire

Coluche n'a jamais été aussi populaire. Après avoir été à l'affiche du Théâtre du Gymnase à Paris pendant deux ans, il « tourne » en province depuis octobre dernier et souvent, dans telle et telle ville, à Lille comme à Bordeaux, il reste trois ou quatre jours et y donne plusieurs représentations. Fringé de sa salopette rayée, la bouille ronde et le nez rouge surmonté de lunettes, la voix éraillée, grinçante, Coluche dialogue, monologue, joue avec le réel, le concret, les choses vues et entendues, exprime le langage et la sensibilité de beaucoup de gens d'aujourd'hui — des jeunes comme des moins jeunes. Et il y a dans ses portraits, dans les mots comme dans le comportement, une vérité profonde, crüe. C'est sans doute pourquoi, pour la première fois dans le marché du disque, un comique « vend » des albums : « Les Interdits de Coluche » a atteint aujourd'hui 420 000 exemplaires (1).

Ces dernières semaines, le nom de Coluche a, en outre, été évoqué plusieurs fois dans l'actualité du fait de ses débâcles avec les radios périphériques et de la violence de certaines réactions à son comique de dérision, notamment celles de Louis Pauwels considérant le succès de Coluche comme le « symbole de l'effacement » et rêvant d'un « secrétariat d'Etat à la qualité de l'esprit » !

« LOUIS PAUWELS, qui a eu la gentillesse, la grâce d'écrire sur moi un article injurieux, m'a fait une publicité monstrueuse, dit Coluche. Moi, je ne le connaissais pas, Louis Pauwels. Il a écrit le *Matin des miliciens* (2). Il paraît que c'est un homme d'extrême droite. A mon avis, Pauwels a commis une seule erreur : il a mis sa photo. Il aurait mis la mienne, il aurait eu plus de lecteurs. Après avoir lu l'article, je lui ai envoyé des fleurs, car tout de même je suis comédien dans le *Figaro Magazine*. Pauwels trouve que je suis vulgaire. C'est possible. Moi j'ai toujours bien Dalida quand elle était chanteuse. En strip-teaseuse, je l'aime un petit peu moins. C'est peut-être ça justement la vulgarité. J'ai dix ans de métier et je n'ai jamais eu le sentiment d'aller chercher les gens en montrant mon cul.

« Mais tous ces bruits ne me concernent pas. Ce qui est important, c'est la quantité de gens qui viennent me voir. J'en suis en scène avec le *Figaro* et l'*Aurore* et je tourne les pages pour montrer que c'est le même journal. Et puis je fais comme les chansonniers antérieurs : je raconte ce qu'il y a dans les journaux. Et ce qui m'intéresse dans la politique, c'est de résumer en quelques phrases : où va notre argent ? c'est-à-dire celui de l'Etat. Pourquoi des mecs élus par nous pour faire ce qu'on veut, au lendemain des élections, font ce qu'ils veulent ? Les seuls hommes politiques que j'utilise dans mon spectacle sont ceux qui ont le pouvoir. Mais Georges Marchais commence à me passionner parce qu'il est le seul à avoir été prisonnier huit ans alors que la guerre n'a



duré que cinq ans. En plus, il est revenu de Moscou. Il s'est fait engueuler... Il est en train de le vivre, c'est épouvantable ce qui lui arrive. Après les élections, il saute. La politique me fait rire. Et il y a quelque part une poésie dans la bêtise.

« Quand j'ai animé des émissions de radio, j'ai senti le pouvoir. J'arrangeais certains, je dérangeais d'autres et, finalement, j'ai été viré. Par exemple, en m'engageant à Europe 1, ils espéraient faire augmenter l'audience. Ils m'ont payé à un prix exorbitant. En outre, une marionnette de chaussures de ski m'a donné une somme importante chaque jour également, pour en dire ce que je voulais, y compris du mal.

« Je vais probablement me présenter aux élections présidentielles. Comme candidat nul, pour faire voter les non-votants. Mon argument principal sera de ne pas être élu. Mais j'ai bien peur que ma candidature ne soit pas recevable.

Dans les années 50, *Groucho Marx* était présenté contre le général Eisenhower sous forme de placard publicitaire dans certains journaux américains.

« Oui, le comique que j'exploite, c'est une forme de dérision que j'ai apprise avec *Haro-Kiri*, *Romain Boulet* et Jacques Higelin : c'est de la provocation ouverte, reconnue, pour faire rire.

« Vous travaillez beaucoup vos sketches ?

« Je travaille pas mal, c'est vrai. Mais parce que c'est dans ma nature. J'ai un magnétophone dans la poche. Et je note. Ce que je vois à la télévision ou dans la rue, ce que je lis, ce qu'on me dit, ce que je dis peut m'apporter une idée. De

temps en temps, je vide mon magnétophone sur un cahier.

« J'ai toujours entendu dire : *« Faire rire, c'est ce qu'il y a de plus difficile. »* Personnellement, c'est ce que je connais de plus facile. C'est comme pour la plomberie, si t'es pas doué, c'est pas la peine. Ça fait dix ans que je suis comédien. J'ai débuté au Café de la Gare et cela a marché tout de suite. Après, j'ai été au Vrai Chic Parisien. Il y avait encore du monde. Ensuite, avec l'aide de Paul Leducman et de Claude Martineau, j'ai fait *cavallier* seul et je n'ai pas arrêté de travailler depuis. Ce que j'aime dans un spectacle, c'est la luxure, ce qu'il y a en trop. Par exemple, faire de la musique lorsqu'on n'est pas *a priori* musicien.

« Aujourd'hui, je suis joueur de douze instruments. J'ai besoin de montrer que je ne suis pas sur scène uniquement pour dire du mal des hommes politiques ou des vedettes. Ce serait trop systématique au bout d'un moment. Et puis, avec ma salopette à rayures et le nez rouge, je suis un clown. Beaucoup de gosses croient d'ailleurs que je porte une perruque.

« D'où vient l'idée de la salopette ?

« Je suis un petit gros, alors j'ai toujours porté une salopette. L'idée du nez rouge m'est venue après une balade à bicyclette avec Boulet. C'était le plein hiver. Il faisait froid. Et Romain était blanc, blanc glacé et il avait le nez rouge. Et j'ai trouvé que c'était vraiment un beau truc pour un spectacle.

« J'ai appris à jouer la comédie en suivant une théorie de Romain Boulet qui consiste à copier carrément quelqu'un qui ne te ressemble absolument pas. Par exemple, à une époque, j'ai

vu plusieurs fois de suite tous les films d'Elizabeth Taylor, j'ai assimilé sa technique et j'ai copié tous ses tics. Quand je serai à la retraite, j'écrirai un livre sur la manière dont on peut devenir comédien en six leçons. Je ferai aussi un dictionnaire pour répertorier les grimaces des grands acteurs. Ainsi Gabin secouant la tête pour dire avec les mots d'Audard : *« Alors là, mon p'tit para... »*

« Votre spectacle a beaucoup évolué depuis deux ans.

« Avant, je me contentais de broser des personnages existants, de faire des caricatures. Maintenant, il y a Coluche qui est un ramassis de personnages-types du Français — le râleur, le raciste, le jeune, le pédé, le drogué — et qui traite de tous les sujets en général. Mais le musical, c'est pas toute ma vie. J'en fais depuis six ans. Je reprends au Gymnase en automne prochain. Je ferai ensuite une autre tournée et puis j'arrêterai de travailler tous les jours. Depuis le mois d'octobre dernier j'ai roulé sans arrêt en voiture : 42 000 kilomètres. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de réussir ma vie. J'en aurai pas d'autre. Dans deux ans, je limiterai à trois mois mes passages sur scène. Et de temps en temps, je ferai l'acteur au cinéma. Pour me reposer.

Propos recueillis par CLAUDE FLEOUTER.

(1) Il s'agit en fait d'un ouvrage écrit avec Jacques Bergier et paru en 1968, « Le Matin des magiciens ». Louis Pauwels qui avait vingt ans en 1940 fut instituteur avant de devenir, à la Libération en 1944, journaliste, notamment au journal « Combat », né de la Résistance, dont il fut ensuite rédacteur en chef.

UNE SELECTION

cinéma

CERTAINES NOUVELLES DE JACQUES DAVILA

L'été 1961, au bord de la mer, du côté d'Oran, ou le temps suspendu, pour un groupe de Français d'Algérie continuant de « faire sept blans », dans l'attente du verdict blanc, dans l'attente du verdict blanc, dans l'attente du verdict blanc.

LE RÔLE ET L'OISEAU DE PAUL GRIMAUD

L'œuvre accomplie d'un grand cinéaste d'animation français qui a également écrit un film conçu, il y a trente ans, avec Jacques Prévert — d'après un conte d'Andersen. Alliance parfaite de la mythologie du scénariste de Camé et de style personnel de Grimaud l'inventeur. Le réalisme poétique en dessins animés.

WAJDA EN SEPT FILMS

De 1957 à 1978, l'itinéraire historique, romanesque et politique du Polonais Andrzej Wajda ou « le lutin et la conquête de la liberté par un homme ». Kamak, Cendres et Diamants, Samson, Mété-Mété (in-3D), le Bois de bouilloux, l'Homme de marbre, les Dames de Wlko.

SHAPSHOIE HONGROISE DE MIKLOS JANCOS

Comment, des années 10 aux années 40, un hongrois honnête passe de ses intérêts de classe à la lutte avec les paysans. Deux volets d'une chronique inspirée par la vie d'un personnage réel. Les élites lyriques, les fantasmes, la violence baroque de Jancos pour raconter les mouvements sociaux, la Hongrie au cœur.

Le Pays du silence et de l'obscure, de Werner Herzog : l'univers des sourds-muets, la cité d'une démarche foncièrement non réaliste pour l'ensemble des films d'Herzog ; Geel, de Vincent Bianchi et André van In : la jeunesse héroïque — documentaire — d'un village

flamand accordant l'hospitalité aux fous ; Images d'un doux ethnologue, d'Arthur Lanotte : deux films admirables d'une série sur les Indiens du Québec privés de leurs terres ; Seum, d'Alan Clarke : une maison de redressement britannique ou les cruautés de l'univers carcéral, la violence authentique ; Premier Voyage, de Nadine Trintignant : une adolescente et son petit frère à la recherche d'un père mythique, voyage initiatique de la mort à la vie comme dans un conte de fées ; Les Européens, de James Ivory : la mise en images raffinée d'un roman de Henry James ; Black Jack, de Kenneth Loach : le thème de la folie dans une histoire d'enfants et de bandits à mi-chemin entre Stevenson et Dickens ; Moe la Féro, d'Ingmar Bergman : loin des brumes métaphysiques, Bergman filmant les travaux et les jours d'une vie suédoise, sa petite patrie.

théâtre

LES TRAVAUX ET LES JOURS, A BEAUBOURG

Une fabrique de moulins à café électrique. La vie au jour le jour de trois employés du service après-vente. Prises de bec, urgences, inquiétudes. Un beau dialogue de Michel Vinaver entrecroisant tous les fils des destins ; très bien joué.

Lili Calamboulin au Palais des glaces : chanson d'une fille de joie, reine d'un trottoir enchanté, musique de Piazzola, images de Gelas. A cinquante ans, elle découvre la mer au Petit-Océan : une fille, une mère, deux images en relief. Méphisto à la Cartoucherie du Soleil : Histoire d'hier, sensibilité d'aujourd'hui. L'ATELIER au Gymnase : prolongation.

musique

KONDRACHINE, BOULEZ, MAAZEL

Fébrile concurrence de grands chefs d'orchestre, ce jeudi 27 mars : à Notre-Dame de Paris, Maazel dirige le « Requiem » de Brahms, avec l'Orchestre national et les

Moser et T. Krause (Notre-Dame, 20 h. 30). Le grand chef russe Kyryll Kondrachine vient diriger l'Orchestre de Paris, pour la première fois depuis son exil en Occident, et présentera justement le « 4^e Symphonie » longtemps maudite de Chostakovitch, écrite au temps de « Lady Macbeth » et du déchaînement des autorités soviétiques contre le compositeur ; au même programme, « la Khovanchchina » de Moussorgski et le « 3^e Concerto » de Saint-Saëns, par P. Amoyal (Champs-Élysées, le 27, à 20 h. 30, le 28, à 19 h. 30, et le 29, à 10 heures). Et Pierre Boulez présente un passionnant concert Schoenberg, avec la « 2^e Symphonie de chambre », une « Balade et un Lied », « De la Nativité » et la « Suite », op. 29 (Théâtre de la Ville, le 27), dont on retrouvera les deux premières pièces le lendemain, avec d'intéressantes créations de Lenot et Carter (Théâtre de la Ville, le 28, à 20 h. 30).

SAINTES

A LA RECHERCHE DE SA MUSIQUE

Le Centre de l'abbaye aux Dames organise cette année, en plus de son Festival d'été, un mois de manifestations de printemps pour le bicentenaire de Saintes, autour d'une grande exposition : concerts dans toute la région et, à Saintes même, des œuvres de Tallis et Lassus (le 30), Joffe Rudel (le 31), le « Chant millénaire dédié à l'apôtre des santonnes » (le 1^{er}), « les Trésors de l'abbaye aux Dames » (le 2), « les Jours de deuil » de Charpentier (les 3 et 4), Bach et Vivaldi (le 5).

MUSIQUE SACRÉE A PARIS

L'approche de la Semaine sainte est marquée également par des manifestations à Paris. Un Festival de musique sacrée se déroule à la Sainte-Chapelle, avant sa fermeture pour quinze mois, du 29 mars au 7 avril (renseignements à Saint-Séverin). Et le CNAO organise un « Printemps de l'orgue » dans différentes églises de la capitale, à Notre-Dame-des-Victoires (le 27), Saint-Joseph, 161, rue Saint-Meur (le 28), Saint-Germain-l'Auxerrois (le 30, à 18 h. 30) et Saint-Paul (le 31, à 18 h. 30).

MUSIQUES ACTUELLES A NICE

Festival de musique contemporaine, à Nice, où le Centre International de la recherche musicale présente en ce moment des œuvres de

Pousseur et Bosseur (le 28), Aperghis, Koeling, Xenakis, etc. (le 29), Macphail et Milhaud, Beethoven-Bator (le 30), Ravel, Ferras, Amy, etc. (le 31). Boulez et des compositeurs grecs (le 1^{er} avril), Koeling et Xenakis (le 3). (Renseignements : 85-82-34).

Octave de Schubert, par l'Académie Saint-Martin in the Fields (Théâtre de la Ville, le 26 au 28, à 19 h. 30) ; J. Brahm (Champs-Élysées, le 27) ; Pelléas et Mélisande, avec L. Corubas (Opéra de Paris, les 28, 31 et 2) ; Fidelio, mise en scène Lavelli (Toulouse, les 28 et 29) ; Xenakis, Scherchen, Gubaidulina, dir. X. Deshayes (Radio-France, le 28, à 17 heures) ; Schoenberg, Bach, Mozart, Schubert (dernier concert au Théâtre d'Orsay, le 30, à 11 heures) ; Gwyneth Jones (Athènes, le 31) ; Jane Rhodes (Favart, le 1^{er}) ; Drchestre de Liège : Stravinsky, Boesmans, Constant (127, rue Saint-Martin, le 1^{er}) ; Passion selon saint Matthieu, dir. J.-P. Wallach (Saint-Eustache, le 2) ; NDP, dir. E. Krivine, avec A. Ciccolini (Champs-Élysées, le 2).

expositions

HARTUNG

AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

De 1822 à 1899, 17 des dessins en quantité, des peintures, des gouaches, des gravures... l'œuvre de jeunesse d'un peintre devenu célèbre. On peut voir comment l'artiste de dix-huit ans, vingt ans, qui étudie en Allemagne, va d'ambly à la non-figuration, anticipant singulièrement sur le grand mouvement de la peinture informelle, « tachiste » d'après guerre.

LES AZULEJOS PORTUGAIS AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Ce sont des carreaux de faïence murale qui, une fois assemblés, offrent un motif décoratif ou une composition historique. Les Portugais ont su l'utiliser tant dans les demeures que dans les édifices publics comme matériau de revêtement commode d'intérieur, solide, isolant, en y trouvant un mode d'expression riche, varié, original. L'exposition montre une cinquantaine de pièces — détails, reconstitutions ou panneaux originaux — du quinzième au vingtième siècle.

LA DONATION MASUREL

AU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Avant leur installation définitive dans le nouveau musée d'art moderne, actuellement en construction, de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, les tableaux de la donation Masurel et Jean Masurel, au musée du Luxembourg à Paris. Le meilleur : des œuvres cubistes et post-cubistes avec Braque, Léger, Laurens, La Fresnaye, Picasso...

Dall, au Centre Georges-Pompidou : un monument et une rétrospective pour le dernier des surréalistes. Monet, Viollet-le-Duc et Mucha, au Grand Palais : de quel occuper l'argent au jour le jour. Gilles Allaud, à l'ARC : des tableaux d'animals, des paysages méditerranéens, la méditation d'un peintre réaliste.

danse

Maurice Béjart à l'IRCAM : un exercice sur le dépersonnalisation du comédien, dans un style japonais, tandis que le Ballet du XX^e siècle s'installe au Théâtre des Champs-Élysées pour danser ses chorégraphies sur des musiques de Mahler. Le Lac des cygnes au Palais des congrès : tiercé dans la désordre pour les étoiles de l'Opéra de Paris, qui dansent les rôles d'Odette, du prince et du bouffon. Deux invités de marque : Rudolph Nouriev et Peter Schaufuss. La jeune danse à Paris : Rencontres-spectacles à La Forge ; Ariette Bon au Lucernaire (30 mars) ; Jean-Claude Ramseier au Théâtre Oblique. Opération danse à Rennes : un constat de la danse en Bretagne (28 mars, 3 avril).

LES AZULEJOS PORTUGAIS

Le retour de familiers de Paris ou les retrouvailles de ceux qui ont fait le jazz contemporain en Europe : François Tusques, Bab Guérin, Dreher, place du Châtelet, 26 et 27 mars.

LEE KONITZ AU CLUB SAINT-GERMAIN

Un saxophoniste de légende à la pointe de l'actualité, avec une excellente rythmique : Rares Urtegar, Alby Cullaz et Charles Belonzi. Club Saint-Germain, 13, rue Saint-Benoît, du 26 au 29 mars.

variétés

FESTIVAL DE COUNTRY-MUSIC A L'HIPPODROME DE PARIS

Premier festival de country-music, avec quelques-unes des vedettes de « Nashville » : Charley Pride, Charlie Rich, Bobby Bare, Charlie McCoy. Plus Carl Perkins, Commander Cody, Emmylou Harris et Eddy Mitchell (le 31 mars et le 1^{er} avril, de 16 heures à 24 heures).

Renaud à Bobino : chroniques de révolte et de sentiments d'un chanteur populaire ; Jean-Claude Vanier au Hameau : la voie difficile, mais passionnante, d'un auteur-compositeur original de ton et d'inspiration ; 2^e Festival de clown à Nolep-Grand : une vingtaine de spectacles de clown, du 28 au 29 mars, au Centre Arcades, avec notamment le Trio Gino Fratellini, les Zavatta-Ris, les Chicos ; les Frères Jolivet au Théâtre de Dix-Herres : l'air du temps dans des sketches et des gags multiples.

jazz

NOAH HOWARD AU DREHER

Un saxophoniste de légende à la pointe de l'actualité, avec une excellente rythmique : Rares Urtegar, Alby Cullaz et Charles Belonzi. Club Saint-Germain, 13, rue Saint-Benoît, du 26 au 29 mars.

LEE KONITZ AU CLUB SAINT-GERMAIN

Un saxophoniste de légende à la pointe de l'actualité, avec une excellente rythmique : Rares Urtegar, Alby Cullaz et Charles Belonzi. Club Saint-Germain, 13, rue Saint-Benoît, du 26 au 29 mars.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.78.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

LA SEIZIÈME EXPOSITION DU CONSEIL DE L'EUROPE

Dans la Florence florissante et désenchantée du Grand-Duché

Il y a exactement quatre siècles, Montaigne, qui passait par là, se demandait, toujours méfiant, pourquoi cette ville est « surnommée belle par privilège ». Mais il monta en haut du Dôme « tout enroulé de marbre », admire le panorama du Val d'Arno, visite la ville de Prato, lino où, par une gentille surprise, l'hôte recueille soudain da petit jets d'eau dans les jambes, nota au passage — sans rien dire de plus de l'immense palais Pitti et des jardins Boboli — le palais où est née la reine mère, c'est-à-dire Catherine de Médicis qui régnait alors en France, et observa avec curiosité au Palais Vieux assaillés par P. Barocci; l'exposition consacrée à l'activité scientifique et technique à la bibliothèque Laurentienne par P. Gelluzzi; le département didactique sur l'architecture toscane, italienne et même européenne disposé par F. Borsi et une nombreuse équipe au fort du Belvédère, d'où l'autel le rappelle ? — on a un point de vue si fascinant sur la ville et les collines qu'il compromet la visite. Mais les catalogues sont là, substantiels et bien illustrés.

C'est une manière d'événement que d'ouvrir entièrement au public les étages supérieurs du Palais Vieux, qu'occupent les services municipaux. On circule maintenant dans les appartements des grands ducs et l'on traverse dans le bon sens le fameux « studio », orné de peintures allégoriques des mérites d'art et des éléments de la nature que Francesco, le successeur de Cosme, élève « besogneur » lui-même, impossibles à remanier, ces salles ont été garnies des sculptures et objets que les inventaires, dûment consultés, permettaient d'identifier et de regrouper : on eût ainsi la surprise de se rencontrer nez à nez, si l'on peut dire, avec quelques pièces fameuses du Bargello, à commencer par le David-Apollon inachevé de Michel-Ange, ou des bronzes étrusques et l'étonnante chimère du Musée archéologique. Les vases tarabiscotés, les cristallins et les camées, semblent heureux de se retrouver là, auprès de la Judith de Botticelli, du triptyque de Mantegna. Surtout les tapisseries, tirées de réserves, ont été euphémisées partout : les compositions, même usées, da Bronzino et de Salviati, les portières plus banales dues à Alfari, Cinghelli réchauffent les murs, enlèvent les escaliers, célèbrent partout les salons, la fable, les fastes médicaux sous le blason aux six boules fétidiques.

grimpent au fort du Belvédère, on entre dans la vaste composition grand-ducale organisée pour dominer la ville, avec d'innombrables trouvailles d'aménagement, qui ont attiré toute l'Europe des princes : Palais Pitti, jardins Boboli, et le couronnement de la Fortissima par Buonaiuti. L'espace est interordé par l'autorité en un sens spectaculaire : ces structures ont complété l'armature urbaine de Florence avec tant de bonheur dans l'articulation des formes, tant de tentatives, da trouvailles, parole de bouffonneries dans les consoles, les arca, les portes, qu'une visite spécifique, un parcours « cinquantenaire » de la villa devient nécessaire. L'exposition des matériaux photographiques joue exactement ce rôle da révélateur, en soulignant au surplus l'extraordinaire diffusion européenne da tous les motifs.

Tous ces faits sont liés de façon étroite, privilégiée, avec les développements français. La lye bleu répond au lye rouge. Le palais du Luxembourg à Paris et ses jardins sont les enfants du « palais où est née la reine mère ». Montaigne est invité à dîner par le duc Francesco et observe ironiquement « le corasga gros » da Bianca Capello. Un petit chapitre aurait pu être ajouté en ce sens à l'exposition, au demeurant riche et variée, organisée à l'échelle d'Or San Michele (directeur : G. Pansini), avec un complément utilitaire sur l'édition florentine (directeur : L. Perini). Mais ça qui était alors tragique, tortueux et désordonné en France (La Saint-Barthélemy survient en 1572), n'avait pas d'écho en Toscane. Pas de guerre civile, pas da Réforme, ou plutôt l'établissement calme et pressant de la Contre-Réforme.



Buste de Cosme I^{er} par Benvenuto Cellini

Pontorno et Rosso

La Grand-Duché, c'est l'ordre, l'organisation, la paix. Comme l'prend pour emblème la torse, agrémentée d'une voile. Le Grand-Duché développe les manufactures et un artisanat, qui va compléter pour Florence, avec les ateliers de tapisseries et l'« Opificio delle pietre dure » créé en 1568 par Ferdinand, le successeur de François. Une vieille passion des Médicis, au pays où l'on aime les édifices « ancrés » da marbre : Laurent la Magnifique voulait un décor da mosaïque dans le couloir da Brunelleschi ; la chapelle grand-ducale élevée en 1604, au chevet de Saint-Laurent, fut cette espèce da coffret minéral géant, qu'aucun vieillard ne traverse sans frissonner. Luxe et sécheresse, goût de la couleur froide, quelque chose da dur et da rechigné à la fois. Personne ne s'agit pas, en sculpture en bronze, composée de plusieurs pièces, les portraits médicaux sont tristes.

L'accumulation des grandes œuvres da Fra Bartolomeo, l'admirable « pala » da Lucques, l'andré et l'agora, et da Piero di Cosimo : la Madone da l'Annunziata, récemment restaurée, s'élève bien le primat du dessin qui résista à toutes les autres séductions, mais au prix d'un désachèvement typique. Le paysage, trop diffus, s'évanouit de la peinture. La figure égarée répond à la figure. La tapisserie da la Justice rappelle ce qui peut Bronzino, qui méritait plus de place. Son art lisse enchantait Ingres, après tout. La Madone solennelle d'Alfari e pu venir da Madrid, on respire dans ces salles des années 1580 l'aridité d'un art qui se reforme sur lui-même. Des fleurs da ciré. Ce qu'il fallait bien reconnaître.

Pourtant, la perspective se redresse à l'exposition plus restreinte, qui se tient dans l'église da Santo Spirito, près du Ponte-Veccio. Le chevet, reluit par Tecca, plein da bizarreries maniérées dans ses membrures semblait fait pour accueillir autour du Ciboia écrasé da Santa-Croce, et des deux Pietà sensationnelles da Michel-Ange, mises en dépôt ici pour la durée da l'exposition, les dix tableaux d'art rétros, par A. d'Addario et V. Baldini. Tout eût été par l'originalité crispée de la Visitation da Pontorno, venue da Carmignano, et da l'œuvre da la Vierge da Rosso : décoloration des formes, figure dansant sur les pointes, espace incertain, le tourment poétique de ces auteurs rares hantera les peintures évanouies qui s'efforcent de la fuir. Les œuvres qui viennent d'églises où on les voit plutôt mal, illustrent tout simplement le renouvellement de l'art sacré qui s'opéra à Florence à la fin du Cinquecento : une ma-

dane entrent donc le chœur des anges d'Empoli, la Dorothée (Pescia) dont la luminosité étonna pour un Florentin, la Saint Thomas et le Crucifix da Sant'Ilito (église da San-Marco) dont l'essence, l'ampleur, l'autorité, font penser aux Carrache. Ainsi se dénoue ce qu'on croyait sans issue.

du désenchantement et de l'efficacité.

Quelle leçon pour le Conseil de l'Europe ? Ce qui apparaît tout ensemble, c'est le marasme à l'absolutisme avec ses modalités culturelles, c'est l'intégration précoce de l'histoire et de la célébration nationale à cette évolution, c'est l'espèce da résistance instinctive aux contraintes qu'on dicte dans l'attachement et remarquable, au concret des Florentins d'autrefois et, après tout, aussi bien, chez ceux d'aujourd'hui.

ANDRÉ CHASTEL

* Florence et la Toscane des Médicis dans l'Europe da seizième siècle. Seizième exposition d'art du Conseil de l'Europe. Florence, jusqu'à l'été.

La Regione Toscana parraina diverses expositions organisées par l'Association des comités locaux et ayant pour thème : la Toscane au seizième siècle (Sienne, Livourne, Pise, Arezzo, Impruneta, Lucques, Pistoia, Prato), à partir da la mi-avril.

Nostradamus et Galilée

On n'est pas nécessairement réconcilié pour autant avec le grand-duc à da commande da courtoisane abusive qu'a trop orchestré le Le Brun da Louis XIV en herbe : le décorateur-architecte Vasari. L'idée est da faire apparaître comme le revers efficace du nouveau régime organisateur, le développement da savoir positif, où Florence joue, en effet, un rôle central. La belle exposition da Saint-Laurent met en évidence une masse da documents nouveaux, oubliés, autour des manuscrits da Léonard, retrouvés il y a quinze ans à Madrid, des recueils da Francesco di Giorgio pour les machines, des livres da chirurgie da Vissuto, des dessins zoologiques da Ligorio. Avec la continuité da travail des ingénieurs et des physiciens qui conduit à Galilée, est établie la diffusion européenne da la zoologie, de la cartographie, da l'astronomie toscane, da l'image da monde qui prend forme. Ici, le balancement da la recherche intellectuelle n'est pas appuyé par l'institution académique toute nouvelle. La science prend simplement une forme officielle, moderne, en somme. Voilà le point. La raison positive n'est pas tout :

Il fallait rappeler l'accompagnement da spéculations, da hantises passionnelles et da rêveries anxieuses, qui ont toujours accompagné le savoir. L'astrologie plus active qu'a jamais — qu'on songe à Nostradamus, dont les pronostications da 1550 parviennent à Florence — et on trouve au Musée des sciences un ensemble da manuscrits, livres et instruments, et même une boule da cristal magique qui illustrent, e vrai dire, surtout le mentalité européenne du Cinquecento (organisée par P. Zambelli). Mais tout cela communique l'intensité avec le calcul des ingénieurs, avec la médecine, avec l'attraction da merveilleux. Les petits jets d'eau incongrus da Pratolino rappellent l'activité remarquable des ingénieurs hydrauliciens da Florence : les « Frenche » viendront sous Henri IV aménager des grottes é surprie pour une cour qui se trouve, une seconde fois, dotée d'une reine Médicis.

Nous sommes donc en plein didactisme historique, culturel, selon un type da manifestation documentaire qu'il faut beaucoup da savoir-faire pour rendre assimilable. Mais Florence joue sur le velours : en

Des auditions sont prévues le 16 avril 1980 pour le recrutement des chœurs du spectacle « LA VIE PARISIENNE », d'Offenbach, qui sera créé au THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (ancien Châtelet). Les personnes intéressées sont priées de se faire inscrire, par demande écrite, en joignant leur C.V. et si possible leur numéro da téléphone, avant le 10 AVRIL 1980, à l'adresse suivante : PRODUCTIONS INTERNATIONALES ALBERT SARFATI, 21, rue Le Peletier, 75009 PARIS. Tél. : 778-89-27 - 778-89-58. N.B. — L'audition comprendra un air au choix et un air de « LA VIE PARISIENNE ».

IRRÉVOCABLEMENT : 100^e et DERNIÈRE le 6 AVRIL T.B.B. THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.60.44 DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER. LES HAUTS DE HURLEVENT D'EMILY BRONTË - ADAPTATION DE GUY DUMUR MIS EN SCÈNE ET INTERPRÉTÉS PAR ROBERT HOSSEIN SOIRÉES 20 h 30 - DIMANCHE MATINÉE 15 h 30 (Rel. Lundi) 60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat - Parking à 100 m) LOCATION THÉÂTRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

GOGOL LE REVIZOR Théâtre da quinquante ans - mise en scène da Antoine Vitez au Théâtre d'Opéra - 1 rue Simon-Denis, Métro Mairie d'Opéra jusqu'au 30 mars 1980, renseignements et location : 672.37.43

Soirées : 20 heures Shakespeare conte d'hiver La Manufacture - Cie Jean Claude Fall

Classic Rock
Inouï !
Un enregistrement fabuleux.

Les plus célèbres compositions de Queen, David Bowie, Les Stones, les Beatles, the Who, Led Zeppelin.

Interprétées par : The London Symphony Orchestra and The Royal Choral Society.

Deux millions d'albums vendus en Europe.

Distribution Carrère, Excluse en cassette.

Le nouvel album de GÉRARD LENORMAN La clairière de l'enfance En vente partout n° 67464

DES SPECTA...
FESTIVAL D'AV...
Per...
Progr...
GALERIE...
PIT...
L'Assoc...
MUSÉE NATION...
Galerie...
Klap...
Alec...
travaux d'impr...

مكتبة من الأمل

FESTIVAL D'AVIGNON 1980

Perspectives 1985

Le Festival d'Avignon, qui a lieu cette année du 12 juillet au 10 août et commencera avec un vrai air d'artiste, a été arboré il y a trente-quatre ans sur un coup de cœur, un coup de dés. Inévitablement, il est devenu une institution qui dépasse les hommes à son service. Il traîne le poids d'un mythe et les souvenirs de ceux qui en ont vécu l'enfance, leurs nostalgies. Il entraîne le souci de maintenir le plus grand rassemblement de publics qui soit au monde, en tout cas pour le théâtre. Mais son nouveau directeur, Bernard Faivre d'Arcler, n'est pas un héritier de Vilar, parce qu'il est trop jeune, parce que son expérience théâtrale est récente. Il peut donc regarder le festival avec un « œil neuf », mais éduqué. Trancher dans les habitudes ou (et ?) réorganiser ? Il est étonné que le grouillement anarchique des manifestations la et off auxquelles l'institution a fini par donner sa propre couleur, une teinte uniforme.

L'été dernier, Paul Pueux a démissionné en surprise, disant qu'il était fatigué, on peut le croire. Depuis dix ans, au moins, les spectateurs ne viennent plus à Avignon chercher l'instantané, mais s'informer, faire provision de théâtre, puisque la manque d'équipement et d'argent, puleque la paresse générale des politiques culturelles provinciales, ont empêché de la France. On vient à Avignon prendre du théâtre comme sur les plages en août prendre du soleil en prévision des longs jours gris. Les metteurs en scène y investissent leur travail et leur argent en avant-premières publiques de spectacles qu'ils reprendront ailleurs, de préférence à Paris, dans des conditions autres. Ou bien ils cherchent des acheteurs susceptibles de les emmener en tournée.

Bernard Faivre d'Arcler sait qu'il doit procéder par étapes sans brusquerie, pour inventer un nouveau festival. Nommé pour cinq ans, il espère, en 1985, aborder à un premier résultat. Cette année, le programme reste traditionnel, il a été établi en deux mois et demi. Mais dès avril sera mise en marche la saison 1981. Il ne s'agit plus seulement d'harmoniser des spectacles pour un mois. Il s'agit de favoriser des activités ponctuelles sur toute l'année, d'utiliser à plein temps le potentiel avignonnais. Pas un festival permanent, plutôt des ateliers, une sorte d'université libre de créations, où s'organisent des pratiques théâtrales, où l'on viendrait s'instruire du présent et du passé. Une vidéothèque est installée à la maison Jean-Vilar, les spectacles seront systématiquement archivés en vidéo.

COLETTE GODARD.

Programme

● **COUR D'HONNEUR** : « Le Conte d'hiver », par Jorge Lavelli. « La Malédiction », montage de textes sur les enfants d'Odipe, par Jean-Pierre Miquet. La danse : Jeanette Muller, Louis Falco, Lar Lubovitch.

● **THEATRE MUNICIPAL** : « Le Nouveau Mérope », par le Comédien de Caen qui, d'autre part, présente ses pratiques d'acteurs et deux spectacles aux Pénitents Blancs : « Elia », d'Achtembach, et « Concert à la carte », de Krasa ; « Flowers », par Linxy Kemp, travesti anglais ; « Donna Serpente », par les élèves du Studio de Gênes. La danse : le Ballet municipal d'Avignon.

● **CLOITRE DES CARMES** : une mise en scène de Jacques Lassalle à d'été été, le Théâtre national de Chaillot ayant retiré sa part de coproduction pour Avignon. Le spectacle sera remplacé soit par de la danse, soit par une école de théâtre avignonnaise, « La Double Inconstance », par Jean-Luc Bouté avec la Comédie-Française, « Flaminio Valère », qui avait fait l'objet d'une mise en scène à Théâtre ouvert, par Jacques Kriem.

● **CLOITRE DES CELESTINS** : « Petrus d'amour perdu », par l'Ecole du T.N.S., mise en scène de Jean-Pierre Vincent. « Ecouter mourir », théâtre musical de Dax, de Mouton. Le groupe hollandais Willem Breuker, et les élèves d'Alwyn Nikolaï à l'école d'Angers.

● **SALLE BENOIT XII** : « Sept paroles du Québec », spectacles de poésie, « Commedia dell'arte » et « La Noce », par l'Ensemble d'Alfred, de Brice, « Les Mystères de l'Amour » de Vitrac, par Viviane Theophilides, qui n'est pas du théâtre musical, mais la musique y joue un grand rôle.

● **PENITENTS BLANC** : « Va et vient » et « Pas moi », de Beckett en théâtre musical, par Sobel, « La Comédie de Caen », et « Krasa », d'après Sartre, par Jean-Pierre Bizon.

● **COUR DE L'ATOIRE** : Philippe Faure, Elise Kom et des chapeaux avec Christine Combes et Michel Sermon. Le festival ne s'installe pas à Champfleur, qui est en travaux, mais s'adapte un nouveau lieu : la Condition des Soies, ex-Cirque du Mont de Piété, où le Théâtre-école de Montreuil présentera un éventail de ses pratiques.

Comme chaque année, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon collabore avec le festival : Jennifer Muller dirigera un stage du 7 au 22 juillet. La biennale du Théâtre d'animation présente cette année les Brad and Puppet qui créent un spectacle et dirigent également un stage, Philippe Genty, des théâtres d'ombre.

● **MUSIQUE** : en liaison avec VIECAM, des concerts-promenades, du jazz en collaboration avec la Chapelle des Lombards et « Le Monde de la musique » (sous réserve de l'annulation d'un lieu), un cycle de musique ancienne, et pour la première fois en France, les communautés religieuses juives de Jérusalem.

● **EXPOSITIONS** : Usages et images de l'eau (avec une programmation musicale) et Jardins de la Méditerranée, appel aux jardins de l'Europe.

UN ENTRETIEN AVEC M. ROBERT FAIVRE-LE BRET

Les principes du Festival de Cannes

M. Robert Faivre-Le Bret présente le Festival de Cannes depuis le début, depuis 1948. Il rappelle ici le rôle et les principes de la manifestation qui aura lieu cette année du 8 au 22 mai.

« C'est d'être un bon Festival, dit Robert Faivre-Le Bret, bien sûr il ne faut pas se référer à l'an dernier, c'était une exception dans l'histoire de la manifestation qui n'a connu que deux ou trois fois une telle succession d'événements cinématographiques. »

« Nous sommes devenus très rigoureux pour que le Festival ait un niveau élevé. Cette exigence rend la préparation extrêmement difficile, je dirais même pénible. Alternant des phases d'inspiration et de désespoir, on construit des châteaux de cartes, en mars tout peut s'effondrer : les films ne sont pas prêts, ou bien les producteurs ne veulent plus prendre le risque du Festival. »

« Un « film-Festival », un film « festivalisable », c'est un film qui a toutes les chances de provoquer par ses qualités propres, par son originalité, quelquefois par ses recherches, ou par un style nouveau, l'intérêt des critiques, très nombreux et particulièrement exigeants à Cannes, ainsi que des professionnels. Chaque année, nous nous efforçons de présenter le meilleur de la production mondiale, de refléter l'évolution du septième art. D'autre part, nous nous attachons à chercher de nouveaux talents et à faciliter, par la suite, leur confirmation. Quand on regarde les sélections, on s'aperçoit que nous avons révélé les jeunes cinéastes mexicains, tchécoslovaques, suisses. »

« Les sections parallèles n'ont-elles pas contribué aussi à des révélations, prises en compte ensuite par la sélection officielle ? »

« C'est entre 1948 et 1969 que les révélations des jeunes cinéastes se sont faites, sans les sections parallèles. Bien sûr, la Semaine de la critique et la Quinzaine des réalisateurs sont des compléments, mais elles sont venues après. Quand on considère les grands prix, on voit que tous les grands noms y sont et que des cinéastes comme Bergman, Altman, Rosi, Antonioni, ont été révélés ainsi. Il faut considérer aussi les autres titres des palmiers. On parle toujours du tiers-monde ; nous avons passé des films sénégalais, toulousiens. Il faut bien comprendre : c'est

sympathique d'inviter des pays du tiers-monde, mais c'est leur rendre un très mauvais service si les films n'ont pas la même dimension que les autres. Le Festival n'est pas un séminaire. Et puis c'est une arme à double tranchant : une invitation est une chance exceptionnelle si un film est bien reçu, en revanche s'il ne l'est pas, cela peut beaucoup lui nuire. »

« Quand on dit que certains pays sont plus favorisés que d'autres, c'est faux. Si l'on regarde les grands prix depuis 1947, on s'aperçoit que l'Italie arrive en tête neuf fois, mais il y avait les Fellini, les Visconti... L'Amérique arrive ensuite avec sept grands prix. La première fois, c'était avec un petit film, *Marty*, de Delbert Mann, qui n'était pas des grandes compagnies, une œuvre intimiste, en blanc et noir, qui contrastait tellement avec ce qu'elles envoyaient, et qui était, je ne veux pas dire commercial, je n'aime pas cet adjectif, mais à spectacle. C'était un film d'auteur, comme on ne disait pas encore à ce moment-là. »

La relève

« Après les États-Unis viennent la France avec six grands prix décernés entre 1953 et 1966 (la grande époque) et puis la Grande-Bretagne, bien sûr, six prix également. Suivent le Maroc, la Suède, l'Algérie, la R.F.A., etc. »

« En ce qui concerne les Américains, il y a de jeunes réalisateurs, tels que Schatzberg, Scorsese, Coppola, mais on s'aperçoit que, en France, en Italie, la relève s'effectue difficilement. C'est un peu différent en Allemagne, mais enfin, Schlöndorff, Fassbinder, sont déjà des cinéastes confirmés. Cela nous crée de grandes difficultés pour trouver des films. Dans les vingt premières années, le choix était beaucoup plus large. Mais on n'a pas passé les jeunes cinéastes anglais ? Et le Japon, qui a été un de nos plus beaux fleurons, se fait rare. »

« La présence américaine n'a-t-elle été difficile à obtenir cette année ? »

« L'année dernière, nous avons eu une très grande chance, mais c'est une question de calendrier. Cette année, certains des films sur lesquels nous comptons ne sont pas achevés. Et, c'est toujours comme ça, les grandes compagnies hésitent sur l'opportunité d'envoyer tel ou tel film à Cannes, elles redoutent certains risques surtout lorsqu'il s'agit de budgets importants. Mais nous aurons quand même trois premières mondiales américaines. »

« Il ne faut pas rêver. Si nous n'avons pas la participation américaine, italienne, et un peu la France, il serait difficile d'organiser un tel Festival. »

« On est beaucoup plus indulgent quand il s'agit des autres manifestations cinématographiques. Ce Festival, que Philippe Erlanger voulait créer en 1939, a été réalisé en 1948. D'emblée, cela a été un Festival fastueux, puisque c'étaient des retrouvailles après cinq années de guerre. Philippe Erlanger n'avait demandé mon aide, je m'occupais à ce moment-là des Ballets de l'Opéra, qui voyageaient beaucoup. »

coup. Philippe Erlanger dirigeait l'Association française d'action artistique.

« Le Festival a failli être mort-né. Déjà il y avait un certain nombre de contempteurs. Mais les délégations étrangères ont voté une sorte de saisie et cela nous a facilité l'obtention des crédits pour continuer. D'ailleurs la puissance de Cannes est d'abord due aux étrangers, c'est pourquoi je suis plein de gratitude envers eux. »

« Je me suis pris au jeu, je me suis donc voué à défendre Cannes pour en faire le grand rendez-vous mondial annuel des représentants de l'art et de l'industrie cinématographique. Parce que j'étais sûr qu'on ne pouvait pas se satisfaire de la seule parole culturelle et artistique. Il fallait adjoindre l'industrie, et c'est ce qui a fait que le Festival a pris son ampleur. »

« Bien entendu, dans une telle manifestation où sont réunis des milliers de gens qui ont des intérêts à défendre, il peut y avoir des interventions, des pressions, même la presse ne néglige pas de faire ses pronostics. Mais je puis assurer qu'elles n'ont jamais eu le moindre effet en ce qui concerne les jurés. La seule intervention faite par les représentants du Festival lors de l'installation du jury est d'expliquer la signification du palmarès. Par exemple, pour le grand prix, nous souhaitons, pour le plus grand bien du Festival et du cinéma, que la décision du jury soit ratifiée par un très large public national et international. »

« Les déclarations de François Sagan faisaient-elles justement des pressions exercées sur le jury ont-elles altéré les rapports du Festival avec certains pays ? »

« Elles n'ont pas été prises très au sérieux par ceux qui connaissent le Festival et sont de bonne foi. Des destructeurs il y en aura toujours, ils se transforment généralement en laudateurs, cela dépend si on a pris leur film, ou pas. Depuis le début, j'ai été mon action, mon action, sur des principes absolument intangibles : l'honnêteté, l'équité en toute chose, l'unique considération de la valeur intrinsèque des films, une résistance ferme contre toutes les interventions. J'ai toujours fermé la porte à toute intrusion mercantile, idéologique, ou politique. Pour moi, c'est un évangile ; il n'aurait pas été respecté, le Festival serait tombé en déliquescence. Ce que nous recherchons, avec Gilles Jacob, c'est de maintenir cet esprit qui assure la continuité du Festival. »

« Comment voyez-vous son avenir ? »

« Tout dépend de l'avenir de la production cinématographique, bien sûr. Comme je l'ai dit, nous sommes un peu préoccupés parce que nous constatons que le nombre de films qui peuvent nous être destinés diminue singulièrement. Je souhaite que ce ne soit qu'une éclipse. »

Propos recueillis par CLAIRE DEVARIEUX.

« Retenu par une mise en scène en Allemagne, Ingrid Bergman ne pourra présider le jury du Festival, comme cela avait été prévu. »

GALERIE ANDRÉ-FRANÇOIS PETIT
196, boulevard Saint-Germain - Paris (7^e) - Tél. 544-04-83

PITXOT

ŒUVRES RÉCENTES
MARS - AVRIL 1980

L'Association des Amis du
MUSÉE NATIONAL FERNAND LÉGER
apprend que des authentifications d'œuvres du peintre, notamment de dessins et de gouaches, sont proposées par des personnes qui prétendent avoir toute la compétence nécessaire.

L'Association rappelle qu'elle a pris toutes dispositions utiles pour que d'incontestables authentifications soient délivrées sous son égide. Elle a entrepris la réalisation du CATALOGUE RAISONNÉ de l'ŒUVRE de FERNAND LÉGER, et seules seront insérées dans celui-ci les œuvres reconnues par Mme Nadia LÉGER, M. Georges BAUQUIER, et le Comité de spécialistes avisés spécialement constitué à cet effet.

GALERIE ANNE GOLIN
58, rue Maistre, PARIS-6^e
du 11 au 29 mars

gouaches et aquarelles

CLAUDE ROPION

« Une œuvre poétique et sincère qui chante le charme secret de la Bretagne. »
Georges HENRI.

PROSCENIUM
38, rue de Seine, 75006 - 354-92-01

LES GRANDES SOIRÉES
de la
COMÉDIE FRANÇAISE
par
CLAYETTE

MAIRIE ANNEXE DU 17^e
18-20, rue des Batignolles,
même Place-de-Clichy.

PETITS MEUBLES
et CHEFS-D'ŒUVRE
de XVI^e ou XVIII^e SIECLE
T.J. et J. du 11 à 18 h 30 à 18 h
Jusq. 28 avril - Entrée gratuite

GALERIE DUNCAN
31, rue de Seine (6^e)

COLOMBIE-BRITANNIQUE
15 peintres
de l'Ouest canadien
Jusqu'au 4 Avril

galerie albert loeb
10, rue des Beaux-Arts
PARIS (6^e) Tél. : 533-06-37

AMARAL

MARCEL BERNHEIM
35, rue de la Boétie, Paris (8^e)

FLOUTARD

Jusqu'au 1^{er} avril

Galerie Maeght
5 mars - 30 avril

Klapheck

peintures
13 rue de Téhéran Paris 8^e

Alechinsky

travaux d'impression, principalement
14 rue de Téhéran Paris 8^e

GALERIE CAILLEUX
136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

HUBERT ROBERT

Un choix de peintures et dessins
Jusqu'au 12 avril

LE BÂTEAU LAVOIR - 16, rue de Seine-6^e - 354-96-83

MARIE LAURENCIN

Dessins
MARS-AVRIL 1980

GALERIE DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain, 222-77-57

VASARELY

ŒUVRES 1949-1970

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Bosquet, Paris 7^e - Tél. 555-79-15

MEXIQUE PAYS LUMIÈRE

Images photographiques
d'Arturo GARCIA FORMENTI
Lundi au samedi de 12 h à 18 h.
Jusqu'au 18 avril

Gentilini

DU 6 MARS AU 28 AVRIL 1980

ARTCURIAL
Centre d'art plastique contemporain
9, rue de Valenciennes, Paris 11^e 354-20-29

du Grand-Duc

conte d'hiver

Classic Rock

La clarté de l'enfance

DISQUES



Jazz

MARTIAL SOLAL :
« SUITE FOR TRIO »

En une année placée sous le signe du patrimoine, un disque de Solal paraît partiellement illustré de la contribution d'un artiste de France au jazz, art afro-américain par ses origines, mais aussi musique d'une époque, et d'un espace géographique qui excède largement celui des États-Unis.

Ces apports nationaux à des types d'expression pour lesquels les frontières sont poreuses apparaissent aussi vagues que la musique elle-même. L'Anglais Dunstable, le travailleur « à l'italienne », les Flamands se sont faits héritiers de l'École Notre-Dame, et Lully a créé l'Opéra français après assimilation des traditions du pays adopté, et au moment où l'Europe entière se laissait inspirer par les densités qui régnaient à Versailles et à Paris.

Le jazz n'est qu'un de ces grands courants de la pensée musicale qui se diffuse et s'infiltre partout et s'offre à la diversification. Il peut être, d'autre part, musique très élaborée, et musique très improvisée. L'album récent de Solal présente au recto l'un de ces aspects et, au verso, l'autre, l'écriture de la « Suite » (face I) et du nécessaire, pour exécution impeccable, au moins deux jours de répétition. Les improvisations pures, sur trois « standards » (face II) n'ont dû exiger qu'un bref moment de mise au point pour le « balance du son » et la détermination d'un ordre des séquences.

La Suite for Trio est un renouvellement de Solal avec le jazz fortement construit que souvent il pratique et qui nous vaut, en 1980, la Suite en ré bémol pour quatuor, dont furent interprètes Roger Guérin, Paul Fournier, et le rhapsode Daniel Humair que nous retrouvons ici. Daniel Humair, fidèle compagnon de route de celui qui se révèle aussi remarquable compositeur que prestigieux pianiste, sait être par intelligence et compétence,

l'homme d'à peu près toutes les situations, et suit, dans ce recueil, Solal, avec allégresse, en les parties les plus rapides. Parfois, il semble même deviner vers quoi le soliste se dirige et le savoir avant ce dernier.

Le bassiste du trio mérite les éloges renouvelés auxquels la critique commence de l'habituer. Il s'agit de Niels Oersted-Pedersen, qui se situe aujourd'hui tout en haut de la hiérarchie en son domaine, aux côtés de Ron Carter et de Charlie Haden. Il sait jouer extrêmement vite, comme il est mis en évidence dans la dernière. C'est un virtuose de l'algo. Mais il a aussi, un « drive », une poussée irrésistible, qui s'exerce, même en tempo d'attente, dans le dos d'Oscar Peterson, ou de Solal, étonnés. Par-dessus le marché, Oersted-Pedersen avec sa force musculieuse, son étique, son volume sonore, est à la semblance d'un Ray Brown.

Que fallait-il pour honorer de nouveau Solal, musicien français de nature — et de statut — internationale ? Cette Suite for Trio ? Rappelons, c'est un bon prétexte, qu'il fut prophète en son pays pour les musiciens qui le prirent pour partenaire : Django, Bachel, Clifford Brown, Gillespie (chez Avery), Les Kontz, Wayne March, et cent autres. N'oublions pas la musique de film qu'il fabrique pour A bout de souffle, ou Deux hommes dans Manhattan, et beaucoup d'autres encore. Saluons en lui l'homme qui n'a jamais abjuré ses principes, celui-ci, notamment qu'il maintient lorsque, avec lui, nous discutons : « La liberté est authentique non quand elle renonce à tout rythme, tout tempo, tout thème, toute trame harmonique, mais lorsqu'elle se joue d'un ensemble de contraintes choisies. C'est pourquoi nous aimons rire avec les standards. »

Il serait étonnant que l'on ne repère pas derrière de l'œuvre éminemment jazziste, et patrimoniale, de Martial Solal (1).

(1) Martial Solal : Suite for Trio, avec Daniel Humair et Niels Oersted-Pedersen. Disque MLP, 0088 301.

Rock

PRETENDERS : trois églises qui ont atteint le sommet des charts en 1979 et un 33 tours qui, une semaine après sa sortie, a gagné la première place en Angleterre : produits par Nick Lowe et Chris Thomas, les deux meilleurs producteurs du moment, les Pretenders se sont imposés en l'espace de quelques mois comme un groupe de dimension internationale. De ces groupes qui contiennent au rock son caractère d'universalité, qui, à la manière des Beatles ou des grands artistes des années 60, proposent un rock populaire en mélangeant les éléments. Leurs chansons sont de forme traditionnelle avec des couplets, des refrains, des thèmes gérés d'harmonie pour séduire l'auditeur. Leur singularité se

reconnaît à des détails de style, une guitare farouche, un changement de rythme inattendu, un arrangement audacieux ou un son insolite. Tout cela est mené sans accroc, de façon à ne pas heurter la progression du morceau. Mais surtout, il y a la voix superbe de Chrissie Hynde, qui joue de la guitare, écrit et compose l'essentiel des titres. Une voix unique, qui charge de sensibilité chacune de ses inflexions, qui donne le ton et le couleur des mélodies, qui change d'expression et de timbre selon les atmosphères choisies. Les chansons des Pretenders sont comme autant d'hymnes qui impriment l'air de leurs couleurs. Car si les Pretenders sont absents dans dix ans, quel qu'il arrive, leurs morceaux seront collés aux souvenirs de nos années 80. (33 L, Pathé-Marconi 63008.)

LIVRES



Arts

GRAVURE
ET PHOTOGRAPHIE

La collection Les Grands graveurs aux Arts et Métiers graphiques menaçait d'un catalogue des préimpressionnistes : l'école de Barbizon (Daubigny, Dupré, Millet, Théodore Rousseau, les paysagistes Boudin et Jongkind, Corot qui a, le premier, parlé d'« impression ». Michel Melot rassemble ces œuvres complètes, d'ailleurs fort inégales, puisées de trois pièces pour Boudin, un passage à cent cinquante pour Daubigny. L'ambiguïté de la collection, entre l'érudition et la vulgarisation, s'accroît. Ce volume laisse les amateurs avertis légèrement insatisfaits, d'autant plus que les reproductions ont perdu en qualité depuis le merveilleux catalogue Degas.

Que sont les catalogues de graveurs à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, comment se sont-ils constitués, sur quels critères ? Avec leur rédaction, la question devient pressante.

Ces catalogues ne sont « complets » que dans l'idée des catalogues du dix-neuvième, avec de sensibles différences suivant les artistes. On sait le partage fait traditionnellement entre la gravure dite de « reproduction » (d'après une œuvre existante) et la gravure « originale ». A l'usage, la distinction se révèle très souple.

Qu'est-ce qu'une œuvre originale dans un domaine où la collaboration de plusieurs mains était fréquente ? Pour des raisons largement économiques, mais aussi politiques (on est à l'époque du lurrisme), les artistes travaillaient souvent en équipe. La gravure sert d'abord à multiplier les images, et les images se multiplient avec le développement de la bourgeoisie : le premier magasin illustré français date de 1843. L'invention de la photographie est officielle en 1839 ; son inventeur, Nicéphore, s'intéressait d'abord à la lithographie et à la reproduction mécanique des œuvres d'art (le gravure sans gravure). Le monopole de la technique photographique s'installe bientôt dans les publications de presse, les graveurs doivent alors prendre une voie purement artistique, produire des œuvres « originales ».

Le néo-classicisme avait chassé l'eau-forte au profit de la gravure au burin (plus appropriée à dessein académique). Les peintres de l'école de Barbizon vont participer, à partir de 1840, au renouveau de l'eau-forte (et de l'estampe originale), qui correspond parfaitement à leur sentiment anti-académique de la nature. Les photographes, en retour, qui voudraient faire de leur technique un art, reçoivent la leçon de Barbizon.

Les merveilleux « grilloilles » de Corot, obtenus par la technique du cliché-verre, contribuent au débat. Longtemps méprisée par le public, elle est par les artistes, le cliché-verre, surtout pratiqué par Corot, est une de ces techniques intermédiaires entre la gravure et la photographie, avec lesquelles on mesure bien le renouvellement des techniques de production de l'image au dix-neuvième siècle.

J.-F. C.

* Michel Melot, L'Œuvre gravé de Boudin, Corot, Daubigny, Dupré, Jongkind, Millet, Théodore Rousseau. Arts et Métiers graphiques.

DAUMIER ET LA SCULPTURE, de Jean Cherpin. Admiration inconditionnelle d'Honoré Daumier, Jean Cherpin a accumulé des documents nombreux, inconnus, inédits. Il s'attache plus spécialement à l'étude des sculptures, dont certaines furent et demeurent contestées, en les replaçant dans un contexte historique jusqu'ici mal mis en lumière. (Éditions de la Revue moderne, 14, rue de l'Armorique, Paris.)

Cinéma

LA MUSIQUE DU FILM, d'Alain Lapomte et Claude Rode : Un gros et indispensable ouvrage

sur l'histoire et le rôle de la musique de cinéma. Quelques chapitres d'étude passionnants, et un impressionnant index alphabétique, des biographies de compositeurs du cinéma international. Il y a, aussi, des annexes consacrées au jazz et à la pop music et une discographie sélective. Un travail de premier ordre. (Éditions Francis et Taylor, 518 p.)

JANE BIRKIN, de Jean-Philippe Thomann : Écrit avec plus de passion que de sens critique par un jeune homme de dix-huit ans, ce livre, qui peut se lire en une heure, est la promotion de Jane Birkin, comme un long article d'attaché de presse. Avec de nombreuses photographies (dont reproduites pour vanter les charmes de l'actrice. (Éditions P.O.C., collection Têtes d'affiche, 192 p. ill.)

A. W.

COURRIER

La recherche
architecturale

La publication de l'entretiens de Frédéric Edelmann avec Jacques Lucan, rédacteur de la revue A.M.C., éditée par la Société française des architectes (anciennement S.A.D.G.), a suscité diverses réactions, en particulier celle de Philippe Boudin que nous publions ici. Philippe Boudin est membre de l'Association pour la recherche en architecture (A.R.E.A.). Il n'a notamment publié, aux éditions Dunod, Fessac de Le Corbusier — sur la première réalisation d'ensemble de l'architecte, près de Bordeaux. — Sur l'espace architectural — ouvrage dans lequel il tente d'établir les bases scientifiques d'une « épistémologie architecturale », — ainsi que Richelieu ville nouvelle et une analyse de la Dictionnaire raisonné de l'architecture de Viollet-le-Duc (en collaboration avec Danisch et Deshayes).

Je ne peux que souscrire aux propos tenus par M. Jacques Lucan dans le Monde du 21 février 1980, dans la mesure où il se fait l'avocat d'une recherche architecturale contre laquelle il est, de la part de quiconque, mal venu de s'insurger — et quel que soit le niveau de sa qualité scientifique — car il n'existe aucune structure d'accueil pour une recherche architecturale continue et il n'en a jamais existé. Information majeure qu'il conviendrait de transmettre aux lecteurs si des propos leur sont tenus sur la recherche architecturale. Sur cette question, les pouvoirs publics n'ont rien fait. Ce qui concerne la recherche : la formule « $e = mc^2$ » est pour moi hermétique. On ne peut donc analyser l'appréhension critique d'une revue et la critique scientifique d'une recherche.

entendre qu'avec la plus grande circonspection et sans illusions les propos des pouvoirs publics.

J'ajouterais qu'en conséquence il est également mal venu de formuler des critiques à l'égard de l'enseignement de l'architecture et finalement de l'architecture elle-même : il faut s'en satisfaire.

Faire de l'enseignement de l'architecture une priorité, suivant les termes du ministre de l'environnement et du cadre de vie, n'a pas de sens si aucune mesure n'est prise en ce qui concerne la recherche architecturale. Faire de la promotion de l'architecture (je pense à l'opération « Mille jours de l'architecture » qui ne comporte aucune action concernant la recherche architecturale) sans un enseignement qui bénéficie d'une recherche en amont, c'est mettre un empêcheur sur une jambe de bois et s'exposer l'effet sans soigner la cause.

Maintenant, en ce qui concerne le fond, je pense que la recherche architecturale s'honorerait de propos conformes à la réalité et, tout en étant d'accord avec Jacques Lucan sur sa description de la conjoncture dans laquelle s'inscrit la recherche architecturale, je ne le salue pas sur trois points.

Premièrement, il est faux de dire que les historiens d'art ne s'intéressaient pas aux périodes postérieures au dix-huitième siècle avant le dix-neuvième. Notamment en ce qui concerne l'histoire urbaine dont parle Jacques Lucan, des travaux ont été faits par des historiens d'art en France (1).

Deuxièmement, il est tout à fait exagéré de dire que c'est autour de Bernard Huet que s'est constitué un nouveau travail sur l'architecture. Bien d'autres chercheurs, heureusement, existent et, existent même si les pouvoirs publics feignent de l'ignorer. La nécessité d'une recherche architecturale est un fait social et non un fait individuel. Et, si ce n'est bon que des Français rapportent des nouveautés de leurs études aux États-Unis (2). Huet n'est pas M. Emery et d'autres, il n'est pas mauvais que la France y ait exporté des enseignants (A. Grumbach et d'autres) ou des ouvrages de recherche traduits.

Troisièmement, il ne me paraît pas bon d'amalgamer « recherche » et « revue » sous l'effet d'une critique unique comme le donne globalement à penser la réponse de Jacques Lucan à vos propres critiques d'herméisme. L'herméisme, notamment, s'il est critiquable en matière de revue — sensé communiquer — n'est aucunement un paramètre d'appréciation scientifique. Ce qui concerne la recherche : la formule « $e = mc^2$ » est pour moi hermétique. On ne peut donc analyser l'appréhension critique d'une revue et la critique scientifique d'une recherche.

(1) Cf. Françoise Boudin, André Chastel, Hélène Couzy, Françoise Hamon, Jean Biegon, Le Système urbain du quartier des Halles, Paris, C.N.R.S., 1977. Étude entreprise vers 1962.

STUDIO SAINT-SEVERIN 354.50.91
12 rue Saint-Severin
GEEL
de ANDRÉ VAN IN
et VINCENT BLANCHET
KAKAO and Co
de BRIGITTE CATTILLO

**ÉCLIPSE SUR
UN ANCIEN CHEMIN
VERS COMPOSTELLE**
de BERNARD FERIE
et
ERECTUS
de SEBASTIEN POTTENNAUD

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE - 7 PARNASSIENS

OLD BOYFRIENDS
UN FILM DE JOAN TEWKESBURY - SCÉNARIO PAUL SCHRADER
AVEC TALIA SHIRE - KEITH CARRADINE

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. - QUINTEITE v.o. - GAUMONT HALLES v.o. - GAUMONT BERLITZ v.o. - GAUMONT RICHELIEU v.o. - MONTMARTRE PATHE v.o. - CLIVY PATHE v.o. - BELLE-ÉPINE PATHE Thiais - GAUMONT ÉVRY - CYRANO Versailles - TRICYLES Asnières - PATHE Champigny - VÉLIZY 2 - ALPHA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget

Kramer
contre
Kramer

Robert Benton a fait un film sublime.
Dustin Hoffman est prodigieux.
FRANCE SOIR (Monique Pantel)

... Exact point de jonction du talent de l'auteur et de celui de ses interprètes (Dustin Hoffman, Meryl Streep).
L'EXPRESS (François Forestier)

Une œuvre émouvante, pudique, rigoureuse et sincère, admirablement jouée par Dustin Hoffman.

TÉLÉ 7 JOURS



UGC BIARRITZ v.o. - MARIIGNAN PATHE VO - HAUTEFEUILLE VO - GAUMONT BERLITZ VF - REX VF - CLIVY PATHE VF - MONTMARTRE 85 VF - GAUMONT SUD VF - III NATIONS VF - UGC GOBELINS VF - GAUMONT LES HALLES VF - 3 VINCENNES VF - GAUMONT ÉVRY - BELLE ÉPINE Thiais - PATHE Champigny - CYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien - 4 PERRY Ste Geneviève des Bois - STUDIO 78 Maisons Laiffite

• Des scènes d'une drôlerie dévastatrice.
R. CHAZAL (France Soir)

• Une avalanche d'éclats de rire.
C. DURANTE (Figaro Magazine)

• Ras de marée rigolard... Une incroyable tarte à la crème à la face de l'Amérique.
F. FORESTIER (L'Express)

• A mi-chemin entre Kubrick de "Folamour" et "Collarashow".
R. BENAYOUN (Le Point)



1941 "LA FOLIE CAGNE HOLLYWOOD"

هكذا من الأرض

L'Office national de diffusion artistique

Un âne pour porter les prophètes

Institué au printemps 1975 par Michel Guy, alors secrétaire d'Etat à la culture, l'Office national de diffusion artistique (ONDA), dont on redoutait le pire, s'affirme, après cinq ans d'existence, un instrument capable d'élargir le cercle des connaissances.

Non seulement l'Office que dirige Philippe Tiry a compensé les manques d'une décentralisation essentielle, mais il a su également faire reculer les frontières de la diffusion au-delà des circuits officiels et subventionnés. Aujourd'hui l'ONDA apparaît pas comme un simple distributeur d'argent, mais comme un organisme qualifié au service des professionnels du spectacle.

EN 1975, la création de l'Office national de diffusion artistique (ONDA) avait soulevé un tollé général des professionnels regroupés au sein des syndicats de personnel de l'ATAC et du Syndicat. L'ONDA leur apparaissait comme un organisme au service d'une politique ministérielle soucieuse de masquer les faiblesses de son action et les manques de son budget.

La volonté avouée de Michel Guy était de favoriser la circulation des productions théâtrales, musicales et chorégraphiques, lesquelles, pour des raisons techniques et financières, ne dépassaient pas leur lieu de création.

L'Office, doté des pouvoirs que procurent les moyens financiers, risquait d'être, en effet, une sorte d'impressionnisme d'Etat exerçant une dictature au profit de productions prestigieuses. La nomination de Philippe Tiry pour le diriger offrait les perspectives d'une politique différente, soucieuse avant tout de prolonger la décentralisation. Il fallait une certaine mauvaise foi pour ne pas l'admettre.

Philippe Tiry, ancien directeur de la Maison de la culture d'Antony, fut un des sept membres fondateurs de l'ATAC, dont une des vocations était de permettre la diffusion des œuvres. C'est du reste en raison de l'incapacité de l'ATAC à remplir cette mission que fut créé l'ONDA.

Etabli en association loi de 1901, il n'est pas un tourneur de plus. Il intervient auprès des entreprises d'accueil, en prenant en charge une partie du déficit entraîné par l'écart financier entre le coût d'un spectacle et les recettes de celui-ci. Cette aide à l'achat est fonction de la validité d'une action et d'une programmation et de ce que Philippe Tiry nomme « le plus juste

prix ». C'est-à-dire ne pas faire valoir au rabais mais améliorer la rentabilité d'une tournée en favorisant sa cohérence. Autrement dit diffuser mieux pour diffuser plus, « afin d'élargir le public et de multiplier les possibilités de confrontation des œuvres à une population donnée ».

Pour Philippe Tiry, « opposer la création à la diffusion est une « perversité » de l'esprit. En effet, que diffuse-t-on sinon des créations ? En outre, dans la mesure où notre intervention permet aux compagnies de mieux exploiter leur spectacle, nous apportons notre soutien à la création. Il faut toujours un âne pour porter le prophète ».

Conseiller - payeur

En 1979, les prophètes avaient nom le Théâtre des Quartiers d'Ivry, le Théâtre des Deux-Rives, Peter Brook, Jean Bois, le groupe 41-12, le Théâtre Stn, Ego Simons et bien d'autres encore, puisque un peu plus de quarante troupes ont vu l'achat de leur spectacle facilité par l'ONDA. Cependant le théâtre n'est pas son seul souci. La musique et la danse ont pu également élargir leur audience : 14 orchestres ou ensembles musicaux en 1977 et 1978, 15 compagnies chorégraphiques en 1977, 20 en 1978 (Jennifer Muller, Carolyn Carlson, Peter Goss, Mohamed Elmaghrabi). Pour 1979, le total des opérations de l'ONDA a été de 589. Elles ont permis 2126 représentations (théâtre, danse, musique) réparties dans 379 villes. Sont ainsi touchés le milieu rural (20 %) et les villes moyennes de 10 000 à 30 000 habitants.

Ces chiffres, en regard de la diffusion, sont éloquentes, mais l'atout de l'ONDA est de ne pas s'en contenter et de s'attacher à être un organisme d'information et de rencontre ; d'avoir tissé des liens de confiance mutuelle avec tout un réseau de correspondants (475 en 1978, presque 1 000 actuellement), de structurer et de statuer divers ; d'avoir favorisé les échanges entre les uns et les autres ; d'avoir brisé les isolements. Par son action pédagogique auprès de certains élus locaux, d'animateurs d'association ou de M.J.C., l'Office, de La Roche-sur-Yon à Saint-Lô en passant par Dole ou Alençon, a provoqué la naissance de points d'actions culturelles. Il se montre aussi un incitateur actif puisqu'il n'hésite pas, pour faciliter leur mise sur pied, à prendre des risques financiers sur toute une saison.

En effet « la tournée ça n'est pas tout, il faut pour que la diffusion ait un sens des cellules d'accueil bien implantées ».

En faisant prendre conscience aux autorités locales des aspirations latentes et aidant à les satisfaire — « En provoquant les besoins on arrive à provoquer les budgets » — l'ONDA apporte un démenti à ceux qui voyaient dans son existence « un prétexte pour les collectivités locales de différer l'implantation d'équipements » (Le Monde du 5 mai 1978).

Pour les compagnies, ainsi que le font remarquer le Théâtre du Campagnol et celui de l'Aquarium, cette décentralisation parallèle suscitée par l'ONDA a le mérite de permettre la rencontre d'un autre public avec lequel le contact est souvent plus fructueux.

Des commentaires, il convient de retenir la convergence du propos. Entreprises (petites ou grandes), compagnies, tournées, chacun — en dehors de l'aide financière — s'accorde à voir en l'Office un organisme professionnel sur lequel on peut s'appuyer. Comme tout ce qui dépend du ministère de la culture et de la communication, ce printemps 1980 n'est pas rose. Le budget d'intervention est passé de 3 933 000 francs l'année dernière à 3 850 000 francs pour cette année.

L'ONDA ne peut cependant évaluer à ne pas trop restreindre son action, même à l'avenir. « Maintenant, dit Philippe Tiry, nous avons appris à maîtriser le terrain. Nous allons chercher à développer de nouveaux points d'accueil et à renforcer notre rôle pédagogique. Amener nos partenaires à mieux organiser leur saison et leur public, à mieux rentabiliser financièrement et culturellement. » Donc, ne pas perdre de vue cette incessante préoccupation : informer-former-développer. Pour finir l'image de marque d'assistance-conseil. En effet, « à la limite, l'idéal, dit Philippe Tiry, serait de ne plus avoir d'argent et qu'on vienne toujours nous consulter comme un organisme professionnel ». Réalis ! le marasme financier dans lequel est plongée la profession du spectacle, entreprises d'accueil et de création mêlées, les difficultés de trésorerie des compagnies dont les subventions vont être versées par fraction ne permettant pas d'envisager que le « conseiller » ne soit pas aussi le payeur.

DOMINIQUE DARZACQ.

SAISON FLAUBERT A ROUEN

Un centenaire de quelle jeunesse !

Il y a cent ans, en 1880, Gustave Flaubert mourait à Croisset. A deux pas de Rouen, le 8 mai, entre 11 heures et midi. Il venait de mettre dans un sac quelques effets pour aller passer un ou deux jours à Paris, puis pour revenir à Rouen qu'il n'aimait pas quitter. Il avait pour sa ville un attachement viscéral. Elle lui rend bien. Et le centenaire de son décès n'est que prétexte à fêter une vieille liaison.

Avec le concours des étudiants et lycéens a été réalisé un spectacle léger de quarante-deux minutes, « Gueuloir pour un adolescent à Rouen », joué par trois comédiens avec un peu de vidéo, et qui tourne dans les lycées.

Ce spectacle alerte tout de suite les lycéens, car les pages qui y sont dites ont été écrites par Flaubert quand il était là, lui aussi, en classe, quand il avait quinze, seize, dix-sept ans... A cet âge-là, Flaubert écrivait avec plus d'aisance que par la suite. Dans les textes comme le Peste à Florence, Agénies, pensées sceptiques, Smach, témoins d'un loir, Rêge et impulsion, les élèves entendent avec étonnement les impatiences, le « ras-le-bol », le critique pénétrant, qu'ils ressentent aujourd'hui.

Un autre texte de ces années de jeunesse, Bihlmanie, dans lequel Flaubert raconte un bonhomme littéralement amoureux des livres, ne respirent que pour les livres, mais ne sachant pas lire du tout, touche, par l'absurde et le gaieté, des lycéens qui ne sont pas tous de lecture, qui, le soir, allument plutôt la télévision, même en apprenant leurs leçons ou en faisant leurs devoirs.

Ce montage, « Gueuloir pour un adolescent à Rouen », est « piloté » par un professeur de lettres du lycée, Alain Van Der Muerse, qui a écrit et mis en scène aussi le deuxième spectacle de ce centenaire, « Flaubert, théâtre-roman ». La aussi les lycéens ont participé à la création de la pièce, l'ont discutée en classe, ont suivi les répétitions.

Cette pièce a été jouée du 14 au 22 mars, au théâtre Maxime Gorki, à Petit-Quevilly, un ancien cinéma d'un faubourg de Rouen réaménagé en théâtre avec un équipement convenable. Elle tourne ensuite en Normandie.

C'est un spectacle excellent, qui n'est « actualisé » pas arbitrairement. Flaubert, mais qui tient compte des récentes informations sur la vie et les manuscrits de l'écrivain, et des réflexions nouvelles, notamment celles de Jean-Paul Sartre dans son « hémisphère » livre : l'idiot de la famille. Livre d'une intelligence entière, et consciencieuse-

ment étayé, car Sartre, peut-être depuis son enfance, en tout cas depuis son séjour au Havre avant guerre, a assimilé les détails des sources et des actes de Flaubert, il est tout sur Flaubert, mieux que les érudits rouennais les plus fanatiques.

Prénant appui sur les recherches de Sartre, dans son livre l'Idiot de la famille, la pièce présente d'abord le cas de Flaubert enfant, qui refuse d'apprendre à lire jusqu'à l'âge de neuf ans, émettant presque la panique dans la famille, puis qui, soudain, en quelques mois, même en quelques semaines, se met à écrire des drames historiques, des récits, met en scène ses propres pièces avec des camarades. On voit comment Flaubert s'insurge contre les « modèles » familiaux ou sociaux, puis, s'installant auteur-metteur-en-scène-comédien, prend sa revanche et effirme une identité par le seul « jeu ».

Pour la vérité

Nous voyons ensuite Flaubert juste après le lycée. C'est la contestation active. Avec ses copains, il invente un anti-panin à tout faire, le Garçon, préfiguration d'Ubu. « Le Garçon représente à la fois le bourgeois louis-philippard et le farceur qui se moque des bourgeois. Flaubert et ses amis pouvaient s'extasier, par son intermédiaire, aussi bien leurs aspirations idéalistes que leur sens aigu de la satire et de la terreur », écrit M. Jean Bruneau. Mais, presque aussitôt, pour éviter l'« embourgeoisement », Flaubert prend le parti de faire le malade, même d'être définitivement malade.

Allusion à l'écriture et même sur-allusion vont se combiner avec le malade pour échapper à un « destin de classe ».

La troisième partie de « Flaubert, théâtre-roman » est une mise en scène de l'attitude de Flaubert devant les journées révolutionnaires de 1848, à travers la correspondance et des pages de l'Education sentimentale.

L'attitude est double. Prisonnier de son système, Flaubert méprise, et même « nihiliste », l'Histoire immédiate, mais en même temps, avec acuité, il réinvente les journées de février et de juin, et dégage l'état d'esprit et les réflexes des ouvriers de Paris au fur et à mesure des décisions du pouvoir.

Flaubert étudie la part de la « montée » lente du désespoir, de la colère, et celle des accidents de hasard qui déclenchent, dans telle ou telle rue, l'émotion. A la phrase de Lamartine décrivant les ouvriers « amaigris par quatre mois de chômage et d'agitation » répond celle

de Flaubert montrant « des figures amaigrées par le faim, exaltées par l'injustice ».

La vérité de la pièce jouée à Rouen est de faire sentir au même temps ce que Flaubert pensait de la conduite de l'écrivain face à ces événements de l'Histoire immédiate. C'est l'éternel partage : souci de vérité, opinion personnelle. « Je me borne à exprimer ce qui me semble le vrai. Tant pis pour les conséquences », dit Flaubert qui sait que son livre va dresser contre lui tout le monde : « Les patriotes ne me pardonneront pas ce livre, ni les réactionnaires non plus ». Reste l'opinion personnelle. Flaubert en a une, comme tout un chacun. Il est parmi les ouvriers. Mais son opinion, dit Flaubert d'une façon moins normative qu'il ne paraît, « l'écrivain peut le communiquer, mais le n'élève pas à ce qu'il le dise ».

La dernière partie de la pièce est une présentation de Flaubert et Pécuchet, Actualité de Flaubert dans ce livre : fin du roman d'analyse, mort du personnage romanesque, disparition de l'écrivain lui-même (Flaubert notait dans ses brouillons comment il allait s'employer à faire croire par le lecteur que lui-même, Flaubert, était décidément idiot, bon à rien, comme tout abruti se mélangait d'écriture).

Le 8 mai, jour anniversaire de la mort de Flaubert, sera donnée à Rouen, à Croisset plus exactement, un troisième spectacle. Flaubert, musical celui-là : « L'affaire fantasmagorie des réalités sentimentales ». Nous y verrons l'une des passions les moins étudiées de Flaubert, celle de la musique.

Pertout, à Rouen, à Paris, à Genève, à Marseille, à Constantinople, à Naples, Flaubert courait à l'opéra. Il aimait beaucoup Berlioz, Gluck, les Italiens, et par-dessus tout Mozart. « Les trois plus belles choses que Dieu ait faites, écrivait-il à Louise Collet, c'est le mer, Hamlet, et le Don Juan de Mozart ».

Il avait pour ami, à Rouen, un musicien attachant, Polonais exilé, ami de Chopin, Antoni Orlewski, qui avait pris pour pseudonyme Bowers, presque Bowers. Orlewski, à partir de 1866, dirigea à Rouen le Théâtre des Arts, où Flaubert a situé des scènes de Madame Bovary — il fait allusion à la présentation de Lucie de Lammermoor, en avril 1841.

Ce « théâtre-concert » donné le 8 mai à Croisset achèvera le centenaire en redonnant les arrous éduqués sur les liens de Flaubert et de la musique. On entendra, à la fin, la phrase de Maxime du Camp qui créa la maletendu : « Son oratoire était si extraordinaire lousse qu'il n'est jamais parvenu à retenir un air, têt-co une berceuse ».

MICHEL COURNOT.

U.G.C. BIARRITZ v.o. - U.G.C. ODÉON v.o. - MIRAMAR v.f.
MAGIC CONVENTION v.f. - U.G.C. CAMEO v.f. - U.G.C. GARE DE
LYON v.f. - PARLY 2 v.f. - NOGENT ART v.f. - ARGENTEUIL Alpha

Spectacle familial par excellence.

Jean de Baroncelli - LE MONDE
... Une aventure de rêve... Filmé avec art et amour.
Robert Chazal - FRANCE-SOIR
... Quel film montrer à des enfants ; il y en a peu,
celui-ci leur apportera le merveilleux et la beauté...
Jacqueline Michel - TÉLÉ 7 JOURS
... Une œuvre qui peut toucher les cinéphiles les plus exigeants...
Éric Leguèbe - LE PARISIEN



COSMOS - OLYMPIC ENTREPO

Après "Esclave de l'amour"



Un film de NIKITA MIKHALKOV

LE LUCERNAIRE 53 NOTRE-DAME-DES-CHÂMPS : 544-57-34

NOUVEAUX DE SANG
D'après F. GARCIA LORCA
AVEC
IRENE PAPAS - LAURENT TERZIEFF - JAMILA

L'ATELIER THEATRAL DE LOUVAIN LA NEUVE
présente du 3 AVRIL au 2 MAI

EN ATTENDANT GODOT
Samuel BECKETT
régie
Otomar KREJCA
WILSON • BOUQUET
RUFUS • BURTON
BOUFFES DU NORD - 239.34.50

MARIGNAN PATHÉ (v.o.) - GAUMONT RICHELIEU (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.) - FAUVETTE (v.f.) (jusqu'au 31/3) - GAUMONT RIVE GAUCHE (v.o.) (jusqu'au 28/3)
QUARTIER LATIN (v.o.) - CAMBRONNE PATHÉ (v.f.) - MONT-PARNASSE PATHÉ (v.f.) - AVIATIC LE BOURGET (v.f.)



Ce film est superbe.
F. PASCAUD
TELERAMA
Un film de
ALAN CLARKE

Un document-té-
moignage excep-
tionnel.
Il est des visions
que l'on n'oublie
pas.
J.-C. LOISEAU
LE POINT

Une mise en scène
d'une beauté sim-
ple et brutale... Une
peinture sobre et
émouvante...
M. MARMIN
FIGARO

Un film mis en scène
avec un réel talent.
M. PEREZ
LE MATIN

Cinemas

131333 COSTRE KRAMER (A.
 v.) : Quintette, 3° (384-35-40).
 131334 CHAMPE-PIRELLA (A.
 v.) : Quintette, 1^{er} (384-35-40).
 131335 CHAMPE-PIRELLA, 1^{er}
 (384-40) : v.f. : Le Perle, 3°
 (327-64-33).
 131336 RICHIELLO, (233-
 64-33).
 131337 GUMONT-CONVENTION
 (328-42-37), Clucky-Pasde, 1^{er}
 (328-42-37).
 131338 GUMONT GAMBETTA,
 1^{er} (328-42-37).
 131339 CHAUVIN DE HAMBOURG (A.
 v.) : U.C.G. Odeon, 3° (723-69-23).
 131340 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (723-69-23).
 131341 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131342 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131343 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131344 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131345 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131346 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131347 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131348 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131349 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131350 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131351 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131352 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131353 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131354 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131355 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131356 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131357 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131358 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131359 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131360 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131361 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131362 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131363 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131364 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131365 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131366 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131367 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131368 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131369 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131370 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131371 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131372 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131373 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131374 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131375 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131376 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131377 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131378 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131379 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131380 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131381 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131382 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131383 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131384 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131385 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131386 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131387 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131388 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131389 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131390 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131391 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131392 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131393 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131394 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131395 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131396 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131397 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131398 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131399 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131400 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131401 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131402 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131403 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131404 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131405 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131406 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131407 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131408 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131409 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131410 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131411 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131412 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131413 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131414 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131415 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131416 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131417 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131418 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131419 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131420 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131421 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131422 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131423 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131424 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-43).
 131425 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 1^{er} (328-33-43).
 131426 CHAUVIN DE HAMBOURG,
 3° (328-33-4

[illegible]

un - Annapolis, 3e (329-80-90),
 rignall, 8e (339-82-72), Para-
 unt - Montparnasse, 14e (329-
 10),
 CONTRE AVEC DES HOMMES
 MARQUABLES (Ang. r.o.) :
 ny-Palace, 8e (351-07-76).
 ARDE, ELLE A LES YEUX
 ANDES OUVERTS (Fr.) :
 rals, 4e (275-47-86).
 BUR EN FOR (Fr.) : Cin'Ac
 lens, 2e (329-80-27), Collège, 8e
 3-29-46), Ternes, 17e (380-10-41).

[illegible][illegible]

20 h 30
1-2-4-5-8-9-2 avril
le légataire universel
de Regnard
mise en scène
Maurice Coussonneau
scénographie
Raphaël Rodriguez
musique
Philippe Gérard
Roger Pierre ou le plaisir du théâtre
11. Gaucher - La Pléiade
Comme lui **Maurice Chevalier**
et tous les autres jouent la pièce
de la force et l'ensemble sans
rien de galeté.
7. Jambes - l'Espresso
2-3-10-11 avril
dernières
la musique adoucit les mœurs
de Tom Stoppard
et André Previn
mise en scène
Robert Dhéry
une pièce excellente qui
présente plus passionnante
score de bons comédiens
Robert Dhéry qui surpasse
Pierre Vanack fidèle
en habitude perfection.
Chalcis - France 3
18 h 30
du mardi au samedi 18 F 50
1-2-4-5-8-10-12 avril
**moshe efrat
kol demani**
dance company
3-9-11 avril
rina schenfeld
solo de danse
(Israël)
location
par correspondance
place du Châtelet 350
par téléphone
274.14

INFORMATIONS « SERVICES »

P.T.T.

Téléphone sans facture

L'Association française des usagers du téléphone et des télécommunications (AFUTT) a, le 25 mars, au cours d'une conférence de presse, regretté la refus du gouvernement de se plier à l'opinion de la commission d'accès aux documents administratifs.

Cette commission, qui avait été saisie par des usagers mécontents, avait rendu, le 30 janvier, un avis favorable à la communication par les P.T.T. des bandes d'observation qui, en cas de contestation, permettent de déceler des erreurs de facturation (la Monde des 3 et 4 février).

L'administration des télécommunications, qui avait d'abord annoncé qu'elle se rangerait à l'avis de la commission, était revenue sur cette décision après une intervention de l'Elysée. Le motif officiellement invoqué était que la communication des bandes d'observation, sur lesquelles figurent les numéros appelés, était une atteinte à la vie privée des usagers, qui ne sont pas titulaires de la ligne.

L'AFUTT s'élève contre cette augmentation. Elle suggère, pour éviter les mauvaises surprises, de plomber sur les postes, qui font l'objet d'une observation, une pastille émettant l'usager que le numéro appelé est relevé (les lignes en observation sont celles dont la facturation est contestée). En réalité, affirme l'AFUTT, l'opposition des P.T.T. « cache mal son refus d'informer

les consommateurs ». Elle est aussi l'aveu que le téléphone en France n'est pas « fiable ». C'est le cas aussi des équipements de taxation et d'observation qui, souvent « véreux », donnent lieu à des erreurs, au détriment de l'usager, mais aussi en sa faveur, ce qui, toujours selon l'AFUTT, les P.T.T. ne veulent pas reconnaître.

Près d'une centaine de millions d'abonnés à travers le monde, souligne l'association, bénéficient systématiquement — et pas seulement en cas d'erreur de taxation — d'une facturation détaillée. Cette solution, que l'AFUTT réclame depuis dix ans, ne figurea toujours pas parmi les objectifs prioritaires des P.T.T. Elle élargirait pourtant, estime l'association, les contestations. En attendant, elle demande une observation plus systématique des lignes, dont la facturation est contestée à l'installation, pour un prix modéré chez les abonnés qui le souhaitent, de compteurs de taxes téléphoniques.

★ AFUTT, B.P. n° 1, 92430 Marnes-la-Coquette, tél. 741-09-11.

ÉDUCATION

LE CONCOURS GÉNÉRAL AURA LIEU DU 21 AVRIL AU 2 MAI

Les dates des épreuves du concours général des lycées et lycées techniques sont fixées comme suit : **lundi 21 avril 1980** : composition française (classes de première A, B, C, D et E) ; philosophie (classes terminales A, B, C, D et E) ; version latine (classes de première A, B, C, D et E) ; mathématiques (classes terminales A, B, C, D et E) ; droit ou économie générale (classes de première G 1, G 2 et G 3) ; **mardi 22 avril** : version latine (classes de première A, B, C, D et E) ; composition française (classes terminales A, B, C, D et E) ; **jeudi 24 avril** : histoire ou géographie (classes de première A, B, C, D et E) ; sciences économiques et sociales (classes terminales A, B, C, D et E) ; **jeudi 25 avril** : version grecque (classes de première A, B, C, D et E) ; sciences naturelles (classes terminales A, B, C, D et E) ; sciences économiques et sociales (classes de première et terminales).

mière B) ; construction (classes de première F1, F2 et F3) ; **lundi 28 avril** : allemand (classes de première A, C, D et E) ; philosophie (classes terminales A, B, C, D et E) ; **mardi 29 avril** : arabe (classes de première A, B, C, D et E) ; russe (classes de première C, D et E) ; **mercredi 30 avril** : thème latin (classes de première A, B, C, D et E) ; physique (classes terminales A, B, C, D et E) ; **mercredi 30 avril** : thème latin (classes de première A, B, C, D et E) ; construction (classes terminales A, B, C, D et E) ; **jeudi 1er mai** : éducation musicale (classes terminales A, B, C, D et E) ; **jeudi 1er mai** : espagnol (classes de première A, B, C, D et E) ; **jeudi 1er mai** : latin (classes de première A, B, C, D et E) ; **jeudi 1er mai** : portugais (classes de première A, B, C, D et E) ; **jeudi 1er mai** : dessin (classes de première et terminales).

LA MODE

LAINE ÉCOSSAISE CHEZ BUR.

Le tailleur Mercier Bur renouvelle l'aspect de ses « Saxbury » en laines écossoises, tissées pour lui par Arthur Bell, de Langholm. Ces étoffes, à la fois fines et peu froissables, sont désormais présentées en poils d'éto de 430 grammes en pelé et en cardé.

Les formes du printemps s'écartent à partir de cols crantés bas et petits revers en vestes à six boutons et poches plaquées. Les pantalons sont montés à pils sous une ceinture, à deux poches, légèrement rétrécis à partir du genou (138, faubourg Saint-Honoré).

CÉLINE PAS SI BON MARCHÉ.

Nous avions pensé que Céline (« le Monde » du 12 mars) inaugurerait une politique de petits prix... En fait, la maison du Touquet s'était trompée en nous les

communiquant. Pour l'ensemble des-

siné, le vestie est vendue 1450 F (et non 580 F) et la jupe 1230 F (et non 495 F).

LEVER MOINS SÈCHES.

Innovation bienvenue chez Max Factor : un brillant à lèvres non desséchant. Il s'agit d'une pâte transparente et fluide, présentée en tube, avec un applicateur en mousse. Existe en naturel et cinq coloris. 18 F.

TROISIÈME ÂGE

EXONÉRATION DE LA REDEVANCE DE TÉLÉVISION.

La redevance sur les récepteurs de télévision a été fixée à 221 franc pour le noir et blanc et à 331 francs pour la couleur. Les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, ou de soixante ans en cas d'invalidité, peuvent être exonérées de cette redevance et, bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, d'une allocation ou pension de vieillesse, leurs ressources ne dépassant pas 15 500 francs pour une personne seule ou 22 200 francs pour un couple.

La demande doit être faite auprès du service régional des redevances.

Prix du Président de la République :

TANLAS en point de mire

L'un des principaux concurrents du prochain Prix du Président de la République, qui sera disputé le dimanche 30 mars 1980, sera certainement TANLAS, un excellent steeple-chaser de 6 ans qui possède des titres probants. TANLAS a été le vainqueur de la Grande Course de Saint-Cloud en 1977 puis, dirigé par le steepler, il a remporté d'emblée le Prix Dange. Le début d'une belle série avec, notamment, le Prix Ferdinand Duchêne, un 2^e place derrière Moncoust dans le Prix Murat 1979, le Prix Juvénat III, le Prix Ingré.

Nous ne pouvons pas que la veille de la course, le 26 MARS 1980, aura lieu le tirage de la tranche du Prix du Président de la République. L'originalité de ce tirage est bien connue de la clientèle qui s'intéresse en même temps aux courses de chevaux et aux lots offerts par la Loterie Nationale.

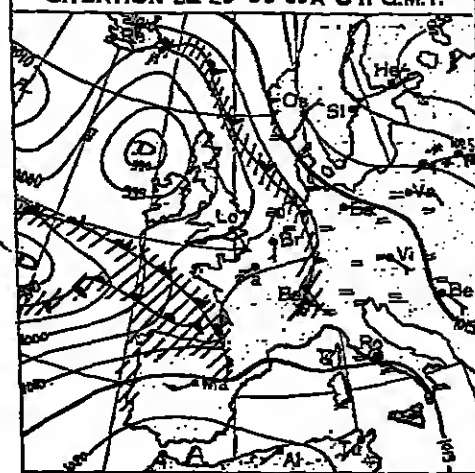
Le montant à ce jour fait rêver par rapport à la mise de 250 F pour un billet entier en de 25 F pour un dixième.

Le gros lot, de 3 000 000 F, est suivi de 2 lots de 750 000 F, 2 lots de 300 000 F, 1 lot de 200 000 F, 2 lots de 100 000 F, 8 lots de 70 000 F, 3 lots de 40 000 F, 31 lots de 20 000 F, 105 lots de 10 000 F, sans compter de nombreux lots moins importants mais sont de même substantiels qui seront attribués à cette occasion au soir du 29 MARS prochain.

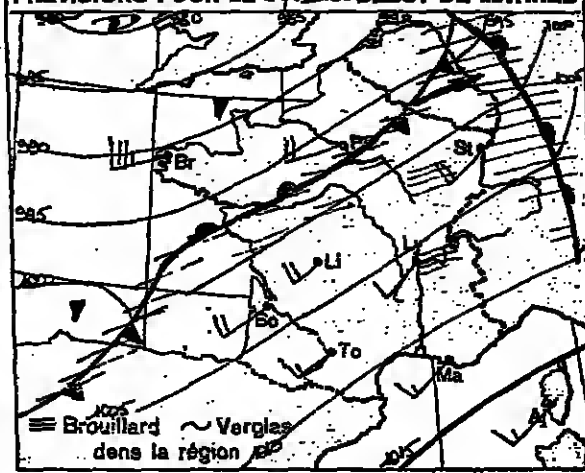
Les billets sont en vente jusqu'au soir même du tirage.

MÉTÉOROLOGIE

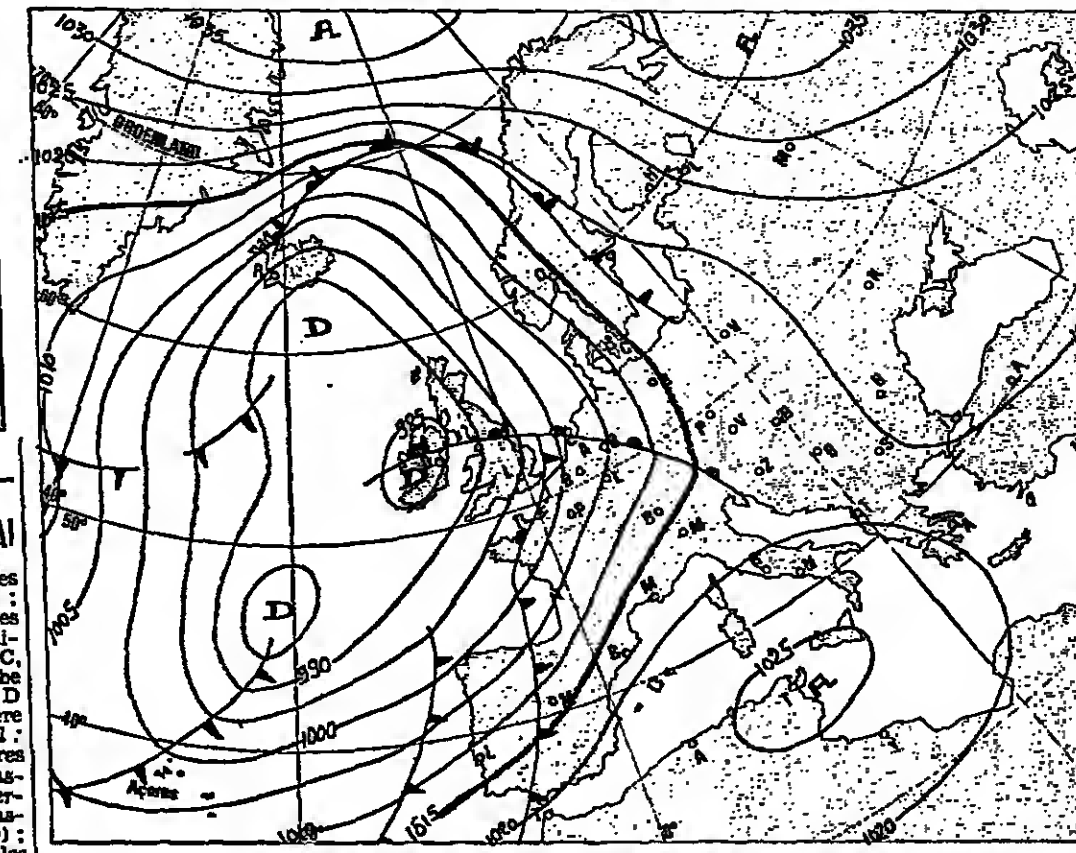
SITUATION LE 25-03-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1 mm)
— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent / 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en

France entre le mercredi 26 mars à 0 heure et le jeudi 27 mars à 24 heures.

Venant de l'Atlantique, au nord des Açores, une profonde dépression se déplacera vers le nord-est. Elle attirera les hautes pressions du sud-ouest et entraînera sur notre pays un flux perturbé de secteur sud-ouest.

Jeudi 27 mars, sur l'ensemble du pays, le temps sera très doux et la

côte de l'Atlantique et de la Manche où des rafales atteignant la tempête sont à craindre. En montagne, un redoux important et des vents entraînant des conditions favorables au déclenchement d'avalanches.

Le mercredi 26 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1010,2 millibars, soit 137,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mars ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Albi, 10 et 7 degrés ; Biarritz, 14 et 8 ; Bordeaux, 12 et 7 ; Bourges, 12 et 6 ; Bruch, 11 et 4 ; Caen, 10 et 1 ; Chartres, 9 et 2 ; Clermont-Ferrand, 12 et 1 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble, 6 et 0 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 6 et 1 ; Marseille, 12 et 5 ; Nancy, 12 et 4 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice, 14 et 6 ; Paris-La Bourget, 12 et 7 ; Paris-Montparnasse, 12 et 7 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 16 et 6 ; Rennes, 11 et 2 ; Strasbourg, 15 et 5 ; Toulon, 22 et 3 ; Toulouse, 14 et 9 ; Vannes, 10 et 3 ; Valenciennes, 10 et 3 ; Vichy, 10 et 3 ; Yverdon, 19 et 8 ; Zermatt, 16 et 3 ; Stockholm, 2 et -9 ; Téhéran, 20 et 10.

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 MARS

- « Exposition Viollet-le-Duc », 15 h. 30, Grand Palais, Mme Zolovitch.
- « La Conscience », 15 h. 1, quai de l'École, Mme Vermeil.
- « Le monde des chapoux », 15 h. 30, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile, Mme Zolovitch.
- « Exposition Viollet-le-Duc », 15 h. 30, Grand Palais (Approche de l'art).
- « Les ateliers de fabrication de l'hôtel de la Monnaie », 15 h. 11, quai Conti (Connaissance d'art et d'histoire).
- « Hôtel de Poulpry », 15 h. 12, rue de Poitiers (Histoire et Archéologie).

« Notre-Dame de Paris », 15 h.

« Le Vieux-Mars », 15 h. 2, rue de Sévigné (le Vieux-Paris).- « Exposition Monet », 15 h. 30, Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

- 18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'activité, res-de-chaussée, 150 F. « J.-Y. Escoffier, R. Andrieu, C. Ballez ». « La musique contemporaine ».
- 19 h. 30, rue de Valenciennes, 15 h. 30, amphithéâtre Bachard, Sorbonne, 2^e rue Victor-Geisler, docteur Donnay : « Technique de relaxation dynamique » (Université populaire de Paris).
- 20 h. 6, rue Notre-Dame-des-Victoires : « Edgar Poe, son pouvoir créateur et les masques de Baudelaire » (Association des études humanistes).
- 20 h. 30, 107, rue de Rivoli : « La parcellisation de Sèvres, de Limoges, de Paris ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 26 mars 1980 :

DES DÉCRETS

- « Relatif aux conditions d'ouverture du droit des assurés sociaux des professions non agricoles aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès ».
- « Portant application de l'article L. 342 (nouveau) du code de la sécurité sociale relatif au maintien des droits à l'assurance vieillesse de certaines catégories d'assurés ».

UN ARRÊTÉ

- « Fixant les conditions des emprunts des départements, communes et leurs groupements, territoires d'outre-mer, régions, chambres de commerce et d'industrie, chambres de métiers, ports autonomes, établissements publics gestionnaires d'aéroports et organismes bénéficiaires de la garantie de ces collectivités ou établissements », prévus par le code des communes en ses articles L. 236-10 et L. 236-12 et R. 236-10 à R. 236-47.

BREF

ANIMAUX

CONSULTATIONS A MAISONS-ALFORT. — Les consultations à l'école nationale vétérinaire d'Alfort (7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex) seront interrompues pendant la durée du stage des élèves, du 31 mars au 27 avril inclus. Elles reprendront le lundi 28 avril.

CIRCULATION

POUR LE MAINTIEN DES CODES EN VILLE. — Le président de l'association, les Droits du piéton, M. Roger Lapeyre, a affirmé, le 24 mars, au cours d'une conférence de presse, que « les piétons sont à 100 % pour le maintien des codes en ville la nuit ».

« Les pouvoirs publics français n'ont fait qu'appliquer un règlement européen qui s'est avéré satisfaisant dans tous les autres pays », a précisé M. Lapeyre. « Si les codes déboussent, c'est qu'ils sont mal rédigés sur 80 % des véhicules ». M. Lapeyre a réitéré également les vœux de l'Académie de médecine « aux autorités sur des décalages mal réglés ».

PAS D'ALCOOTEST SANS ACCIDENT OU INFRACTION. — Les gendarmes ne peuvent soumettre un conducteur au contrôle d'alcoolémie qu'en cas d'infraction au code de la route ou d'accident. C'est ce que vient de rappeler le tribunal de grande instance de Lorient en relaxant, lundi, un prévenu pour conduite en état d'ivresse.

Intercepté pour un simple contrôle des papiers de la voiture, un représentant de commerce avait été soumis à un contrôle par alcootest, qui s'était révélé positif. Le tribunal a jugé qu'en dehors d'un contrôle ordonné par le procureur de la République, d'une infraction ou d'un accident, l'obligation de souffler dans l'alcootest représentait « un abus de pouvoir ».

DOCUMENTATION

LES FEMMES ET LA VIE LOCALE. — La revue « Vie publique » consacre son numéro de mars à un dossier sur « Les femmes et la vie locale ». Les femmes restent en France peu nombreuses à participer à la vie locale. Et pourtant les femmes mairies et les femmes conseillères municipales sont plutôt appréciées dans leurs communes par les citoyens.

★ « Vie publique », 44, rue du Four, 75006 Paris, tél. 338-13-68.

EXPOSITIONS

CAMELIAS. — La mairie de Paris présente jusqu'au 2 avril, un « Salon des camélias » au parc floral de Paris. Cent cinquante variétés exposées, démonstrations de bouquets, conseils techniques.

Cette manifestation est organisée avec le concours de la Société nationale d'horticulture de France, la direction des parcs et jardins de la ville de Nantes et l'association pour le rayonnement de l'horticulture française.

★ Route de la Pyramide, bois de Vincennes, ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures ; droit d'entrée : 18 francs.

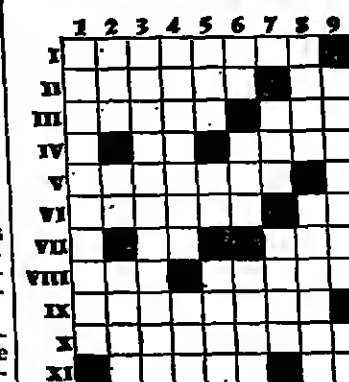
VACANCES

STAGES DE TISSAGE. — L'atelier des Grands en Ardèche offre pour 500 F un stage de printemps de cinq jours permettant une approche sérieuse du tissage sur métier et de la tapisserie nouvelle sur cadre. Du lundi 7 au vendredi 11 avril, et du lundi 14 au vendredi 18 avril.

★ Roseline Demonceaux-Meyer, Les Grands-de-Naves, 07140 Les Vans (28 % à payer à l'inscription).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2637



Redondant de la flamme. — XI. Classiquement déchaînée ; D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

- Donner son affection. — 2. Cri ; Largeur ; Dirige la prière. — 3. Adjectif de quantité. — 4. Présida une république voisine ; Pas imposé. — 5. Idée ou terme au sacrifice ; Matière pour un drap ; Fut très apprécié. — 6. Divinité ; Abréviation pour la patronne ; Saint pour un feu. — 7. Pour trouver sa trace, il faut remonter au déluge ; Bonne pâte. — 8. Grande agitation ; Dans le trésor de l'église. — 9. Caractère qu'on peut attribuer à ce qui n'a rien coûté ; Qui n'a donc pas circulé.

Solution du problème n° 2636

Horizontalement

- I. Adjectifs (cf. période). — II. Sienné ; Ou. — III. Seule ; Fur. — IV. Ce ; Ampère. — V. Mère ; En. — VI. Sude. — VII. Ancré ; Lés. — VIII. Respira. — IX. Tous ; Avec. — X. Ré ; Air. — XI. Sa ; Années.

Verticalement

- Assommoir. — 2. Dièse ; Oia. — 3. Jeu ; Recrue. — 4. Enlèvement. — 5. Camélias ; An. — 6. Te ; Pain. — 7. Pâte ; Lave. — 8. Fourrière. — 9. Bûres ; Sechs.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
95627 PARIS 3 — CROIX 09
C.C.P. Paris 4397-32

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE — D.O.M. — T.O.M.

114 F 200 F 405 F 545 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

300 F 500 F 800 F 1 050 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAR 263

265 F 355 F 505 F 685 F

II. — SUISSE — TUNISIE

230 F 420 F 650 F 800 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou chèque) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse déli-

vrés ou provisoires (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Souder la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

répondre sous les numéros de

capitales d'impression.

| | La ligne | La ligne T.D. |
|----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 57,00 | 67,00 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00 | 16,46 |
| IMMOBILIER | 39,00 | 45,86 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,86 |
| AGENDA | 39,00 | 45,86 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,48 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADEES | Le m/m cal. | T.C. |
|-------------------|-------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 33,00 | 38,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 29,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 29,40 |
| AGENDA | 25,00 | 29,40 |

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



NOUS SOMMES LES PREMIERS EN TELEPHONIE PRIVEE SUR LE MARCHE FRANCAIS.

NOUS NOUS DEVELOPPONS TRES RAPIDEMENT AU PLAN INTERNATIONAL.

Nous recherchons

1 adjoint au contrôleur de gestion

LE CANDIDAT RETENU AURA POUR MISSION :
- de contribuer à développer l'esprit de performance économique dans l'entreprise et de faire participer l'ensemble de l'encadrement à la gestion prévisionnelle de celle-ci.

- il réalisera des études économiques de tous ordres et participera à l'élaboration de plans industriels à long terme.

- il animera l'élaboration et la contrôle des budgets prévisionnels des services fabrication et de recherche.

- L'effort sera porté sur le coût des produits actuels et futurs.

Cette fonction, qui nécessite de bonnes connaissances en comptabilité analytique, établissement des prix de revient analyse de la valeur et organisation industrielle.

S'adresse à un candidat de formation Grande Ecole (ESSEC, SUP de CO, ESCA, ISA ou équivalent), ayant acquis un vécu professionnel de quelques années dans une fonction similaire.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.



SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRÉCISION
4000 personnes
4 unités

recherche

Pour son siège à ANNECY (74)

CONTROLEUR de GESTION

Formation HEC - ESSEC - SUP de CO (DECS agréés)

Liaisons avec filiale entraînant déplacements.
Evolution possible à terme vers d'autres secteurs (affectation à l'étranger, Commercial, etc.).

Rechercher avec C.V. et photo à :
SNR, Services Emploi-Cadres, réf. C.G.,
B.P. 15, 74010 ANNECY Cedex.

ETABLISSEMENT FINANCIER AGRÉÉ

travaillant dans le cadre du Développement Régional (Sud-Ouest)

et pratiquant près à Entreprises Industrielles et prises de participation

recherche

ANALYSTE FINANCIER

Spécialisé révision des comptes, audit, contrôle de gestion, lecture de bilan.

Formation supérieure exigée.
Niveau Certifié Supérieur de Baccalauréat Comptable, Certifié Supérieur Juridique et Fiscal.

Nécessite plusieurs années de pratique dans la spécialité.

Travail en équipe - Sans contact Organisation

Rechercher sous n° 28.719 M à BLEG,
17, rue Lebel, 91000 VINCENNES qui transmettra.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recherche dans le cadre de son expansion

DES INGENIEURS COMMERCIAUX

PARIS - SUD - PROVINCE

Pour prendre la responsabilité des négociations et des décisions d'affaires avec les principaux clients des secteurs : Automobile - Télécom - Distribution - Industriel ... du marché français.

Ingenieurs électroniciens ou équivalent ayant si possible un à deux ans d'expérience commerciale ou de laboratoire d'applications.

A la rémunération de départ similaire à celle des Ingénieurs de même formation et expérience s'ajoute un intéressement direct au chiffre d'affaire réalisé.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo, prétentions et date de disponibilité en rappelant la référence SC/0380/25 à Madame LE GUET - BP 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

ingénieur d'affaires

TOULOUSE. Une importante Entreprise spécialisée dans les Bâtiments à usage industriel recherche un ingénieur d'affaires pour lui confier le développement de ZONES INDUSTRIELLES sur toute la FRANCE.

Chargé de la recherche et de l'achat de terrains, il devra obtenir les permis de lotir et de construire, faire les études de prix, effectuer les montages financiers de ses dossiers et commercialiser les bâtiments réalisés (vente ou location). Ingénieur Grande Ecole, il devra avoir une personnalité active et dynamique et posséder une très solide expérience technique, juridique et financière du bâtiment.

(Réf. 3639/M)

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo en précisant la référence à : P. Audhuy, Sema-Sélection : 31000 TOULOUSE - 54 bis, rue d'Alsace.

sema selection Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse.

Coopérative Bâtiment et Viande
avec unité de production
aliment du bœuf
Proche d'une ville
universitaire de l'Ouest
recherche

DIRECTEUR

C.A. 25 millions de francs
effectif 75 personnes.
Candidat des minimum 30 ans.
Formation Ingénieur.

Poste disponible de suite.
Transm. C.V. à la F.N.C.G.V.
8, rue Armand-Absolant,
75015 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01



Société Industrielle Française de biens d'équipement en rapide et constante expansion

recherche

pour son centre technique
situé à 12 km
D'OLERON SAINTE-MARIE

UN INGENIEUR

Arts et Métiers ou équivalent

- Expérience bureau d'études souhaitée.
- Connaissance mécanique générale exigée.
- Anglais indispensable.
- Dégagé des obligations militaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

AMRI

Service du Personnel

50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS.

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE MONDIALEMENT CONNUE

RECHERCHE A RENFORCER
SON DEPARTEMENT D'ETUDES par :

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONFIRMES

ou ayant 2 ans d'expérience :
K.S.E., I.N.P.G., I.N.S.A. ou équivalent.

Expérience en électronique et automatique et une connaissance en électrotechnique.

• Lieu de travail : LYON.

• Horaires flexibles.

• Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions : HAVAS - SUPPORTS,
51, rue République, 69002 LYON. Réf. 8.371.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

L'Université de Genève

ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de

PROFESSEUR D'ECOLE

à l'Ecole de traduction et d'interprétation (département d'arabe).

Il s'agit d'un poste à plein temps pour l'enseignement de la traduction générale, économique et juridique (droit public et privé) du français et de l'anglais en arabe.

Langue maternelle arabe, excellentes connaissances du français et de l'anglais, et formation d'économiste/juriste.

Expérience professionnelle de la traduction.

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1980.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et de références éventuelles sont à adresser jusqu'au 15 AVRIL 1980, au président de l'Ecole de Traduction et d'Interprétation, 18, place des Augustins, 1205 GENEVE.

On peut s'adresser à l'administrateur de l'Ecole pour connaître les conditions.

MOBIL

MARKETING OPPORTUNITY WITH A COMPANY ON THE MOVE

The Phosphorus Division of Mobil Chemical a leader in Phosphorus chemistry is offering a challenging marketing opportunity within its industrial chemical group.

EUROPEAN REGIONAL MANAGER

Requires a degree in chemistry or chemical engineering, courses in business administration welcome, plus minimum 5-7 years experience in international sales/marketing. Must be fluent in English, French, German would be helpful. Person we are seeking must have ability to communicate in both technical and business areas. Must be able to function at management level, assess business opportunities and formulate/implement sales programs.

Person will be located in Europe. Extensive travel required. We offer excellent salaries and a complete benefits package. As well as corporate stability and advancement potential.

Send resume describing your Professional Background, salary history and career goals to : O.E. NEUBAUER,

Employed relations department,
MOBIL CHEMICAL EUROPE
York House 25 Kingsway
LONDON W C 2 S 2 U.K. ENGLAND.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LYON

recherche pour le développement de son DEPARTEMENT ELECTRONIQUE DE TRACTION

2 TECHNICIENS EN ELECTRONIQUE

Formation D.U.T., B.T.S. ou équivalent CONFIRMES ou ayant 2 ans d'expérience.

- Horaires flexibles.
- Cadre agréable.
- Rémunération en fonction du profil du candidat.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo à HAVAS M, rue République, 69002 Lyon. Réf. 8.378.



THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ELECTROMIQUES

38120 SAINT-EGREVE (près Grenoble) recherche

DEUX INGENIEURS D'ETUDES

• 1 MECANICIEN (A.M.) avec si possible notions de thermique (cryogénie).

• 1 ELECTRONICIEN (ESE-ENSERG...) domaine physique des composants semi-conducteurs.

Quelques années d'expérience appréciées.

Adresser C.V. et prétentions.

RÉGION LYONNAISE

PME solide notoriété filiale d'un important groupe français leader sur le marché du jeu d'activité manuelle, recherche

CHEF SERVICE ACHATS

le (la) responsable de ce poste devra avoir une solide expérience des approvisionnements, de la gestion des stocks et de la sous-traitance ainsi que des importations, si possible dans le secteur des produits de grande consommation ou de la distribution.

Env. dossier de candidature sous réf. 327 à BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche 75008 PARIS

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

2500 personnes - C.A. : 600 millions de francs. Fabrication et pose de canalisations en béton. Champ d'activité international recherche

JEUNES INGENIEURS

A. M. - E.N.S.I. - Électrotechniques GRENOBLE et TOULOUSE

- Pour son département de l'Équipement et de Matériel à Paris
- Pour ses usines de la Région Parisienne
- Pour ses chantiers France Nord.

Ces postes conviennent à des ingénieurs débutants ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience désireux d'évoluer vers d'autres fonctions pour déboucher à terme sur des responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Env. avec C.V. et photo à Sté des Tuyaux Bonna, B.P. 371.06 - 75365 PARIS Cedex 09.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ETUDES

recherche pour l'étranger

JEUNE INGENIEUR

DIPLOMÉ

ayant 2 à 3 années d'expérience dans le domaine de la mécanique des sols et des études géotechniques.

Ecrire en joignant C.V. à C.R.E.T.F., 13, rue Brancion, 75737 PARIS CEDEX 13.

CAMEROIN (Douala)

entreprise de confection de grande série recherche son

DIRECTEUR

technicien hautement spécialisé de la branche, le candidat assurera une triple fonction technique, commerciale et de gestion.

Salaires très intéressants, logement et voiture de fonction, tous avantages contractuels.

Ecrire avec C.V. sous référence DR 326 BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche - 75008 PARIS

مكذابن الأصل

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 57,00 | 67,03 |
| IMMOBILIER | 14,00 | 16,46 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,88 |
| AGENDA | 39,00 | 45,88 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,48 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADEES | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 33,00 | 36,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 28,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 28,40 |
| AGENDA | 25,00 | 28,40 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MSL international

75, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servien Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

HOLDING FINANCIER dépendant d'un puissant groupe industriel cherche, dans le cadre de sa restructuration européenne, à pourvoir un certain nombre de postes au niveau direction.

Directeur financier

Paris

Contrôlant une dizaine de sociétés de financement en Europe, le directeur financier du holding exerce, sous le contrôle du directeur général, une autorité fonctionnelle sur leurs directions financières. Il coordonne leurs interventions auprès des banques auxquelles celles-ci font appel et participe à la négociation des opérations les plus importantes, il contrôle l'élaboration des plans et budgets de ces sociétés et en suit l'évolution, il vérifie la sincérité et la fidélité de leurs comptabilités. Il est aidé dans ses fonctions par des spécialistes d'information et d'audit. Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, le candidat retenu, aura exercé des responsabilités comptables si possible dans le domaine des sociétés de financement, il fera preuve d'une grande expérience des marchés du crédit court et moyen terme dans les principaux pays d'Europe et une bonne connaissance des milieux bancaires. Il aura exercé ses activités dans un ou plusieurs pays d'Europe et acquis, du fait de ses séjours, une connaissance tout à fait courante de l'anglais, du français et, si possible, d'une autre langue.

Réf. M 2314

Directeur financier

Londres

La filiale britannique prend en charge un volume important de financement de points de ventes et de crédits à la clientèle. Son directeur financier a la charge de négocier, auprès des banques, les emprunts court et moyen terme correspondants, d'établir les plans et budgets et de superviser la comptabilité de la société. Il exerce ses fonctions sous l'autorité hiérarchique du directeur général de la société et sous l'autorité fonctionnelle du directeur financier de la société holding dont dépend la filiale. Agé de 35 ans, le candidat retenu aura une formation supérieure et plusieurs années d'expérience du fonctionnement du marché du crédit si possible à Londres, enfin la pratique du contrôle de gestion et de l'informatique d'une entreprise performante.

Réf. M 2315

Directeur financier

Pays-Bas

La définition des tâches et des responsabilités est la même que ci-dessus, mais la fonction s'exerce dans le cadre d'une société moins importante mais en développement. Le profil du candidat agréé est également similaire. Le poste peut convenir à un citoyen français ou belge parfaitement bilingue en néerlandais.

Réf. M 2316

Pour tous ces postes, la nationalité est indifférente, mais en plus de l'anglais et du français, les candidats doivent avoir une parfaite connaissance de la langue du pays dans lequel ils travaillent. Une grande mobilité physique est indispensable et ces postes ne peuvent convenir qu'à des hommes ayant une approche moderne des techniques de management. Etant donné l'importance du groupe, il existe de nombreuses possibilités d'évolution de carrière à l'échelon international.

Ecrire en français avec curriculum-vitae détaillé, rémunération actuelle et prétentions à B. Mangou en précisant la référence - MSL International, 73 Bd Haussmann 75008 Paris.

Discretion totale assurée

IMPORTANTE SOCIETE ACCESSOIRES AUTO banlieue Nord-Ouest de Paris

recherche
UN CHEF DE PAYS
Cadre,
pour pays industrialisés (formation supérieure).

1 EMPLOYE QUALIFIE SERVICE PAYS
Env. C.V., photo et prétentions à n° 10.527 A. BLEU 17, rue Labet, 94 Vincennes.

TRADUCTEURS
français-anglais
expérience aéronautique, ou mécanique ou électronique. C.V. à B.I.T., 2, villa Poirier, 75015 PARIS. Tél. 356-49-33.

Importante Société accessoiristes auto banlieue Nord-Ouest de Paris, recherche pour le développement de ses applications informatiques.

UN ANALYSTE CHEF DE PROJET
Etudes supérieures
4 ans d'expérience minimum. Connaissances : CICS, COBOL, ANS, DOS/VS, VSAM. Envoyer C.V., photo et prét. à n° 10.528 A. BLEU 17, rue Labet, 94 Vincennes.

Urgent hebdo couleur grand tirage
ASSIST. MAQUETTISTE
2 ans minimum exp., magazine ou revue, connaissance de la couleur et du montage bicolore. Adresser C.V. + prétentions à n° 845.119 M. REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEURS ELECTRONIQUES INFORMATIQUES
2 à 5 ans d'expérience en SOFT HARD. Exp. en SOPRAS, 100, bd Voltaire, 11°.

INGENIEURS ELECTRONIQUES
expérience en télécommunication spatiale et maintenance. UHF-VHF.

INFORMATIQUES
SOPRAS, 100, bd Voltaire, 11°.

IMPORTANTE SOCIETE SECTEUR DEFENSE recherche **STANDARDISTE** bilingue anglais **TELETYPE** bilingue anglais **NOTESSE** bilingue anglais

BONNE PRESENTATION
TN, 77-17-93, Mme MACHERE.

MATRA

FOR ITS PROCESS CONTROL AND COMMUNICATION ACTIVITIES MATRA IS LOOKING FOR

TECHNICAL WRITERS
(Réf. 003176 M)
EDITORS
(Réf. 003173 M)

capable of writing operational manuals in English, of describing material and of designing computing/telecommunication systems. The candidates must be bilingual French/English, have had training in electronic engineering/computing, and should preferably have had experience with computers in industry. These are positions suited either to young computer specialists with creative ability, or to experienced analysts wishing to use their acquired expertise in a similar field.

Please send C.V., recent photo and present salary to our Data-Processing Department, under chosen reference (please mark on envelope).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

SOCIETE INDUSTRIELLE DE TAILLE MOYENNE
C.A. : environ 300 millions de francs
Equipe de la maison
liée à un groupe important

créé le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

- Rattachement hiérarchique au Directeur Général, et fonctionnel au DAF du Groupe.
- 30 ans environ.
- Formation supérieure gestion ou diplôme d'ingénieur + formation complémentaire type IAE.
- Exp. de 5 ans minimum de contrôle de gestion en milieu industriel.
- 150 000 F/an.
- Est de la France.

Adresser curriculum vitae détaillé sous numéro 7501 à 4 le Monde + Publiété, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS - 9°, qui transmettra.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche pour SERVICE INFORMATIQUE PARIS et PAU

2 PROGRAMMEURS APPLICATIONS DE GESTION

DEBUTANTS OU CONFIRMES
DUT Informatique ou équivalent.
Connaissances techniques TEMPS REEL appréciées.
Dégarés des obligations militaires.

Ecrire avec C.V. et photo à No 51116, à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas (Tour 12.04) - 64000 PAU.

ingénieurs grandes écoles

E.C.P., MINES, A.G.M., ENSI...

CREUSOT-LOIRE offre à des ingénieurs débutants, diplômés d'une Grande Ecole des opportunités de carrière évolutive au sein de l'entreprise et du Groupe. Ils se formeront à nos activités en prenant en charge, dès la première année, des projets opérationnels correspondant aux besoins réels de différentes unités, et les préparant à leur affectation ultérieure.

Leur apprentissage des responsabilités se poursuivra dans le même temps grâce à l'acquisition d'une culture industrielle propre à l'entreprise, à base d'informations et d'échanges sur les activités et les procédures du Groupe.

Notre choix s'orientera vers de jeunes ingénieurs à fort potentiel, capables d'occéder à terme à des responsabilités d'encadrement à haut niveau dans nos centres de production et acceptant les exigences de mobilité qui en découlent.

Les candidatures doivent être adressées à CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement des Cadres, 15, rue Pasquier - 75008 PARIS.

CREUSOT-LOIRE

NOUS NE SOMMES PAS UNE MULTINATIONALE mais vous apprécierez la qualité de notre temps.

Pour l'étranger, nous avons besoin de vous, car : 1) Vous êtes un **BON PROGRAMMEUR** (vous avez une formation AFPA ou IUT, vous parlez COBOL, vous connaissez l'ASSEMBLEUR (BA et vous avez un an d'exp.). 2) Vous êtes un **EXCELLENT INGENIEUR CHEF DE PROJET** (vous avez continué d'évoluer, de conduire et de réaliser avec succès des projets de gestion de fait, que ce soit en batch ou T.P.).

Adresser lettre man. C.V. à : **TELE-SERVICES INFORMATIQUES** 69, rue Sainte-Anne, PARIS-2°.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE MULTINATIONAL
recherche **ASSISTANT-MARKETING** DEBUTANT, DIPLOME I.U.T.

Option : Technique de commercialisation, pour lui confier, au sein d'un groupe de produits, une fonction d'analyse des opérations marketing et des ventes, et la mise à jour permanente des données Produits.

Cette offre s'adresse à un jeune Homme libéré des obligations militaires, ayant le sens de l'organisation et le goût des chiffres.

Lieu de travail : **PLESSIS-ROBINSON (92)**.
Adr. lettre et C.V. dés. man. + photo, à SIFEP, réf. 264, 2, rue de Choiseul, 75002 Paris, qui tr.



recherche pour sa Filiale

THOMSON-CSF COOPERATION

CHARGÉE DE LA FORMATION DES CLIENTS ETRANGERS DU GROUPE THOMSON

ingénieurs et techniciens niveau BTS

dans les spécialités :

- **ELECTRONIQUE** Traitement de l'information RAOAR
Circuits analogiques
Technique Digitale
Visualisation
Communication Temporelle
Télécommunications
- **ELECTROTECHNIQUE**
- **ELECTROMECHANIQUE**
- **ANALYSE PROGRAMMATION**

Pour cours de formation sur matériel.

Expérience Pédagogique de plusieurs années dans la formation Professionnelle.

- ANGLAIS nécessaire
- ESPAGNOL souhaité.

Envoyer C.V., prétentions, photographie au Service du Personnel
147, rue Yves le Coz - 78000 VERSAILLES.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures ;
- célibataires, dégarés des obligations militaires ;
- libérés rapidement.

DEBUTANTS D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo, au pr. la date de dispon. à n° 51.360, **CORTESE PUBLITEC**, 30, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS - CEDEX 01, qui transmettra.


IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour son siège social situé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

CADRE COMPTABLE

au sein de la direction administrative et financière du groupe

Il succèdera le responsable du service de la comptabilité générale. De formation D.E.C. ou E.S.C. (option comptabilité), le candidat recherché aura acquis 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en comptabilité générale.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et prétent. à n° 51.334, **Courtesy Pub.**, 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.



emploi régional

Société Constructions Mécaniques, Electro-Mécaniques, Engine de Génie Civil, Littoral Atlantique, Centre Ouest, recherche :

UN INGENIEUR (AM, ENSM, ENSI, ENSAM...) Il lui sera confié l'ensemble des problèmes techniques (bureau d'études, gestion ateliers, achats...). Commerciaux éventuellement de Gestion de la Société. Forte personnalité demandée. Expérience de quelques années souhaitée.

Envoyer C.V., photo, prétentions à H.A.P. 3 bis, place de Marché, 85000 La Roche-sur-Yon n° 8.465, qui transmettra.

SOCIETE D'ETUDES
cherche à fortifier son portefeuille de **CONSULTANTS**

Pour missions de courtes durées (2 à 4 mois) dans les pays du tiers-monde.

Env. C.V., lettre manuscrite, domaine de compétence, photo et prétentions, à n° 10.527 A. BLEU 17, rue Labet, 94 Vincennes.

Rech. pour couple Paris et 2/3 mois Côte d'Azur. **CUISINIER CONFITURE** Logis, nourriture, sér. rés. exigées. **BON SALAIRE**

Ecr. n° 779, « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75247 Paris C. 09

AFRIQUE

GÉOMÈTRES

GENIE CIVIL
ANGLAIS INDISPENSABLE
Téléphone : 22-75-12.

IMPORTANT SOCIETE DE GESTION IMMOBILIERE
Quartier Opéra, C.A. 300 millions de francs
recherche

CADRE(S) DE GESTION LOCATIVE

Après une période de formation, les aspirants programmeront des responsabilités globales de gestion d'un domaine locatif diversifié.

Les candidats retenus devront avoir :

- Une formation supérieure (de type maîtrise en droit/sciences éco.) ou une formation bac avec plusieurs années d'expérience de l'activité de gestion d'immeubles ;
- Une personnalité dynamique avec d'excellentes aptitudes à l'encadrement et à la négociation et de réelles qualités de « gestionnaire ».

Adresser curriculum vitae détaillé + prétentions sous le numéro 7.843, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75247 Paris - Cedex 09

| | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 57,00 | 67,03 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00 | 16,46 |
| IMMOBILIER | 39,00 | 45,86 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,86 |
| AGENDA | 39,00 | 45,86 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,48 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADEES | Le m/m col. | T.C. |
|-------------------|-------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 39,00 | 38,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 28,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 28,40 |
| AGENDA | 25,00 | 28,40 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GROUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER

JEUNES DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

- Liberté des C.M.
- Débutants ou première expérience bancaire de un à deux ans.

POUR POSTES D'ATTACHÉS DE DIRECTION

A POURVOIR :

- DANS UN PREMIER TEMPS AU SIÈGE.
- AVEC MUTATION POSSIBLE EN PROVINCE APRÈS FORMATION.

Dans les deux secteurs suivants d'activité :

CRÉDITS « ACQUÉREURS » ET CRÉDITS « PROMOTEURS »

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous réf. L. 85, à TELEX P.A. 34, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Vous êtes demandeur d'emploi ou vous bénéficiez de tant que salaire d'un congé-formation de 1200 heures

L'institut de Gestion Sociale vous propose 9 mois de préparation professionnelle et d'entraînement aux fonctions de :

DIRECTION DE PERSONNEL ET FORMATION

15 candidats seront sélectionnés

DIRECTION D'UNITÉ ET CONTRÔLE DE GESTION

10 candidats seront sélectionnés

Ces deux cycles, conçus en liaison avec des entreprises, alternent travaux d'étude et d'application. Certains enseignements sont communs. Ils débuteront le 15 avril 1980.

Les dossiers de candidature doivent être demandés en précisant l'orientation à :

Programme Management avancé et gestion sociale INSTITUT DE GESTION SOCIALE

établissement privé d'enseignement supérieur à but non lucratif
25, rue François-1^{er} - 75008 Paris

RÉGION PARISIENNE

entreprise moyenne fabricant des produits de grande consommation filiale d'un important groupe français, leader sur son marché C.A. 75 millions, recherche

Directeur administratif et financier

dipômé grande école de commerce, sciences Po ou équivalent et ayant au moins 10 ans d'expérience en P.M.E. à un niveau similaire.

Env. dossier de candidature sous réf. 328 à BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche 75008 PARIS

BANQUE SPÉCIALISÉE CRÉDITS IMMOBILIERS

recherche

pour sa succursale de NEUILLY-SUR-SEINE

ATTACHÉ COMMERCIAL

sa fonction consistera à visiter clients et apporter affaires (Agente immobilière, Constructeurs) pour proposer et monter des crédits immobiliers acquiescents.

Ce poste s'adresse à un futur collaborateur intéressé par l'action commerciale ayant et possible :

- Une solide formation générale ;
- Un goût et des aptitudes pour les contacts commerciaux à tous niveaux.

Env. avec C.V., photo et prétentions sous réf. OV 276, à TELEX P.A., 34, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche son chef de laboratoire électronique militaire

(Techniques numériques)

Une expérience d'environ 10 ans en laboratoire d'études est requise.

Les perspectives d'avenir sont exceptionnelles pour un candidat à fort potentiel.

Adresser C.V. à no 51891 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SYDONIE Base de données juridiques de très grande envergure, recherche

RESPONSABLE DE LA COORDINATION INFORMATIQUE

«SYDONIE» est une base de données juridiques destinée à jouer un rôle primordial auprès de l'ensemble des professions intéressées. L'ingénieur grande école recherché afin d'assurer la coordination entre la fourniture, le service de production et la clientèle, aura en outre à faire évoluer le produit. Il devra se prévaloir d'une expérience informatique d'environ 4 ans au contact d'une clientèle.

La poste s'adresse à un ingénieur de tout premier plan.

Une pratique d'application temps réel ou de système de bases de données ou encore d'informatique juridique permettra d'aborder la mission dans les meilleures conditions.

Lieu de travail : Paris - déplacements en Province à prévoir.

Rémunération de l'ordre de 100 à 140 000 F/an.

Nous avons confié ce recrutement au G. CAM, à qui nous vous demandons d'adresser C.V., photo et prétentions.

G. CAM - Colette LENOIR (réf. 4722) Tour Maine Montparnasse B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

BANQUE PRIVÉE recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DES FINANCEMENTS MOYEN ET LONG TERME

EXPORTATION (NIVEAU CLASSE VI ou VII)

Il est demandé au (à la) candidat(e) :

- un diplôme d'enseignement supérieur ;
- une pratique courante de l'anglais ;
- une expérience bancaire (2 à 3 ans) dans le montage et la négociation des crédits à l'exportation.

Il est offert un poste à responsabilité :

- conception et instruction (DREX, COFACI) des financements ;
- recherche et suivi des contacts commerciaux chez les exportateurs en France ;
- négociation des crédits à l'exportation.

Adresser C.V., photo et prétentions, à n° 51425, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (17^e).

GROUPES INTERNATIONAUX DE SERVICES recherche

DIRECTEUR HOTEL ***

112 chambres sans restaurant CENTES PARIS

- Formation Ecole Hôtelière.
- 15 ans d'expérience dont 5 au moins à la tête d'un hôtel comparable.
- Anglais courant, parlé et écrit indispensable.
- Deuxième langue appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions, sous numéro 43.899, sans enveloppe, à :

J.R.P. 35, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTRO-MÉCANIQUES

recherche pour PARIS

UN (E) ASSISTANT (E) DE GESTION

destiné (e) à prendre en charge les problèmes de gestion générale et de gestion d'affaires.

Formation maîtrise de gestion ou équivalent. Plusieurs années d'expérience.

Env. C.V. dét., photo et prét. à n° 51.892, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-17^e.

PARIS

SOCIÉTÉ de MANUTENTION,
GARDIENNAGE, NETTOYAGE,
employant 1000 personnes
cherche

DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION
destiné dans un délai de 1 à 3 ans à devenir

directeur général

NOUS CHERCHONS :
Un homme d'hommes, organisé, réaliste en matière de rentabilité ; CONTRÔLE et AMÉLIORATION DES COUTS, décidé à apporter à un nouvel employeur ses compétences et ses relations commerciales pour le suivi et la rentabilité de la clientèle existante et la création d'une clientèle nouvelle.

NOUS OFFRONS :
à un candidat ayant l'expérience d'une profession liée au bâtiment ou aux prestations de services la possibilité d'un poste autonome et élargi.

Ecrire avec dossier détaillé et motivation à Mme D'ORNANT - FIDAL PARIS 18 bis de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES recherche

DIPLOMÉ DE GRANDE ÉCOLE scientifique ou commerciale

PROFIL REQUIS :

- débutant, impérativement ;
- intérêt pour la fonction « prestation de service » ;
- homme de terrain, doté d'un sens du commandement et de la gestion humaine ;
- tempérament commercial.

La carrière du cadre recherché commencera par un stage de deux ans, sur le terrain, au cours duquel la prise des responsabilités sera progressive. De larges possibilités d'avenir sont offertes à un candidat de valeur.

Lieu de travail : PARIS en proche banlieue.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 013 à :

ETCHEVERRY S.A.
26, rue de Belfort, 92400 COURBEVOIE.

CNEH

Le Centre National de
l'Équipement Hospitalier
recherche des

ingénieurs

GRANDES ÉCOLES (Spécialité : électronique ou électromécanique)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience pour - ses activités d'étude et de conseil sur le matériel médical.

La connaissance de l'anglais sera un atout.

Adresser un dossier de candidature (avec C.V., photo et prétentions) au CNEH

Département Études et Prototypes.
5 bis rue Pérignon - 75015 PARIS

INTERNATIONAL COMPANY needs for its rapidly growing Machine Tool Division two

SALES ENGINEERS

for the French Market.

Ideal candidates would have a technical background in metal working machinery or in pipe fabrication and have sales experience. They should have initiative, be reliable and able to operate independently. It is foreseen that they work out of their home in the initial stages.

Good knowledge of the English language is necessary.

Applications should be sent to T-Drill A.G., Industriestring 3, CH - 8134 Adliswil - Zurich.

All letters will be treated strictly confidentially.

BANQUE PRIVÉE

recherche pour son Siège dans le CENTRE DE PARIS

CHEF DE CONSERVATION TITRES

Envoyer lettre manuscrite et C.V. + photo à O.C.E.F., 60, r. de la Chaussée-d'Antin, PARIS-9^e, sous référence 1.500 M.

DEUX JEUNES SOCIÉTÉS (AUDIOS - STANDS - PUBS)

Déj. b. int. mil. aff.

RECH. P. PROSPECT. VRP 30/A. MIN.

Rém. à la com. - essai 3/6 mois.

Collab. ev + étroite si bs. résultat.

Chém. accept. si trs. dynam.

ÉCRIRE JOURNAL N° 7900

LE MONDE : 5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

AGENCE en PLEIN DÉVELOPPEMENT recherche pour PARIS

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

Avide de responsabilités, capable d'assurer le traitement de budgets services et industrie de haut niveau.

Formations souhaitées :

- Écoles Sup. de Commerce (REC, ESSEC...).
- Expérience agence grand public souhaitée.
- Rémunération en rapport.

Envoyer C.V. et prétentions, sous numéro 51.774, ConTEXTE Publ., 20, av. Opéra - 75001 Paris, qui tr.



GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

2 200 personnes, 600 millions de C.A.

Filiale d'un important groupe international recherche pour compléter son équipe de traitement de l'information à son Siège de

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Le poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé ayant acquis également une bonne formation en informatique.

Aptitudes et motivations déterminant carrière dans poste évolutif.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au Chef du Personnel 10, rue Jean-Pierre Timbaud 78301 POISSY

GILSON MEDICAL ELECTRONICS

P.M.E. internationale d'instrumentation scientifique - VILL. 1923-19-23L (85) recherche pour son laboratoire en création

RESPONSABLE D'ESSAIS DE LABORATOIRE

Formation universitaire conçue par licence en maîtrise de chimie physique de préférence (ou équivalente), ayant une expérience de la chromatographie en phase liquide sur colonnes, et une bonne expression orale en anglais.

Sa mission sera d'utiliser les instruments de CLRP, conçus et fabriqués par l'entreprise, pour participer à leur évaluation et à la formation des équipes techniques-claies des correspondants internationaux.

Env. avec C.V., photo et prétentions à : GILSON MEDICAL ELECTRONICS 72, rue Gambetta, 95400 Villiers-le-Bel (à l'attention de V. OBERTHUR).

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour son Unité de Production située Banlieue Est de Paris

Pharmacien

pour le poste de DIRECTEUR ADJOINT ASSURANCE QUALITÉ.

Le candidat devra posséder :

- 10 années d'expérience pharmaceutique
- un excellent contact humain
- des qualités de dynamisme et d'initiatives
- la pratique de la langue Anglaise (indispensable).

Adresser CV détaillé et prétentions sous référence 9753 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

demande

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

GAP 2 - COBOL - IBM 34 - IBM 43/42 Rémunération élevée x 13

Libre rapidement. Téléphoner pour r.v. au 260-38-22, poste 308

مكتبة من الأصل

ANNONCES CLASSEES

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.E. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 57,00 | 67,03 |
| IMMOBILIER | 14,00 | 16,46 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,88 |
| AGENDA | 39,00 | 45,88 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,45 |

| ANNONCES ENCAISSEES | La ligne | La ligne T.E. |
|---------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 33,00 | 38,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 5,00 | 5,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 29,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 29,40 |
| AGENDA | 25,00 | 29,40 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Société d'ingénierie générale
Bâtiment et infrastructure
avant son siège à
Montreuil-sous-Bois (93)
recherche Ingénieur diplômé
généraliste (I.T.P. A.M.)
ou équivalent
pour assurer la coordination
T.C.E. d'études et de travaux
2 à 3 ans d'expérience souhaitées
en B.E.T. ou équivalent.
Ecrire à : O.P.F. n° 4309,
2 rue de la Saxe, 93100
Tél. : 48.42.46

URGENT pour CLAMART
RÉDACTEURS
pour notices manuelles
techniques, susceptibles
de diriger un groupe de
travail.

IMPORTANT
SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche pour
MARSEILLE
OPÉRAT. PUPITREUR
Niveau requis :
B.T.S. + 2 ans min. expérience
sur système IBM
OSVS (niveau 320)
Ecr. EUDROUD, N° 4355,
2 rue Breteuil, 13001 Marseille.

ENTREPRISE T.P.
recherche
INGÉNIEUR
DEBUTANT
pour études de faisabilité
région parisienne
Ecr. C.V. et M. Casanova,
151, r. de la Pompe, Paris-16e.

UN AGENT COMMERCIAL
pour la France
— ayant de préférence une ex-
périence de la clientèle de
confiance ;
— ayant le sens des responsa-
bilités et l'aptitude à un travail
déterminé à poursuivre.
Adresser C.V. (sans référence)
et prêt à M. Perceval Sakers,
45, r. de la Chapelle, Paris-18e.

Importante Société
dans la spécialité de
COLLAGES (PVC)
Nous recherchons :
— 25 ans minimum
d'expérience professionnelle
généraliste ;
— bonne connaissance
technique et commerciale.
Libre de suite.
Stage de formation
une activité enrichissante,
une rémunération tr. importante
et des possibilités de carrière.
Soyez sérieux, téléphonez
moi ce jour au 338.44.99,
M. Chabard, 10 h. 30 à 13 h.
et de 15 h. à 17 h.

Important bureau d'études
spécialisé dans l'aménagement
de cadres de vie
CHARGE (E) D'ETIQUETTES
Formation grandes écoles.
Préparation quelques années
d'expérience dans divers
domaines de l'industrie
pour actions pré-contractionnelles.
Envoyer C.V. photo et prêt à
VALENTIN CONSEL, s/rd. 9122,
95, rue de Valenciennes,
75002 Paris.

Société de Documentation
recherche pour
CLAMART

AGENTS
TECHNICIENS
ELECTRONIQUES
EXPERIMENTES
pour rédaction de notices
techniques.
Tél. pour RV au 644-63-22
(Poste 216).

URGENT
VILLE D'ATHIS-MONS 91200
Recherche : Un rédacteur admi-
nistratif par voie de mutation
pour le service Information.
Recrutement et rémunération
conformément au statut du
personnel communal.
Adresser : Candidat, av. C.V. à :
Mme le Maire
91200 ATHIS-MONS CEDEX.

secrétaires
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
SECTEUR DÉFENSE, recherche
— Bilingue anglais
— 50 ans d'expérience appréciée.
DACTYLO
— Bilingue anglais
BONNE PRÉSENTATION
T. : 775-17-93 Mme MACHERE.

proposant com.
capitaux
Recherche TITULAIRE Carte
Prof. Immobilier-Transact.
Paris - Petites Couronnes.
Env. C.V. à M. 42.119,
NAVAS CONTACT
156, boulevard Neaumann,
75008 PARIS.

Produit breveté sans concu-
rence, rentabilité prouvée dans
d'autres pays, chercheurs per-
sonnels investissant environ
1.000.000 F. Ecrire à BONYF
France SARL, Grasse 2000, R.N.
567 - B.P. 100 - Grasse (FRANCE).

demandes d'emploi

RESPONS. RELATIONS EXTERIEURES INTERNATIONALES
Porte-parole Institution Commerciale et Industrielle
de premier plan.
• Relations Presse.
• Promotion.
• Communication Externe et Interne.
Publicité Institutionnelle.
+ exp. commerciale 10 ans + Angl. + Espagnol.
Ecrire n° 843 220 M - REGIE PRESSE.
85 bis, rue Beaumartin - 75002 PARIS.

Cherche travail dactylo, frappe
de manuscrit, thèses, documents,
travail à l'écrit.
253-01-24

INFORMATICIEN
34 ans, 13 ans d'expérience
— Analyse service intégré.
— Directeur S.S.C.I.
— Conseil Consultant indépendant.
Connaissances plusieurs
langues et constructeurs.
Langues étrangères :
— Portugais (Bresil).
— Anglais.
Pour raisons familiales
recherche situation
au BRÉSIL.
Ecr. n° 218, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75027 Paris C. 09

J.H. 29 ans, maîtrise droit so-
cial O.E.S., ergonomie 6 mois
expér., service de personnel à
mots expér., documentation de
toutes propositions. Ecrire :
Luc BENNOUN, 21 bis, rue des
Écoles, 75005 Paris - 33-64-44

JEUNE P.D.G.
FRANÇAISE
D'UN GROUPE CHIMIQUE
STUDIOIRAIT
PROPOSITION INTERESSE
Ecr. n° 2108, « le Monde » Pub.
5, r. Italiens, 75027 Paris C. 09

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialités
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)

CADRE DE DIRECTION TECHNIQUE OU
COMMERCE — Diplômé d'ingénieur de
mécanique, 44 ans, ingénieur électro-
mécanicien, Institut d'administration des
entreprises (I.A.E.), solides bases d'ad-
ministration et d'analyse. Expérience chef de
ventes et service techniques.

RECHERCHE : poste direction commerciale
ou direction d'usine ou adjoint direction
général. R.P. de préférence. (Section B.)

F., 48 ans, infirmière surveillante (CAPES)
en 1970. Soins des cadres de Strasbourg.
— 10 années d'expérience dans la fonction de
soin hospitalier, secteur privé (service de
médecine générale, gériatrie, cancérologie).
Intéressé par toutes les actions de
promotion.

RECHERCHE : poste à responsabilité.
(Section E.)

Jeune femme, DES de droit privé, titulaire
du C.A.P.A., diplômée des langues classiques
(Paris), diplômée de l'université de Debre-
cen (Hongrie).

RECHERCHE : traductions de hongrois,
littéraire de langue. Studierait toutes
propositions. (Section F.)

E., 43 ans, diplômé E.C.L.P. Cadre
commercial F.M.E. Position V.P.P. Respon-
sable d'un département produits imprimé-
ria. Expérience réussie de 13 ans dans ad-
ministration et responsabilité des produits
et gestion des stocks. Une habitude dans
contacts commerciaux à haut niveau.
RECHERCHE : fonctions similaires ou
approchantes. (Section E.)

s'adresser à : **ANPE**
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGENIEURS ET
CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt.
ST-HONORE, PRES VENDOME
CHARMÉ
Luxe, 223-77

4^e arrdt.
Près PLACE des VOSGES
Living à chère, confort, stands,
garage, 223-77

MARAI ST-PAUL - Living
1 chambre 11 ch.
2 étages, asc. calme, soleil.
Tél. : 27-45-19

MARAI Imm. classe, 54 pour
chambre, 11 ch. conf.
Belle vue, 223-77

MARAI Dans immeuble
de prestige, partie, 11 ch. conf.
2 p. TT CONFORT, état neuf.
2 étages, Vitr. 15 h. à 18 h 30 :
27, rue de la VERBERIE

HE SAINT-LOUIS
DUPLIÉ 5 P. 2 ch. conf.,
belle vue, 223-77

5^e arrdt.
CARON-LÉMONNE, Imm. 10
P. 2 ch. conf., 223-77

COLLEGE DE FRANCE
plein sud, duplex, 4 P. 75 m2,
chambre 5 ch. conf., ambiance
provinc. Téléphone : 223-77

RUE DE LA HARPE
DOUBLE LIVING, portes à
1 CHAMBRE, 2 ch. conf., 223-77

6^e arrdt.
CHERNE-MOÏ, ST-PLACIDE
45 M² PLEIN CIEL
Lux. Sol. Asc. 254-55-10

7^e arrdt.
38, R. VAREAU
NOUVEAU
DU STUOIO au 4^e GARAGE.
Sur place 11 à 19 h - 223-77

8^e arrdt.
MADREIN Elégant pied-
à-terre, 41 m2, tél. 20-51-10

11^e arrdt.
J'a vendus dans le 11^e 2 pièces,
entrée, cuis. Refait neuf, 3^e ét.
Tél. après 20 h au 223-77

13^e arrdt.
50 VOLTARE, 6ème ét.
MAGNIFIQUE 4 P.
345.000 F. Téléphone : 223-77-33

14^e arrdt.
TOLBIAC - Tour de standing,
3 P. Cuis. 70 m2, 140 Parking
42.000 F. Tél. : 24-35-17

16^e arrdt.
HOTEL PARTICULIER
4. VILLA MONTMORENCY.
SIEMER 500-78-72

PARIS XVI
RUE DU RANELAGH
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XVII
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XVIII
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XIX
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XX
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XXI
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

PARIS XXII
Grand choix de biens
avec parc de 1.000 m2 :
appartement 145 m2 habitables
+ 42 m2 balcon (trottoir), réception
75 m2 + 4 chambres + 3 s. de
bain. 19 h. 30 à 17 h. 30

locations non meublées

Paris
Vne 5/6ème, stég. dble living +
loggia + 3 chbres. 2 baign. 161,
bon possib. impeccable
5.400 F net. - Tél. : 588-54-59

NEUILLY-ROULE
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
BEL IM. P. T. 4^e ET. ASC.
67 PIÈCES
PRIX 1.510.000 F
S/placé CE JOUR, 14 h à 18 h :
2, RUE CHARTRON
ou Tél. 723-94-85

BOULOGNE MARCEL-SEMIAT
Imm. stand. 1977
4 P. 10 m2 + stud. compl. 17 m2
loggia 34 m2, garage, parc.
1.150.000 F, frais 2,5 %, 587-02-70

PROVINCE
La nature se fait rare -
INVESTISSEZ À PORT FITOU (Aude)
Pour vos vacances ou studio au 3^e étage
de 185.000 à 320.000 F T.T.C. et détaxes
— 51 m2, 2 ch. conf., 223-77

PROVINCE
Ski en HAUTES-ALPES (74)
SAINT-GERVAIS - NEVEGE
MORZINE - LA CLUSAZ
LES GETS - TIGNOLIN
LA CHAPPELLE-D'ONNANCE
Sud 4 pers. à partir 150.000 F
CHALET à partir 425.000 F
S.O. rue de Lac - COZENT,
74200 Thonon. Tél. (02) 71-79-49

LA POUX-DALLOS
Studio équipé, 4 personnes.
Téléphone : 223-77

ACHETE COMPTANT PARIS
1 à 3 PIÈCES
2. AVIS MIEUX QUE
AVANT DE VENDRE
Consultez aussi
SERGE KAYSER
pour estimer votre bien
32-60-48

ACHETE CHER
immeubles bons quartiers
Paris, 19^e, 18^e, 17^e, 16^e, 15^e,
Société de 1^{er} ordre toutes
références. Ecrire PROMOCTIC
av. P. Doumer, Paris-19
téléphone au 503-14-14 poste 25

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

ACHETE MURS
DE BOUTIQUES ET
IMMEUBLES
VIDAL - 563-83-55

locations non meublées

Région parisienne
Pour Sds européennes cherche
villes, pavillons pour CADRES.
Durée 2 à 6 ans. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour 20 directions :
bons départements de standing
4 pièces et plus. - 223-77-02

TOURISME

De notre envoyée spéciale

Il est maintenant permis d'espérer que les experts tireront quelques éclaircissements et quelques enseignements sur l'affaire d'Ixoc-1. Mais ce deuxième chapitre de l'histoire tristement célèbre de ce puñs en éruption risque d'être aussi long que les neuf mois d'anxiété quotidienne qui viennent de s'écouler.

SYLVIE CROSSMAN.

28 mars en Assemblée Extraordi-
naire à Lannion.

trente-trois chantiers, à nettoyer la côte souillée par le fuel, nous apprenait que le juge d'instruction de Gland, M. Florent, a été chargé du dossier du naufrage du *Tamto*, sur réquisition du procureur général du parquet de Gland. Le juge Florent a décidé de déterminer si la pollution occasionnée par le naufrage peut avoir des conséquences pénales, et il veut se faire rechercher qui est responsable.

An Elviro, le tribunal de grande instance, a prononcé la saisie des deux navires argosiers *«L'Albatros»* (7800 tonnes), qui avait été remorquée dans la partie arrière du bateau, jusqu'à l'autre rive du lac, pour le déchargement. Le juge a ordonné la saisie conservatoire de ces deux navires. Ces deux décisions ont été prises à la requête de quatre associations de pêcheurs : l'Association, Pleumern-Bodon et Lannion.

Enfin le Comité de coordination de vigilance des élus du littoral a nommé Jean-Yves Simon, appelé «*le*

● Les parlementaires socialistes, réunis mardi 25 mars à Marseille à l'occasion d'une journée d'étude, ont adopté une résolution relative au naufrage du pétrolier *Tamto* et à la pollution du littoral breton. Ils ont décidé de demander au gouvernement d'information fasse le point sur l'action du gouvernement depuis deux ans et notamment sur la suite donnée aux actions-quinze recommandations contenues dans le rapport d'enquête parlementaire sur l'Amoco- Cadiz. Ils ont décidé de demander l'ouverture immédiate d'une commission parlementaire permanente d'enquête et de contrôle, qui devra notamment avoir pour tâche plus précise, pour les cinq années à venir, «comprendre des actions régionales et nationales, ainsi qu'une action internationale incluant l'échelon européen».

Les activités de l'agence de voyages Klat-Travel, qui s'était antanément spécialisée dans les vols charters et est en état de règlement judiciaire depuis le 20 mars, devraient être reprises en location-gérance par la société d'exploitation Tour-Orient-Tour-West, si le tribunal de commerce de Paris en est d'accord (Le Monde, du 22 mars).

Les difficultés financières de Klartavel conduisent à poser plusieurs questions. Représentent-elles les signes avant-coureurs de la grande crise que les professionnels du tourisme — hôteliers, agents de voyages, compagnies aériennes, — redoutent de voir apparaître sous les effets conjugués de la hausse du prix du pétrole, de l'inflation générale et de l'amenuisement du pouvoir d'achat ? Un dossier publié par le manuel *Répertoire des voyages* montre que l'agence Klart n'a pas pâti d'une telle crise. En effet, le classement d'après le chiffre d'affaires avec 147 millions de francs, est huitième au classement selon le nombre de voyages à forfaits produits avec soixante-huit mille clients, elle obtient le ruban bleu de la croissance de 1976 et 1977, et figure au rapport à 1978 parmi les trente plus importants fabricants de voyages français.

Deuxième question : l'agence a-t-elle grandi trop vite ? L'explication n'est pas invraisemblable. Les

quatre actionnaires de la nouvelle « société d'exploitation Tour-Orient-West » ont décidé d'injecter, à parts égales, un peu plus de 6 millions de francs dans la société Kiet-Travel, dont les programmes de voyages restent inchangés. L'agence de voyages Albotra, filiale de la fédération du Pas-de-Calais du Crédit mutuel, l'Agence Belge des Voyages et du Tourisme, la Société Générale de voyage, l'agence Omnia Incentive et le Service de voyage belge, vont ainsi multiplier par quinze le fond de roulement de la société. Ainsi seront sans doute levées les difficultés de trésorerie, et sera assainie la gestion, comme le reconnaît d'ailleurs M. Lucien Kiet (il demeure directeur technique du nouveau « mensuel ») lorsqu'il déclare que c'est « l'invention, d'un côté, mais aussi être bon gestionnaire d'un autre, indispensable ».

Il ne faut pas méconnaître enfin les agacements — pour ne pas dire plus — qu'a pu susciter l'agence Klat auprès des compagnies aériennes régulières. Par sa politique de charters et de bas tarifs aériens, Klat fait partie, avec l'agence Nouvelles frontières et l'association Le Point, de Mulhouse, de ces marchands de voyage imaginatifs qui ont conduit Air France, — stimulée — par ailleurs par la concurrence internationale, à baisser ses prix en créant, par exemple, des « vols vacances ».

L'agence Kiat est à l'origine du premier charter entre Paris et Tel-Aviv, qui attirait, explicitement, les foudres de la compagnie El Al et, *in partu*, celles d'Al'France, qui lui est associée. Faut-il s'étonner que le télex annonçant — à tort — que « le groupe Kiat était en état de cessation de paiements » et ordonnant « de ne plus travailler avec ce tour-opérateur » soit parti d'Al'France ? D'où la méfiance des agences de voyage jusqu'au dépôt de bilan du 20 mars.

A travers les difficultés de l'agence KLM ou de la Société entilienne de transports touristiques (S.A.T.T.), seule compagnie française de charters long-courriers, on ne manquera pas de poser, une fois de plus, le question du monopole de fait des deux grandes compagnies françaises, l'une de droit public, Air France, l'autre de droit privé, U.T.A.

Air France et U.T.A. peuvent à bon droit se réclamer de la sécurité de leurs horaires, la qualité de leurs prestations en vol, la densité de leur réseau commercial, la commodité et la fiabilité de leur service de réservation, les obligations de service public qu'on leur impose... Pourquoi ne laisseraient-elles pas de vraies charters françaises montrer aux catégories les moins fortunées ce chemin du ciel ?

ALAIN FAUJAS

* Répertoire des voyages,
février 1980, 40, rue du Colisée,
75381 Paris Cedex 08.

UN RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La pénurie de logements conduit à une véritable ségrégation sociale en Ile-de-France

Avant guerre, le coût du sol entraient pour 23 % dans le prix de revient des immeubles construits à Paris. Aujourd'hui, il représente 60 % de ce coût. Telle est une des constatations du rapport établi par M. Jean Lemnais, présidents de l'Association des organismes d'H.L.M. de la région d'Ile-de-France, au nom d'un groupe de travail du comité économique et social chargé d'étudier la politique foncière de l'habitat social en Ile-de-France. Ce rapport a été accueilli favorablement le mardi 25 mars en assemblée plénière du comité.

Le constat établi est maintenant bien connu : « Vivre en ville tend à devenir un luxe inaccessible de plus en plus nombreux ». Aussi M. Lemotte et M. Jean-Maurice Esnault, président du C.E.S., demandent « que l'on cesse d'arguer de la stabilité démographique de l'Ile-de-France pour justifier la poursuite de la décentralisation ». Ils déclarent : « On renonce une bonne fois à dire que les besoins quantitatifs en logements sont satisfaits (...) que l'on ne considère plus a priori l'habitat individuel comme un bien et qu'enfin on réhabilite le logement opérationnel... Il s'agit en définitive, disent-ils, de substituer

une politique volontariste à un certain immobilisme, qui se pose colonisateurs en gardien des équilibres naturels et en défenseurs des intérêts des populations locales. Mais, à peu, la protection des autochtones.

Pour le groupe de travail les axes de recherches sont : le logement en région parisienne non multiples. D'abord, bien sûr, le rôle du soi comme « valeur » ; puis, la question de l'habitat groupementaire, et particulièrement la taxation des plus-values qui pénalise toute mise de terre.

Les municipalités qui « sent quelque chose de hostile » pour des motifs divers, à toutes programmations, sont les premières à se défendre. Les habitants actuels de ces lieux en voie d'urbanisation qui constituent des comités de défense ont tout nouvel efflux de ré-

M. Lemoine constate qu'il faudrait soixante mille logements supplémentaires en Ile-de-France (à quoi s'ajoutent au moins trente mille logements à remettre en état), alors que, « si on ne fait rien », on s'achemine, selon toutes probabilités, vers un rythme annuel de quarante mille logements seulement. Il souhaite donc que la puissance publique se fixe un objectif : « mettre un terme à la ségrégation, à l'échelle de la ville », et, pour cela qu'elle maintienne le plus grand nombre possible de personnes actives dans des

quartiers bien équipés » ; cela implique « de loger des personnes relativement pauvres là où le sol est cher ». Cette volonté d'aider le logement social est, aussi celle du Conseil régional. Son président, M. Michel Giraud, qui en a parlé à M. Valéry Giscard d'Estaing, le lundi 17 mars, à l'Elysée, voudrait que cette action devienne « une des priorités pour la région ».

Pénaliser la rétention des terrains

Le groupe de travail du comité économique et social propose, notamment, sept mesures. Il propose, en premier lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en deuxième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en troisième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en quatrième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en cinquième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en sixième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains. Il propose, en septième lieu, d'augmenter de 100 p. 100 le montant des droits de mutation à l'achat des terrains à bâtir, en fonction de la superficie des terrains.

D'autres mesures sont de la compétence de la région. M. Lemoine propose que celle-ci ne finance que des opérations béné-

Construction navale

● **Quinze navires crevettiers pour le Mozambique.** — La direction du Trésor ayant donné son accord pour fournir une aide de plus de 100 millions de francs au Mozambique, ce pays va vraisemblablement passer commande de quinze navires crevettiers aux chantiers français.

L'immobilier

[illegible]

débat sur les
l'Assemblée

MEHAIS : il ne faut pas
aller à Mme Thatcher.

PASSEZ

Langues vivantes
Ch. Byles: 720.41.60 - Nation: 37
Vendôme: 261.54.31 - P. 1

économie

LA CRISE DE L'EUROPE VERTE

Le débat sur les prix agricoles à l'Assemblée de Strasbourg

(Suite de la première page.)
Celle-ci est étonnante et fâcheuse : d'abord parce que la proposition de super-prélèvement constitue un des éléments centraux du dispositif de stabilisation de la production et des dépenses agricoles ; ensuite parce qu'il est apparu au cours des semaines précédentes que le sujet constituait un des principaux points de discussion entre les ministres de l'agriculture des Neuf.
Il était par contre beaucoup plus difficile de prévoir en début d'après-midi l'issue du débat sur la fixation des prix agricoles. C'est dans la partie non encore examinée des amendements que figurait ce sujet. Une majorité disparate s'était dessinée pour une hausse des prix supérieure aux 2,4 % moyens proposés par la Commission. Mais les groupes politiques étaient furtivement divisés à ce propos. Tout particulièrement celui des socialistes.
Les travaillistes britanniques se sont montrés favorables au « gel » des prix — Mme Castle s'est même prononcée pour une réduction de 1 % — alors que les Français, comme l'a expliqué mardi Mme Cresson, estiment que l'ajustement de 7,9 % préconisé par la Commission de l'agriculture du Parlement « permettrait une petite leçon de maintien du niveau de vie de nos agriculteurs, dont, pour certains, le revenu ne cesse de baisser depuis cinq ans ».
En revanche, une fraction importante de l'Assemblée devait se prononcer en faveur de la politique de prix très prudente préconisée par la Commission européenne (plus de 2,4 %).
L'autre partie, apparemment plus nombreuse, s'est déclarée favorable à un relèvement des prix plus substantiel, mais elle est elle-même divisée. Certains parlementaires ont estimé (les libéraux et les démocrates-chrétiens) qu'ils ont une meilleure chance de l'emporter en préconisant, à titre de compromis, un

relèvement des prix communs de 5 %. En revanche, M. Franchini (P.C.F.), qui s'est dit « choqué » par les propositions de M. Gundlach, a clairement indiqué que les communistes français ne se prêteront pas à un tel compromis.
Les socialistes français, quant à eux, se concentraient, mardi 25 mars, sur la tactique à suivre, certains d'entre eux estimant plus utile, dans la perspective du débat devant les ministres de l'agriculture des Neuf, de « faire passer » un avis préconisant un relèvement des prix de 5 %, plutôt que de se retrouver devant une absence d'avis de l'Assemblée. On s'entendait, également, pour les mêmes raisons tactiques, sur l'attitude qu'il fallait prendre les parlementaires DEP (le groupe des Démocrates européens de progrès) au siège des R.P.A. (Rassemblement pour l'Europe).
Au cours des débats, les Britanniques ont été à plusieurs reprises fortement critiqués par les orateurs français et réciproquement. Le débat a pris parfois, un tour très vif. M. Deouy (Union conservateur, Royaume-Uni) a vivement critiqué M. Chirac : « Premier responsable du chaos agricole dont nous souffrons », M. Debré (D.F.P., France) a répondu en répliquant en menaçant l'Assemblée d'un boycott par son parti : « Si nos amendements sont rejetés, nous ne serons pas comptés dans ce débat devant la Communauté ». Affirmant qu'il n'y a pas de marché commun sans politique agricole commune, il a souligné que « la suppression de celle-ci aboutirait au retour du protectionnisme agricole et industriel ».
Pour sa part, le président de la Commission européenne, M. Jenkins, a invité l'Assemblée à se prononcer en faveur d'une politique de prix rigoureuse. Ce discours a été accueilli de manière diverse par les parlementaires. Il est en vérité assez étonnant : président de la Commission, dont un peut se demander si c'est bien son rôle, a émis des avis favorables au rejet par l'Assemblée, voilà quatre mois, du budget de la Communauté.
« Vous l'avez fait, 4-5-0 », expliqua, parce que vous trouvez que la part des dépenses de soutien agricole était trop importante. (...) Ce rejet a été généralement interprété comme une illustration de la volonté du Parlement d'influencer plus directement le processus de décision dans la Communauté. Le temps est venu d'arrêter le cours de l'illustration des intentions ainsi exprimées. »
Il faut donc, selon M. Jenkins, appuyer la Commission, qui élabore les idées de l'Assemblée, à propos pour 1980 une politique agricole rigoureuse. C'est pour le moins oublier que les propositions d'économies suggérées par l'Assemblée en novembre et en décembre — les fameux « amendements Dankert » — étaient beaucoup plus modestes et de beaucoup moins traumatisantes que ce qu'a préconisé ensuite la Commission. Ce complot sur le thème « Commission Parlement », même combat, outre son évidente démagogie, apparaît à tous égards contestable.

PHILIPPE LEMAITRE.

● La Grande-Bretagne autorisera l'importation de viande de porc des Pays-Bas à compter du 1^{er} avril, pour la première fois depuis son adhésion au Marché commun, a annoncé le ministre britannique de l'Agriculture. Les restrictions qu'elle imposait jusqu'à ce jour à ces importations étaient motivées par des raisons vétérinaires. Par ailleurs, la Commission européenne vient de donner trente jours à la Grande-Bretagne pour lever les restrictions administratives qu'elle impose sur les importations de lait en provenance des autres pays de la Communauté.

A STRASBOURG : LES PAYSANS EUROPÉENS EN COLÈRE

« On reviendra autant de fois qu'il le faudra... »

Strasbourg. — Ils étaient venus des quatre coins de l'Europe, vraiment unis pour une fois dans une même colère, une même détermination, irlandais et italiens, Océans et Luxembourgeois, Allemands et Néerlandais, Belges, Britanniques en petit nombre, et Français de toutes nos provinces, Corse comprise. Neuf pays parlant le même langage, celle des laboureurs et des semenciers, des moissonneurs et des troupeaux, du soleil et de la pluie : le langage de la terre, la seule au monde, peut-être, qui ait su passer d'interprètes.
Un peu endimanchés — les plus de cinquante ans, pour la plupart dans la costume des jours de fête, le cou mal habillé ou le carcan de la cravate — ou très à l'aise — les jeunes générations, en jeans et blousons, le chapeau un peu plus long que leurs pères, — ils avaient commencé à débarquer sur le coup de 11 heures, par autobus entiers, devant le grand hall Rhénus, au Wacken, le périmètre strasbourgeois des foires et expositions. Banderolles, calicots, effluents à roulette, et bonne humeur obligatoires. On prend place, le casse-croûte à portée de main, sur les gradins.
La salle — près de cinq mille places — est comble à midi, lorsque s'ouvre l'Assemblée générale extraordinaire plénière sous le triple égide du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la Communauté européenne), du COGECA (Comité général de la

De notre envoyé spécial

coopération agricole de la C.E.) et du CEJA (Conseil européen des jeunes agriculteurs).
Après que le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin, M. Louis Rudloff, ait souligné combien il était « indispensable que la COPA manifeste sa déception et son profond mécontentement à ces parlementaires laus du suffrage universel, ces parlementaires sur lesquels beaucoup avaient fondé de grandes espérances », c'est au tour du président du COPA, M. von Hiesmann, de dire, dans une tempête d'acclamations, qu'il est temps de cesser d'être « les boucs émissaires de toutes les erreurs et omissions et de tous les problèmes qui se posent actuellement à la Communauté », rappelant un passage que, depuis cinq ans, « les revers des agriculteurs se sont dégradés de manière catastrophique », et concluant son long propos par un « nous lutterons sans relâche, car on ne peut plus se contenter de résolutions et de déclarations de bonne intention ».
M. Henri Nouyrit, président du COGECA, O'Brien (Irlande), président du CEJA, Lufey (Pays-Bas), vice-président du COPA, et Guillaume, président de la F.N.S.E.A., lui succéderont au micro, où Mme Fahy (Irlande), présidente de la commission féminine, a rappelé le rôle des femmes dans le monde rural.

Mégaphone aidant

Il est 14 heures. Les neuf tracteurs, qui portent chacun en travers du capot un carton où est inscrit le nom de l'un des neuf pays de la Communauté, se mettent en marche. Carrières, de six à sept mille manifestants, qui occupent sur toute leur largeur les allées du parcours — via la place de Bordeaux, l'avenue de la République, les allées des Vosges, l'allée de la Robespierre,

l'avenue de l'Europe, — marchent dans la bonne humeur, sous un dais multicolore de banderolles en neuf langues, de drapeaux nationaux, de pennons où des caricatures qui, même souvent maladroitement dessinées, n'en disent pas moins les vraies raisons d'un immense mécontentement. Un millier d'agriculteurs alsaciens, basard vert et boîte de bière en

poche — la marche, cela donne soit — assurent le service d'ordre tout au long du parcours, où les Strasbourgeois — par peur d'éventuels affrontements ou par manque d'intérêt ? — se comptent sur les doigts d'une main, comme le service d'ordre, d'ailleurs, réduit à quelques gardiens de la paix déboussolés, ostentés aux carrefours, et quelques voitures hâtivement d'antennes en tête et en queue de cortège.
Il est 15 h. 30. La longue cohorte atteint enfin le Palais de l'Europe, au moment même où un grain d'une rare violence s'abat sur la ville, amolissant les calicots et les oriflammes, mais non les ardeurs. Si on a doublé les barrières de sécurité, les forces de l'ordre se font, ici encore, d'une rare discrétion. Quelques cars, dans les avenues adjacentes, mais ni caques, ni bouillottes, ni vagues provocatrices.

Il y aura tout juste un début de boucaille, quelques horions et un instant d'aflolement, lorsqu'une petite escouade d'agriculteurs franchira les protections, s'approchant dangereusement du grand bâtiment de béton et de glace. Mlle Simone Vail, très courtoisement, saura, finalement, mégaphone aidant, trouver les mots qu'il fallait dire : « Je suis une femme, vous savez, nous sommes vos problèmes et vos pétitions, vous pouvez venir chez vous, vous avez accompli votre mission », et elle notamment déclaré dans la confusion générale. La pluie continue de tomber. « On reviendra autant de fois qu'il le faudra », dit un homme en roulant sa banderole. La flot des manifestants s'éloigne vers le parc des expositions, vers les camps qui vont reprendre, tout à l'heure, le chemin des hameaux et des fermes.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

L'ITALIE PROPOSE QUE LE CONSEIL EUROPÉEN SE RÉUNISSE ENTRE LE 26 ET LE 29 AVRIL

La présidence italienne au Conseil de la Communauté européenne a proposé que le prochain Conseil européen (sommet des Neuf) se tienne entre le 26 et le 29 avril. De nombreux journaux européens estiment que l'ajournement de la réunion précédemment prévue pour les 31 mars et 1^{er} avril — a permis dans l'immédiat d'éviter « une catastrophe » (Le Soir de Bruxelles) étant donné l'impossibilité d'arriver à un accord sur les revendications budgétaires britanniques.
A Londres, l'opposition travailliste accuse le gouvernement d'avoir fait marche arrière et de « tromper le pays, la presse et les communes » (M. Shore, responsable travailliste pour les affaires étrangères) en présentant, comme nouvelles d'anciennes propositions de la Commission, l'annonce de l'ajournement du Conseil européen. M. Lawson, secrétaire au Trésor, avait fait état d'un nouveau document de la commission susceptible de fournir la base d'une solution (le Monde du 26 mars). Or il ne s'agissait que d'une synthèse de propositions anciennes (surtout) que le gouvernement français, pour sa part, reproche d'être trop vagues.

Le porte-parole du Foreign Office a d'ailleurs reconnu mardi après-midi que ce document ne contenait rien de « réellement nouveau ». — (A.F.P.)

La « guerre du moulin »

« UNE PROCÉDURE D'URGENCE CONTRE LA FRANCE NE S'IMPOSE PAS »

estime l'avocat général de la Cour européenne

Saisie une nouvelle fois du dossier du moulin par la Commission de Bruxelles qui demande qu'une procédure d'urgence soit mise en œuvre contre la France, la Cour européenne de justice de Luxembourg devrait faire connaître sa décision vendredi 28 mars ou lundi 31 mars.

Cependant, mardi, l'avocat général a indiqué devant la Cour que la procédure de référé — qui permettrait de prendre des mesures provisoires contre la France — ne s'imposait pas dans la mesure où elle préjugerait de la décision définitive que la Cour européenne doit prendre dans quelques mois.
Ce faisant, l'avocat général a émis en partie les thèses françaises. Lundi, en effet, le représentant de la France avait tenu des propos semblables, et souligné que le système français de limitation quantitative de la production des importations ne provoquait pas de « dommages irréparables » aux éleveurs britanniques.
La France refuse de supprimer son régime de protection des élevages de viande ovine, tant qu'une organisation communautaire du marché pour ce produit ne sera pas mise en place. Lundi, elle a adressé une lettre au conseil des ministres de la C.E.E. pour dénoncer la carence des institutions communautaires.

● Manifestation agricole à Toulouse. — Des membres du centre départemental des jeunes agriculteurs et du MODEP ont empêché mardi après-midi 26 mars, l'inauguration du quarante-deuxième concours régional agricole par le préfet de la région Midi-Pyrénées et Parc des expositions de Toulouse. Un nombre de plusieurs centaines, ils ont crié : « Le moulin ouïro, le région ouïro », et ont tenté de barrer l'entrée de l'exposition.

CORRESPONDANCE

N'insultons pas les moutons écossais

M. Michael Fry, correspondant du SCOTSMAN pour les questions européennes, nous écrit : Dans son article « J'y suis, j'y reste » (le Monde du 20 mars), André Fontaine écrit que les moutons écossais sont « parfaitement inconnus d'être fétus, ou l'un des enfants de la dernière guerre de Cent Ans ». Durant la guerre en question, l'Ecosse et la France étaient alliées contre l'Angleterre, une alliance à laquelle bon nombre de nos compatriotes écossais souscrivent encore volontiers de préférence à celle dont ils jouissent actuellement. Une telle référence constitue donc une insulte impardonnable envers les moutons écossais.

[Même excuse pour nos moutons. Comme dit le proverbe, on ne saurait penser à tout... — A. P.]

CONJONCTURE

LA HAUSSE DES PRIX EN FÉVRIER

(Suite de la première page.)
La hausse de l'or et de l'argent, par exemple, a provoqué un fantasme renchérissement de nombreux produits (bijouterie) et services (dentisterie). De même le relèvement des prix des produits pétroliers le 21 février (+ 8 centimes par litre) a entraîné une hausse de 11 centimes pour le fuel A-11 pesé sur l'Indice. Ces causes externes expliquent environ trois dixièmes de la hausse de février.
Il n'en reste pas moins vrai que, dans le climat inflationniste actuel, industriels et commerçants (les grossistes comme les détaillants) profitant de la forte demande augmentent leurs prix et leurs marges. Il n'est pas certain que les fabricants enregistrent dans de nombreux pays étrangers (+ 1,7 % en Italie en février, + 1,4 % en Grande-Bretagne, + 1,1 % en R.F.A., + 1,4 % aux Etats-Unis, + 1 % au Pays-Bas) neutralisent toutes les mauvaises nouvelles que les mauvais résultats de janvier et février devraient normalement avoir sur l'économie fran-

çaise. En fait industriels et commerçants semblent se contenter de profiter de la facilité des années d'après 1968 avait érigées en système de gestion.

Taux d'intérêt des Caisses d'épargne porté à 7,50 %

Le relèvement de 1 % du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne, porté de 6,50 à 7,50 % jusqu'à la fin de 1980, était très attendu. L'accélération du rythme de l'inflation rendait chaque année, aux yeux de beaucoup, la disparité croissante entre une hausse des prix qui dépasse 13 % l'an et un niveau de rémunération de l'épargne populaire resté inchangé depuis le 1^{er} janvier 1976.

Le gouvernement, qui avait jugé bon de relever de 6,50 à 7,50 % ce niveau pendant l'année 1975 — époque où précisément le taux d'inflation dépassait 13 %, — l'avait ramené à 6,50 %, depuis, la hausse des prix s'étant ralentie.

Dès le début de janvier 1980, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, avait souligné cette disparité à l'occasion d'un décret de décembre 1979 qui maintenait le taux de 6,50 % pour l'année 1980 tout entière.

Au début de ce mois, il écrivait au premier ministre pour lui rappeler « l'insuffisance des taux d'intérêt du livret A des caisses d'épargne ». Le maintien des 6,50 % s'ajoutait au fait que l'inflation comptait tenu de l'aggravation de l'inflation. Rue de Rivoli, chez M. Monory, ministre de l'économie, on ne paraissait pourtant pas pressé de relever le taux en question, pas plus qu'à Matignon d'ailleurs.

Mais les réticences de Rivoli et de Matignon allaient être balayées par l'Élysée à l'issue d'un entretien qu'avait eu M. Giscard d'Estaing et Bergeron lundi, l'Élysée faisait savoir qu'un éventuel relèvement du taux d'intérêt des livrets était l'objet d'une décision prochaine du gouvernement. C'est chose faite.

Conséquence pratique : une majoration de 1 % sur les 278 milliards de francs de dépôt du réseau de l'Épargne, sur les 150 milliards de francs des Caisses d'épargne postales et sur les 45 milliards de francs du livret bien du Crédit mutuel, représente un coût de près de 3 milliards de francs pour le Trésor. Celui-ci sera récupéré en majorant les taux des crédits consentis aux collectivités locales, aux E.L.M. et aux particuliers bénéficiaires de prêts au logement, notamment.

Al. V. et F. R.

LES PRIX A LA CONSOMMATION ONT AUGMENTÉ DE 1,4 % EN FÉVRIER

Washington (A.F.P., Agf.). — L'indice américain des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % en février, soit du même pourcentage qu'en janvier. Cette hausse équivaut à un taux d'inflation de 18 % en rythme annuel, ce qui est le niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre. Ce sont les prix de l'essence et du masout, ainsi que les taux d'intérêt des prêts hypothécaires qui ont le plus augmenté. En revanche les prix alimentaires sont restés stationnaires, comme cela avait déjà été le cas en janvier.

Compte tenu de cette hausse qui intervient une dizaine de jours après la présentation par le président Carter du programme de lutte contre l'inflation, les revenus réels des Américains ont diminué de 1,4 % en février, après avoir baissé de 1,3 % en janvier et de 0,4 % en décembre. En un an, la diminution du pouvoir d'achat a été de 7,8 %.

Le Monde
classés et documents

L'ESPAGNE LE SYNDICALISME DES CADRES

Le numéro : 5,50 F
Abonnement au 1^{er} trimestre (3 numéros) : 15 F

PASSEZ VOS VACANCES DE PAQUES
PASSEZ VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT.

CHEZ BERLITZ ET VOUS

Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues. Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.

Langues vivantes. **BERLITZ** Organisme privé.

Ch.-Eysiesse 720.41.60 - Nîmes 371.11.34 - Orléans 742.13.39 - Paris 633.98.77 - St-Augustin 522.22.23 - V. Hugo 500.34.38
Vandœuvre 261.64.34 - Boulogne 609.15.10 - La Défense 773.68.16 - St-Germain-en-Laye 973.75.00 - Versailles 950.08.70

Deux régimes de retraite

Valent mieux qu'un

(Proverbe d'assuré social avisé)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

Assurance-Vie

Complément de retraite

Votre avenir est entre vos mains

innovez économisez

En travaillant directement avec deux indépendants créatifs concepteurs, graphistes illustrateurs, conseils en fabrication.

- structure souple très concurrentielle
- diversité de création • rapidité
- suivi en fabrication au meilleur prix

signes, annonces, affiches, brochures, catalogues, mailings, etc.

Boulangier, Garcia

41 Bd Lannes 75016 Paris

504.03.56

vous venez de lire cette annonce comme vous aimeriez que l'on lise les vôtres: 504.03.56

CHAUVES!

LA MICRO-PEAU EXISTE, IL SERA DIFFICILE DE FAIRE MIEUX.

Daniel VERFAILLIE

Nous pouvons enfin vous faire bénéficier de la dernière technique pour remplacer définitivement les cheveux perdus!

Entretien toutes marques.

Renseignements confidentiels à :

Institut MEN'X

30, rue Cambacérès 75008 Paris

(3^e Marneville) Tél. : 261.67.116

Consultation de 11 h 30 à 19 h sur rendez-vous.

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Il vaut mieux vivre de ses rentes au soleil que sans le soleil sous la pluie.

(Proverbe de retraité heureux)

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

Assurance-Vie

Complément de retraite

Votre avenir est entre vos mains

ÉNERGIE

La Chine fonderait désormais davantage sa politique énergétique sur le développement du nucléaire

De notre correspondant

Pékin. — La Chine doit-elle désormais avoir recours à l'énergie nucléaire ? En l'espace d'une année, des réponses contradictoires ont été données à Pékin à cette question. Au mois de novembre 1979, lors d'entretiens avec le ministre français du Commerce extérieur, M. Cernisi, le vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping annonçait lui-même que la République populaire se proposait d'acquiescer deux centrales nucléaires d'une puissance de 900 mégawatts chacune qui devaient être construites par la société Franco-chinoise.

Quelques mois plus tard, ce projet était « ajourné » sinon annulé. Un changement était en tout cas intervenu dans la politique énergétique du pays, puisque le 19 mai suivant le ministre de l'énergie, M. Lin Lanbo, écrivait dans le *Quotidien du peuple* que la Chine se proposait d'écarter le nombre de ses centrales hydro-électriques et de développer la puissance de ses centrales thermiques « on s'appuyait principalement sur ses ressources en charbon, et non sur le pétrole ou sur l'uranium ».

L'importance du charbon

Ce choix vient à nouveau d'être modifié si l'on en croit les discours prononcés, fin février, au cours d'un séminaire de la Société chinoise de physique nucléaire, en présence de deux vice-premiers ministres, MM. Fang Yi et Wang Zhen. Tous les participants ont en effet affirmé que la Chine devait sans tarder entreprendre la construction de centrales nucléaires, celles-ci étant jugées indispensables à la satisfaction des besoins croissants du pays en énergie. Il ne s'agit pas seulement de débats académiques. Le 13 mars, le journal japonais *Asahi* publiait les déclarations de M. Cao Benxi, un représentant du second ministère des Industries mécaniques (chargé des applications de l'énergie atomique) annonçant que les plans de la première centrale nucléaire chinoise étaient « pratiquement achevés ».

Cette-ci, précise-t-il, sera construite dans un délai de trois à cinq ans, non loin de Shanghai. D'une puissance de 300 mégawatts, elle doit utiliser un réacteur à eau pressurisée. D'autres plans, ajoutait M. Cao Benxi, sont à l'étude pour la construction de centrales nucléaires puissantes (100 à 200 mégawatts), fonctionnant à l'eau lourde (le *Monde* du 14 mars).

Toutes les décisions n'ont pas encore été prises, et elles ne sauront être arrêtées avant la mise en point du prochain plan quinquennal encore en gestation, voire de projets à plus long terme qui pourraient être présentés à l'occasion du douzième congrès du parti à la fin de l'année. Il apparaît que des divergences de vues séparent encore les responsables sur certains aspects de la politique énergétique. Le 20 mars encore le *Quotidien du peuple* répétait que, pour les prochaines années, le charbon devait constituer la principale source d'énergie. Le journal n'exclut pas le développement

d'autres sources d'énergie dans l'avenir — y compris nucléaires — mais insistait pour que priorité soit donnée à court terme à une amélioration du rendement dans les houillères. En clair, cela signifierait dans l'immédiat une augmentation des investissements dans l'industrie charbonnière, au détriment d'autres secteurs énergétiques.

Si le débat se poursuit donc avec vigueur sur certaines options et en particulier sur le plan financier, plusieurs points semblent néanmoins acquis.

Primo, la solution nucléaire apparaît comme un moyen approprié pour résoudre le problème par l'inégale répartition des sources d'énergie. Abondant dans le Nord, le charbon est, en effet, rare ou de médiocre qualité dans le Sud et le Sud-Est, où l'abondance de la main-d'œuvre justifierait une industrialisation plus intensive.

Les discussions se poursuivent depuis de longues années sur le point de savoir s'il vaut mieux transporter le charbon du Nord au Sud ou exploiter dans la partie méridionale du pays des mines de rendement médiocre. Le recours au nucléaire offre une solution nouvelle et qui devrait permettre de satisfaire, à terme, les besoins de gros consommateurs industriels, en particulier en ce qui concerne le traitement des métaux non ferreux.

Compter sur ses forces

Il s'agit cependant d'un choix, car d'autres sources d'énergie accessibles en Chine méridionale ne sont encore que partiellement exploitées : hydro-électriques d'abord, à partir de cours d'eau en général à faible pente mais à fort débit ; thermiques aussi, car le province du Sichuan dispose de réserves considérables de gaz naturel dont il n'a été fait jusqu'à présent qu'un usage presque marginal. Secondo, la Chine veut avant tout « compter sur ses propres forces » pour se doter d'un secteur énergétique nucléaire correspondant à ses besoins. C'est ce qui ressort très clairement du séminaire organisé fin février, les orateurs ayant souligné que la construction de centrales nucléaires était parfaitement à la portée de la science et de la technologie chinoises contemporaines. Le vœu s'ajoutait d'être émis que puissent être « intégrés » les aspects militaires et civils de la recherche — ce qui en dit long sur les privilèges dont les laboratoires des forces armées ont pu bénéficier jusqu'à présent.

Le projet d'une centrale de 300 mégawatts dans les environs de Shanghai illustre cette volonté d'autonomie. S'agissant d'unités plus puissantes, correspondant aux besoins pratiques de l'économie chinoise, les observateurs étrangers pensent généralement que le recours à des technologies extérieures est inévitable si les Chinois veulent gagner du temps. A qui s'adresseront-ils ? La France argue de promesses qui lui ont été faites il y a plus d'un an, mais elle

n'a à offrir que des procédés dépendant — au moins jusqu'en 1982 — de licences américaines. Or les relations entre Pékin et Washington sont désormais diplomatiquement normalisées, et les échanges scientifiques, technologiques et commerciaux entre les deux pays sont en plein essor. Pourquoi dans ces conditions la Chine ne s'adresserait-elle pas directement aux Etats-Unis ? En toute hypothèse, les fournisseurs étrangers seront mis en concurrence. A égalité sur le plan commercial, ils seront départagés en fonction de critères politiques.

Une technique propre

Tertio, la Chine ne considère pas comme sérieux les problèmes d'environnement et de pollution posés par l'apparition de centrales nucléaires. Selon M. Jiang Shengjie, vice-ministre du second ministère des constructions mécaniques (responsable des applications de l'énergie nucléaire), « l'énergie nucléaire est la source d'énergie la plus propre ». Arguant d'informations fournies, dit-il, par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, M. Jiang Shengjie soutient que « les effets radiocatifs d'une centrale nucléaire sont négligeables ». Le *Quotidien du peuple* estime, pour sa part, que l'accident de Three-Mile-Island, s'il a eu « des effets psychologiques néfastes », a précisément apporté la preuve de l'efficacité de systèmes de sécurité.

On notera seulement que si les responsables chinois s'interrogent encore sur le type de réacteurs qu'équiperont leurs futures centrales, ils ne semblent pas avoir envisagé jusqu'ici la construction de surrégénérateurs, dont l'effet polluant est encore plus sujet à caution. Du point de vue économique, en revanche, le *Quotidien du peuple* est catégorique : si les coûts de construction sont élevés, l'énergie d'une centrale nucléaire coûte un quart moins cher que celle d'une centrale à charbon, moitié moins que celle d'une centrale brûlant du pétrole. Enfin, observe le même journal, l'énergie nucléaire est appelée à jouer un « rôle de vedette » dans le monde. Ne prévoit-on pas qu'à la fin du siècle elle satisfera 25 % des besoins des Etats-Unis ?

La Chine est relativement riche en uranium, et ce facteur joue certainement dans ses choix un rôle déterminant. Non moins important toutefois est le souci d'être — demain sinon aujourd'hui — à la tête de techniques comparables à celles des pays les plus développés. Quitte à partager alors les préoccupations relatives à la sécurité et à l'environnement que ces pays ont inventé dès maintenant, mais que la Chine, en proie au modernisme, préfère ignorer. Ce qui peut réserver des surprises, compte tenu de la manière souvent approximative dont les règles de sécurité sont appliquées ici dans les installations industrielles, lorsqu'un secteur nucléaire à grande échelle fonctionnera dans le pays.

ALAIN JACOB.

LOUEZ UNE VOITURE MILLEVILLE : c'est une voiture mille-villes



ASNIÈRES 790.31.31, 35, rue de Chanzy
AULNAY/BOIS 866.07.55, 138, route de Mitry
BOIGNY 844.18.34, 165, rue de Paris
BOULOGNE 604.68.68, 20, Bd J. Jaurès
MELUN 439.03.09, 6, rue de la Rochette
MONTREUIL 808.13.95, 4, rue Diderot
MONTROUGE 656.14.18, 34, rue de la Vierge
POISSY 965.19.72, 1, Bd des Loges
RUNGIS 886.90.15, 14, rue des Routiers
SAINT DENIS 820.92.43, 170, Bd A. France

LOUEZ ICI, LAISSEZ AILLEURS

EN PROVINCE, 107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE

MILLEVILLE

location de véhicules

SAINT-DENIS
BOULOGNE
MONTROUGE
RUNGIS
MELUN

Ouverture de tout un monde d'idées, de cadeaux et de gentillesse.

Rive Gauche :

Pavillon Christoffe

93, rue de Seine Paris

et... 12, rue Royale

31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy

Centre Commercial de Paris II

Assurance-Vie

Complément de retraite

Votre avenir est entre vos mains

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

NOM _____

ADRESSE _____

Écrire au _____

GAZ DE FRANCE

PROPOSE SES LIVRAISONS

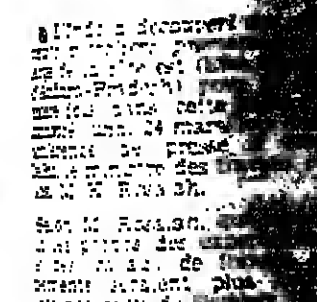
PLUSIEURS GROS CLIENTS

On notera seulement que si les responsables chinois s'interrogent encore sur le type de réacteurs qu'équiperont leurs futures centrales, ils ne semblent pas avoir envisagé jusqu'ici la construction de surrégénérateurs, dont l'effet polluant est encore plus sujet à caution. Du point de vue économique, en revanche, le *Quotidien du peuple* est catégorique : si les coûts de construction sont élevés, l'énergie d'une centrale nucléaire coûte un quart moins cher que celle d'une centrale à charbon, moitié moins que celle d'une centrale brûlant du pétrole. Enfin, observe le même journal, l'énergie nucléaire est appelée à jouer un « rôle de vedette » dans le monde. Ne prévoit-on pas qu'à la fin du siècle elle satisfera 25 % des besoins des Etats-Unis ?

La Chine est relativement riche en uranium, et ce facteur joue certainement dans ses choix un rôle déterminant. Non moins important toutefois est le souci d'être — demain sinon aujourd'hui — à la tête de techniques comparables à celles des pays les plus développés. Quitte à partager alors les préoccupations relatives à la sécurité et à l'environnement que ces pays ont inventé dès maintenant, mais que la Chine, en proie au modernisme, préfère ignorer. Ce qui peut réserver des surprises, compte tenu de la manière souvent approximative dont les règles de sécurité sont appliquées ici dans les installations industrielles, lorsqu'un secteur nucléaire à grande échelle fonctionnera dans le pays.

ALAIN JACOB.

LOUEZ UNE VOITURE MILLEVILLE : c'est une voiture mille-villes



ASNIÈRES 790.31.31, 35, rue de Chanzy
AULNAY/BOIS 866.07.55, 138, route de Mitry
BOIGNY 844.18.34, 165, rue de Paris
BOULOGNE 604.68.68, 20, Bd J. Jaurès
MELUN 439.03.09, 6, rue de la Rochette
MONTREUIL 808.13.95, 4, rue Diderot
MONTROUGE 656.14.18, 34, rue de la Vierge
POISSY 965.19.72, 1, Bd des Loges
RUNGIS 886.90.15, 14, rue des Routiers
SAINT DENIS 820.92.43, 170, Bd A. France

LOUEZ ICI, LAISSEZ AILLEURS

EN PROVINCE, 107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE

MILLEVILLE

location de véhicules

SAINT-DENIS
BOULOGNE
MONTROUGE
RUNGIS
MELUN

Assurance-Vie

Complément de retraite

Votre avenir est entre vos mains

Tenez compte de la sagesse et consultez votre assureur-vie

NOM _____

ADRESSE _____

Écrire au _____

هكذا من الأصل

ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE INTERROMPT SES LIVRAISONS A PLUSIEURS GROS CLIENTS

Gaz de France a décidé d'interrompre ses livraisons à quelques dizaines de ses gros clients qui ont des contrats « interruptibles ». Il s'agit, dit-on à Gaz de France, d'une « mesure technique temporaire ».

Des difficultés à l'usine d'Arzew et à Skikda ont entraîné une défaillance partielle de l'approvisionnement algérien. Or, le débit de remplissage des cuves oblige à commencer dès à présent le stockage pour disposer de tout le gaz nécessaire l'hiver prochain.

Les contrats « interruptibles » touchent en général des clients qui n'utilisent pas le gaz pour des usages spécifiques. Ces clients n'auront aucun mal à trouver du fuel lourd sur le marché.

L'ARABIE SAOUDITE NE BAISSERA PAS SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE PENDANT LE DEUXIÈME TRIMESTRE.

L'Arabie Saoudite maintiendra sa production à son niveau actuel de 9,5 millions de barils par jour, a précisé Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole, le 26 mars, à Londres. Il a cependant averti que le monde ne saurait compter indéfiniment sur son pays pour « retarder la catastrophe ».

Le maintien de la production saoudienne rassurera les pays industriels qui craignent une réduction de la part d'autres producteurs. La Koweït, par exemple, vient de renouveler le contrat de R.P. en le réduisant des deux tiers (150 000 barils par jour au lieu de 450 000). Le nouveau contrat est valable pour deux ans et demi au prix de l'OPEP sur la moitié des quantités, l'autre moitié n'étant acquise que pour un an à un prix supérieur à celui de l'OPEP.

● L'Inde a découvert des gisements pétroliers prometteurs au large de la côte est (État oriental d'Andhra Pradesh) pour la première fois dans cette région, a annoncé lundi 24 mars, lors d'une conférence de presse à New Delhi, le ministre des travaux publics, M. K. Rosaliah.

Selon M. Rosaliah, qui rapportait les propos des experts chargés des travaux de forage, ces gisements seraient plus importants que celui de Bombay High, qui produit actuellement 5 millions de tonnes par an et devrait passer à 13 millions de tonnes vers 1982. — (A.F.P.)

POUR ÉVITER UN RECOURS MASSIF AU NUCLÉAIRE

La C.F.D.T. propose un vaste programme de diversification

La C.F.D.T. s'inquiète du programme nucléaire français. La corrosion plus rapide que prévu de la tuyauterie des réacteurs de Fessenheim, un accident possible, peuvent obliger « à arrêter un jour toutes les centrales à la fois ». Or l'E.D.F. mise de plus en plus sur le nucléaire. A en croire les documents fournis par l'entreprise pour la préparation du VIII^e Plan, la nucléaire fournira 84 % de l'électricité à la fin du siècle. Ce qui devrait n'être qu'une énergie de transition prend racine. Aussi la C.F.D.T. propose-t-elle « un programme d'urgence » qui permette de « limiter le programme nucléaire et d'entier de passer à l'énergie du plutonium, tout en réduisant les importations pétrolières ».

Pour ce qui est du nucléaire, le syndicat estime acceptable le premier programme E.D.F. dit CP1, soit vingt et une centrales F.W.R. Une évolution sensible de la C.F.D.T., qui ces dernières années réclamait un moratoire de trois ans.

Pour combler le déficit croissant avec les objectifs officiels, qui prévoient la construction d'un nombre de réacteurs bien supérieur, la centrale syndicale réclame un plus large recours au charbon, qui devrait pouvoir fournir à terme 25 % de l'électricité grâce à l'implantation de six centrales au charbon chaque année. Elle préconise également un rôle accru du gaz dans des approvisionnements (sa part passerait de 16 à 20 % dans le bilan énergétique) ; la réalisation d'un programme solaire dans les locaux publics, qui assureraient les bases de développement d'une industrie des énergies nouvelles pour le secteur résidentiel et tertiaire, un

important effort d'isolation des logements (notamment H.L.M.) ; l'utilisation de la géothermie, de la biomasse ; un recours accru à l'hydraulique et une priorité pour les transports économiques en énergie (S.N.C.F., voies d'eau).

Il ne s'agit nullement d'une « contre-politique énergétique » cohérente et « fluide », affirme M. Michel Rolant, secrétaire confédéral. « Nous souhaitons, précise la C.F.D.T., que nos propositions soient discutées, amendées, étendues et qu'elles visent à la rédaction de projets plus concrets parce qu'adaptés : au terrain régional et local et qu'elles suscitent la prise de conscience et la mobilisation publique, en définitive, l'énergie doit être l'affaire de tous. »

MONNAIES

LÉGER REFLEX DU DOLLAR RECUL DE L'OR

Les cours du dollar se sont inscrits en léger recul sur les marchés des changes dans la matinée de mercredi 26 mars 1980, après leur vive hausse de la veille. La monnaie américaine est revenue, à Francfort, de 1.888 DM à 1.878 DM, et à Paris, de 4.375 F à 4.375 F, tandis qu'elle restait pratiquement stable à Zurich. Peu de motifs valables sont avancés pour expliquer ce recul, sans doute une légère pression à la baisse sur les taux d'intérêt entre-atlantique, peu significative toutefois.

Le cours de l'once d'or de 31,1 grammes a sensiblement fléchi à Londres, revenant de 517,25 dollars à 515 dollars, à son niveau du vendredi 21 mars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| | + des + bas | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. |
| 3 E.-U. ... | 4.3815 4.2835 | - 143 - 128 | - 258 - 210 | - 1880 - 940 |
| 3 can. ... | 2.6790 2.6330 | - 46 - 18 | - 75 - 3 | - 320 - 188 |
| Yen (100) ... | 1.7599 1.7615 | - 30 - 15 | - 53 - 32 | - 110 - 68 |
| DM ... | 2.2235 2.2285 | + 88 + 185 | + 170 + 280 | + 440 + 520 |
| Florin ... | 2.12 2.1225 | + 48 + 62 | + 108 + 125 | + 218 + 275 |
| P.S. (1961) ... | 14.1128 14.1128 | - 370 - 370 | - 385 - 385 | - 400 - 400 |
| F.S. ... | 2.4528 2.4580 | + 175 + 290 | + 305 + 325 | + 708 + 800 |
| L. (1 000) ... | 4.8880 4.8928 | - 285 - 183 | - 435 - 300 | - 1470 - 1210 |
| 2 ... | 5.8475 5.8578 | - 400 - 340 | - 705 - 590 | - 2100 - 1540 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 3 M. | 6 M. | 12 M. | 18 M. | 24 M. | 36 M. | 48 M. | 60 M. | 72 M. | 84 M. | 96 M. | 108 M. | 120 M. |
|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 3 E.-U. ... | 44 1/2 | 44 3/4 | 45 1/4 | 45 1/2 | 45 3/4 | 46 1/4 | 46 1/2 | 46 3/4 | 46 3/4 | 46 3/4 | 46 3/4 | 46 3/4 | 46 3/4 |
| 3 can. ... | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 | 10 1/4 |
| Yen (100) ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| DM ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| Florin ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| P.S. (1961) ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| F.S. ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| L. (1 000) ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| 2 ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |
| Fr. franc. ... | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 | 1 1/4 |

En Grande-Bretagne

LE CONFLIT DE L'ACIER

La commission d'enquête déposerait ses conclusions sous quinze jours

De notre correspondant

Londres. — Malgré les déclarations des deux principaux syndicats de maintenir l'ordre de grève, tant que la commission d'enquête ne se sera pas prononcée sur les revendications salariales des ouvriers de la sidérurgie, le gouvernement peut espérer la fin de la grève dans un délai relativement proche. En effet, les deux plus petits syndicats des cadres, techniciens et employés ont annoncé qu'ils acceptaient l'avance des recommandations de la commission d'enquête. Ainsi l'alliance des trois syndicats, forcé dans la lutte, est pratiquement rompue, affaiblissant sensiblement l'action revendicative.

Les deux grands syndicats paraissent maintenant livrer une bataille d'arrière-garde pour sauver la face. L'échec de la grève devient chaque jour de plus en plus évident pour les ouvriers, dont un grand nombre, à s'en tenir aux anciens officiers organisés par la British Steel Corporation (B.S.C.), souhaitent reprendre le travail. La fin prochaine de l'année fiscale implique, de surcroît, la suspension des paiements faits aux grévistes en remboursement de leurs impôts calculés sur une base annuelle et payés d'avance. Néanmoins, le comité de grève ne peut pas ignorer la combativité d'une très grande fraction des grévistes, venant avec l'énergie de desperados une lutte ininterrompue. D'où le refus des dirigeants de retirer l'ordre de grève et leur décision de ne pas s'estimer liés à l'avance par les conclusions de la commission d'enquête.

Après le refus de M. Prior, ministre de l'emploi, de nommer cette commission, refus justifié par le seul ministre puis répété du gouvernement de ne pas intervenir dans le conflit, la B.S.C. et les syndicats se sont mis d'accord avec les services officiels de médiation sur la composition de cet organisme, qui comprendra un président indépendant — accepté par les deux parties — assisté

● Les ventes britanniques au détail ont augmenté de 1,2 % en février, après être demeurées stationnaires en janvier. La demande semble avoir été stimulée, selon le ministère du commerce, par la prolongation des soldes de Noël. Pour les trois mois décembre, janvier, février, les ventes ont progressé de 2 % sur le trimestre précédent. — (A.F.P.)

de deux représentants désignés par la B.S.C. et les syndicats. Les milieux officiels estiment que, en se tenant à l'écart, le gouvernement se trouve dans une meilleure position pour accepter éventuellement que la B.S.C. améliore légèrement (1 %) son offre initiale de 14,3 % d'augmentation.

La commission pourrait déposer ses conclusions dans un délai d'une quinzaine de jours. Les syndicats, en désaccord avec la B.S.C., voudraient que l'enquête soit publique, déplorant en outre qu'elle se limite aux seules revendications salariales, alors qu'ils auraient souhaité un examen plus complet des problèmes et des perspectives de l'industrie sidérurgique.

HENRI PIERRE.

LA R.F.A. EMPRUNTE 1 MILLIARD DE MARKS AUX ETATS-UNIS

Bonn (A.F.P.). — Après l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis vont, eux aussi, être amenés à financer une partie des déficits budgétaires et extérieurs de la R.F.A. Un porte-parole du ministère ouest-allemand des finances a confirmé, le 26 mars, que des pourparlers sont actuellement en cours entre Bonn et Washington concernant un emprunt d'environ un milliard de marks, mais que les conditions de cet emprunt ne sont pas encore fixées.

A propos de l'emprunt d'environ 6 milliards de marks que vient de contracter l'Etat fédéral auprès de l'Arabie Saoudite, le porte-parole a précisé qu'il s'agit de titres à taux d'intérêt fixe, libellés en marks et d'une durée de deux ans ou plus.

Le déficit des finances publiques de la R.F.A. devrait dépasser cette année 24 milliards de marks et celui de la balance des paiements 20 milliards.

● Le Portugal est devenu officiellement le 25 mars membre de la Banque interaméricaine de développement (BID). Son apport initial sera de quelques 5 millions de dollars. — (A.F.P.)

Faits et chiffres

BELGIQUE

● L'Etat belge négocie un emprunt de 1 milliard de dollars pour consolider sa monnaie, actuellement très faible. L'émission de 30 milliards de francs belges sera libellée à 60 % en dollars et à 40 % en autres monnaies.

FINLANDE

● La Banque nationale finlandaise a décidé, mardi 26 mars, de réévaluer le mark finlandais de 2 % par rapport à un ensemble de devises étrangères correspondant à ses principaux partenaires commerciaux, notamment le dollar, la livre, le deutschemark, les francs belge, français et suisse, la lire, le yen et le rouble. Le mark finlandais avait déjà été réévalué de 2 % le 23 septembre 1979 (après avoir été dévalué dix fois au cours de la dernière décennie). Le cours du dollar a été fixé, mardi, à 3.850 mark finlandais. Le motif officiellement invoqué en faveur de la réévaluation est la lutte contre l'inflation. Une autre raison pourrait être l'intention du gouvernement de s'opposer à certaines revendications (en matière de salaires et de subventions) du monde agricole.

JAPON

● Le gouvernement japonais a supprimé le système de crédit destiné à favoriser les importations. Cette décision a été prise en raison du déficit commercial permanent du Japon.

LIBAN

● Le conseil des ministres libanais a approuvé, le 25 mars, le budget pour 1980 qui s'élève à 430 milliards de livres libanaises (plus d'un milliard de dollars), soit 41,6 % de plus qu'en 1979. Les crédits consacrés à la défense représentent 980 millions de livres libanaises, contre 780 millions en 1979 (+ 25,6 %). Quant au budget consacré à l'éducation nationale il augmente de 13,20 % par rapport à l'année précédente. — (A.F.P.)

NORVEGE

● Sept mille jours de travail ont été perdus en 1979 à la suite de grèves. L'Office norvégien de la statistique a relevé l'année dernière que dix conflits mettant en cause deux mille huit cents salariés et ayant duré au moins une journée. En 1978 il y avait eu quarante conflits du travail qui avaient touché quatre mille quatre cent cinquante personnes et fait perdre à l'économie norvégienne soixante-trois mille jours de travail. — (A.F.P.)

R.F.A.

● Les prix à l'importation ont augmenté en République fédérale allemande de 1,5 % en février par rapport à janvier, et 24,3 % par rapport à février 1979. Les prix des marchandises exportées ont fait perdre à l'économie allemande quant à eux enregistré une hausse de 1 % en un mois et de 8,3 % en un an. — (A.F.P.)

Copieur Océ 1700 : comment le caïd européen s'est imposé aux States.

Il est arrivé sûr de lui, sûr de sa position de leader Européen. Puis il leur a sorti le grand jeu. Il leur a fait admirer sa construction modulaire qui permet un large éventail de possibilités. Et les Américains, ils aiment ça ! Puis il leur a fait observer qu'on pouvait adjoindre au copieur de base l'alimentation automatique de documents, et deux différents types de triasse. Il leur a dit qu'il était le système de photocopie tout à fait adapté à leurs besoins, qu'ils soient de 3000 ou de 50000 copies par mois.

Les Américains ont tout de suite compris que l'Océ 1700 était le copieur idéal pour débiter, qu'il pouvait grandir en même temps que leurs besoins et qu'avec tous ses accessoires on obtenait de lui tout ce qu'on voulait sans

aucune dépense inutile. Puis ils lui ont demandé s'il était le premier copieur papier ordinaire conçu et créé en Europe par une Société Européenne. Mais oui, et par Océ. Depuis ce jour-là, un nombre important de Océ 1700 a été vendu aux U.S.A., la patrie mère du photocopieur. Car en plus de toutes ses qualités, celles de ses copies restent inégalées. Son noir est franc, son blanc parfait et sa gamme de gris, une merveille.

Mais ce qui a également séduit les Américains, c'est sa fiabilité remarquable, son design ergonomique qui le rend pratique et facilite les opérations. Entre nous, les Américains n'ont pas toujours su résister au top de la technologie Européenne.



Je souhaite recevoir gratuitement ☐ Une documentation Océ ☐ Des informations sur les possibilités de placement, vente et location.

NOM _____ SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

Écrire ou téléphoner à : Christiane Philippe "Océ-Photos" - Division de Océ France SA, 27, rue Cuvier 93107 Montreuil - Tél. 374.11.35

océ

AFFAIRES

L'ouverture du centre commercial de Mériadeck à Bordeaux

Un magnifique « piège à chalands »

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Dans le quartier de Mériadeck ne fleurissent plus les bordels. Bordeaux a fait ventre neuf, comme on sait, en rasant sur vingt-sept hectares les tauds qui défiguraient le cœur de la ville (le Monde du 27 décembre 1979). Autrefois dépôt, Mériadeck est devenu le lieu du nouveau à la Wilfrid, est architecte à qui l'on a confié le soin, par la suite, de mener une opération identique sur l'emplacement des belles parisiennes.

Au milieu des entrées des dalles piétonnières, des voies routières et des haute immeubles, se dissimule presque un vaste ensemble qui, pour ne pas dépasser trois niveaux de hauteur, n'en abrite pas moins 33 000 mètres carrés de surface commerciale.

Après bien d'autres villes, et l'appel du quartier neuf aidant, Bordeaux ne pouvait manquer d'avoir son centre commercial, que M. Chaban-Delmas doit inaugurer le 24 mars.

Il s'agit d'un magnifique piège à chalands, conçu pour éviter que le passant ne puisse voir autre chose que ce qu'il y a à acheter. Ne s'agit-il pas de faire entrer le client potentiel dans un flux circulaire — dont l'aspirateur — ou l'accélérateur, comme on voudra — est toujours un de ces grands magasins qui vendent à bon marché et en si grande quantité qu'on est bien obligé d'aller y faire un tour. Tout autour, en arrière, au-dessus, d'autres magasins de dimension moyenne font de l'œil à tous ceux qui ne peuvent éviter de passer devant leurs vitrines.

Jean-Louis Solal, un Français fait Yankée, a ramené des États-Unis ses goûts démodés pour ce nouveau système de distribution qu'est la concentration de boutiques. Président-directeur général de la Société des centres commerciaux (il a construit de Paris-2 à La Part-Dieu de Lyon, en passant par Vélizy et Rosny), il est reconnu comme l'inventeur de ces centres commerciaux dont l'association française de recherches et études statistiques et commerciales recense trois cents à l'heure actuelle.

L'homme de Paris-2 a fait école. De création en création, les promo-

teurs ont, en effet, appris à colmater les brèches, à resserrer les mailles du filet, à faire en sorte que nul ne puisse sortir par la petite porte. A Bordeaux, le maître d'œuvre est le SARL (1), dont le directeur général adjoint, M. Jean de Beaufort, est de quel il parle. « Elève » de Jean-Louis Solal, il a mené naguère pour le compte de ce dernier l'opération rouennaise : pour la première fois, une concentration de surfaces commerciales s'installait en plein centre de la ville. Volant de ses propres ailes, M. de Beaufort fait profiter de son expérience normande.

Le plus important, peut-être, fut de concevoir les parkings. A la périphérie de la ville, il suffit d'élargir la surface au sol, de travailler en plein air. Quand on s'installe à proximité de l'hôtel de ville ou de la préfecture, il faut creuser, ou édifier en hauteur. De cette contrainte naît une idée : la voilà la plus jolie. Sur un parking en plein air, vient qui veut qui repart comme il veut. Dans un parking fermé, il est tout à fait possible d'obliger le conducteur et ses passagers, une fois descendus de leur véhicule, à ne trouver d'issue qu'après avoir défilé devant la maximum d'étalages. Summum d'une technique qui ne cache pas ses mauvaises intentions. Le choix des peintures murales participe de la lutte des classes. Au rez-de-chaussée, grand magasin et boutiques populaires, le choix des couleurs se veut adapté au goût des masses. A l'étage au-dessus, textile-habillement, le décor se prétend plus raffiné. C'est du moins de la sorte que les choses sont présentées.

Faut-il s'en effrayer ? Dans le sens inverse, ne rapprocherait-on pas à ce promoteur de bécot la construction s'il ne mettait pas tout en œuvre pour servir les commerçants ? A Bordeaux, M. de Beaufort prétend pouvoir mettre quelques fleurs à sa couronne. Sur les cent trois commerçants qui s'installent à Mériadeck, 70 % sont de la ville. N'est-ce pas suffisant pour prouver que, au moins sur le plan local, la confiance ne fait pas défaut ?

FRANÇOIS SIMON.

(1) SARL : Société d'administration et de réalisation immobilière.

THOMSON POURRAIT ACHETER LES FILIALES EUROPÉENNES DU GROUPE AMÉRICAIN G.T.E.

La société américaine G.T.E. a publié lundi 24 mars un communiqué dans lequel elle annonce qu'elle étudie une offre de rachat très sérieuse de Thomson-Brandt portant sur sa filiale allemande Saba GmbH, qui fabrique du matériel électronique grand public (radios-télévision, appareils hi-fi), et sa filiale française Vidéo S.A., qui produit des sous-ensembles pour téléviseurs (transformateurs, décodeurs, canaux).

Ce communiqué jette un éclairage nouveau sur le rachat de la société Claude (travaillant fabricant de lampes en France) par G.T.E. On se souvient en effet que le groupe américain avait dû attendre de long mois le « feu vert » des autorités françaises. Tout semble indiquer aujourd'hui que les pouvoirs publics, sans doute, ont parallèlement négocié avec le groupe américain la cession de ses activités européennes à grand public à un groupe français Thomson.

Cette opération, si elle est menée à son terme, et l'on peut penser qu'elle le sera, tant il est vrai que les moyens dont dispose G.T.E. en Europe semblent un peu « justes », permettra à Thomson d'élargir l'éventail de sa production de composants, grâce au rachat de Vidéo, et de renforcer sa position en Allemagne, grâce à l'acquisition de Saba. Thomson, en effet, s'insère de près en marché allemand. En rachetant la Saba Normande, dont le redressement lui a donné quelques soucis, ainsi que les activités spéciales d'A.E.G. Telefunken dans les tubes cathodes, le groupe français a constitué une solide tête de pont, alors même qu'une étonnante association est engagée entre les « grands » européens, Philips, Siemens et Grundig, pour tenter de faire face à une menace japonaise qui se fait de plus en plus pressante dans l'électronique à grand public.

AMÉRICAINS ET JAPONAIS POURRAIENT RENONCER À CONSTRUIRE UNE ACIÉRIE ÉLECTRIQUE EN U.R.S.S.

Les sociétés sidérurgiques ARMOCO (États-Unis) et Nippon Steel (Japon) estiment qu'elles devraient vraisemblablement renoncer à signer avec l'U.R.S.S. un contrat de 353 millions de dollars (155 milliards de francs) pour la construction d'une aciérie électrique au sud de Moscou.

Les choses sont, en effet, que ARMOCO n'obtiendra pas avant le 31 mai 1980, date limite pour le contrat, les autorisations fédérales d'exportation de matériel en liaison avec le budgetage décidé par le président Carter sur les fournitures de technologie à destination de l'U.R.S.S. Quant aux japonais, ils ne voudraient pas s'engager avec les Américains. Précision intéressante, le président d'ARMOCO, déposant devant une commission du Congrès à Washington, a affirmé que la société française Creusot-Loire, battue dans l'adjudication de ce marché, était prête à se substituer aux deux groupes défaillants, en dépit de ses dénégations.

À Paris, la direction de Creusot-Loire dément ces affirmations, ajoutant que, selon les consignes du Quai d'Orsay, elle évitait soigneusement de profiter du retrait des Américains pour s'acquiescer, ou reconquérir des positions.

INAUGURATION À PARIS DU PREMIER DISTRIBUTEUR DE BILLETS DE BANQUE « MULTICARTE »

Le premier distributeur de billets de banque « multicarte » a été inauguré mardi 25 mars à Paris, gare de l'Est. Installé dans les grandes gares, ce nombre de soixante-dix à un an, ces distributeurs Point argent fonctionneront indifféremment avec la carte bleue, la carte C.C.P. 24/24 des chèques postaux et la carte Euro-carte-Distributeur des Banques populaires (trois millions et demi d'utilisateurs au total).

Une lettre de M. Papon

Dans un article consacré à une étude du ministère de l'Intérieur publiée dans le Monde du 20 mars, page 36, nous indiquons que seule l'administration des douanes disposait d'un fichier recensant les importations de chaque entreprise et qu'aucun ministère n'avait accès à ces informations.

Dans une lettre, M. Maurice Papon, ministre du budget, nous précise que « la loi de finances pour 1980 comporte en article 76 qui autorise l'administration des douanes, sous diverses conditions, à communiquer les informations en cause aux services des autres ministères et de la Banque de France compétents en matière de commerce extérieur ».

● ERRATUM. — Une coquille nous a fait écrire, dans l'article consacré à la société Sofreles (le Monde du 26 mars), que les pertes de cette société pour 1979 s'élevaient à 11 milliards de francs. Il fallait lire 11 millions.

DU 21 AU 31 MARS 1980



PARTEZ SANS PAYER

Pendant 10 jours, vous pourrez choisir dans toute la gamme Citroën 1980, la Citroën neuve qui vous plaît, et partir avec elle sans verser aucun dépôt de garantie.

Votre premier loyer, vous ne le verserez qu'un mois après livraison, avec Ecoplan location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier. Alors ne perdez pas de temps : venez vite chez Citroën faire un essai.

Conditions offertes notamment par CLV-SOVAC. LOCATION LONGUE DURÉE

VISA "SEXTANT" SÉRIE LIMITÉE

Visa "Sextant" : c'est une Visa Super faite pour l'aventure. Avec sa ligne harmonieuse, ses couleurs bleu et blanc, la Visa "Sextant" est vraiment une voiture sympathique.

La Visa "Sextant" est une série spéciale, limitée à 2000 exemplaires pour la France.



6 MOIS DE CRÉDIT GRATUIT**

Cette offre exceptionnelle est valable du 21 au 31 Mars 1980 et s'applique à toutes les voitures d'occasion* cotées à l'Argus, quelle que soit leur marque, pour un crédit supérieur ou égal à 6 mois, sous réserve d'acceptation du dossier.

* Le montant remboursé est égal à 6 fois la moyenne mensuelle des agios indiqués par le barème de la société de crédit, pour la durée totale du crédit choisi, sans assurance. Conditions de crédit offertes notamment par SOFI-SOVAC.

CRÉDIT TOTAL 36 MOIS**

Également pendant ces 10 jours, pour tout achat d'une voiture d'occasion*, vous pouvez bénéficier d'un crédit de 36 mois sans versement comptant.

* Sous réserve d'acceptation du dossier. Financement offert notamment par SOFI-SOVAC.

GS + 9**

Des GS d'occasion, des GS plus sûres et plus belles. Plus sûres, avec des plaquettes de freins neuves, une batterie neuve, un système d'allumage neuf, des pneus avant neufs.

Plus belles avec leur carrosserie personnalisée, des housses neuves sur sièges AV et AR, des bandes de protection anti-chocs.

Profitez vite de cette offre.

** Chez tous les Concessionnaires Citroën et les Agents portant le panonceau Eurocasion.

CITROËN TOTAL

CITROËN

MATIÈRES PREMIÈRES

La négociation de l'accord international

Les pays producteurs de cacao sont résolus à se montrer très fermes

Les représentants des pays consommateurs et producteurs de cacao se réunissent le 26 mars à Londres afin de tenter de renégocier l'accord international sur cette denrée, qui arrive à expiration. La discussion promet d'être rude. Réunis depuis le début de la semaine en Côte d'Ivoire, les principaux pays consommateurs ont en effet décidé d'adopter une attitude ferme.

De notre envoyé spécial

Abidjan. — « Mercredi, à Londres, nous allons à la rencontre des représentants des consommateurs de cacao : « Bon-jour et au revoir, cela nous a fait plaisir de vous rencontrer », et puis, nous rentrerons chez nous. » Sur un ton faussement désinvolte, le président de l'Alliance des producteurs de cacao, le Brésilien Carlos Alberto Andrade Pinto, répondait à la presse mardi 25 mars et ainsi traduisait la résolution des six chefs d'Etat réunis depuis le début de la semaine à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, pour harmoniser leurs positions, au moment où l'accord international sur le cacao arrive à expiration.

Les représentants au plus haut niveau du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Ghana, du Nigeria et du Togo, et le président brésilien de leur groupe, se sont donc mis d'accord pour adopter face à leurs partenaires des pays consommateurs d'Amérique et d'Europe de l'Ouest, une attitude de fermeté.

Tout en se prononçant pour une prorogation de l'accord international qui a régi jusqu'à présent les relations avec les consommateurs, les participants à la conférence se sont rangés pour l'essentiel aux vues du président ivoirien, qui ne cesse de dénoncer depuis des années la spéculation de « ceux qui n'ont jamais vu une cabosse de leur vie, et qui peuvent d'autant mieux jouer avec bonne conscience de la vie de ceux qui les produisent ».

S'il est conquis aux conditions des producteurs, l'accord de Londres ne sera plus ce qu'il était.

Aux termes du communiqué rendu public mardi, les producteurs ont pris la résolution de se concentrer désormais systématiquement, de s'engager à stocker les surplus produits chaque année et de fixer les prix plancher en dessous desquels ils refuseront de vendre. Afin de financer les stocks ainsi accumulés pour des périodes plus ou moins longues, un fonds de soutien sera constitué, les pays producteurs engageant immédiatement une action collective pour récupérer les fonds (environ 220 millions de dollars) accumulés à Londres pour constituer le « stock régulateur ».

Les producteurs de cacao ont de solides atouts en main : ils sont peu nombreux : cinq d'entre eux — la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun et le Brésil — assurent plus de 80 % de la production totale ; ils sont désormais réunis ; les problèmes financiers posés par le stockage ne sont pas insurmontables ; de même que les problèmes techniques, comme l'a démontré ces derniers temps la Côte d'Ivoire.

PIERRE BIARNES.

VENDRE MIEUX

STAGES

Inter-Entreprises
3 jours à PARIS
AVRIL : 28 - 29 - 30
MAI : 28 - 29 - 30
Inscriptions immédiates

« Les stages ADC PARIS conviennent votre équipe de vente et vendeurs professionnels et rendent votre service commercial séduisant performant »

ADC PARIS

Actions Développement Commercial
6, RUE BREY 75017 PARIS
☎ 380.49.44

Le Monde

PUBLIE

CHAQUE LUNDI

(numéro daté mardi)

UN SUPPLÉMENT

ÉCONOMIQUE

PARIS
26 MARS

Reprise des actions et baisse de l'or

L'atmosphère est restée lourde mercredi autour de la corbeille où l'on a accueilli avec quelques déceptions l'indice des prix pour le mois de février (+ 1,1 %). Par un phénomène essentiellement technique, les cours se sont pourtant, globalement, redressés et l'indicateur instantané, en hausse de 0,40 % des Pouverture de la séance a terminé à + 0,70 %.

Les pétroles ont été les plus favorisés, et, parmi les quinze meilleures performances du jour, les Pétroles B.P. et Esso ont figuré en bonne place (+ 5 % et + 4 % environ). Ailleurs, les progrès de la Générale de Fonderie (+ 6 %), Pennaroyo (+ 5 %), Imétal et Auxiliaires d'entreprises (+ 4 %) ont été remarquables.

Toute trace de baisse n'a cependant pas disparu de la cote, et une soixantaine de valeurs inscrites à terme (contre 120 hausses) ont été enregistrées. Seules celles de Boil-Investissement, Simnor et Viniprix (- 5 % et - 4 %) méritent d'être signalées.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont poursuivi leur déclin. Il est vrai que les cours du métal précieux ont encore reculé sur tous les marchés internationaux. A Paris, le lingot a ainsi cédé 4 500 francs de 73 480 francs, après 73 790 francs contre 77 980 francs mardi. En dollars, le prix de l'once vendue à Paris est donc revenu à 521,50 contre 525 au premier « fixing » de Londres, et 547,25 dollars la veille en clôture.

A noter également le repli de napoléon à 660,50 francs (- 4,50 francs). Le volume de transactions visibles, effectuée sur ce marché, a apparemment doublé, passant de 10 millions de francs à 20 millions de francs environ.

Taux du marché monétaire

Taux du marché monétaire
Effets privés 13 ... %

LONDRES

Calmes et bien disposés
En attendant la présentation du budget, mercredi après-midi, le Stock Exchange est très calme, mais bien disposé. Les pétroliers, malgré la crainte d'une imposition supplémentaire de leurs énormes profits, avancent légèrement. Les industrielles sont à peu près inchangées, tandis que les fonds d'Etat accentuent leur reprise de la veille. Les mines d'or, cependant, reculent avec le lingot.

| VALEORS | CLOTHRE | | COORS | |
|--------------------------|---------|------|-------|------|
| | 25 J | 26 J | 25 J | 26 J |
| Seachem | 118 | -- | 118 | -- |
| British Petroleum | 236 | -- | 240 | -- |
| Caumants | 61 | -- | 61 | -- |
| *Se Beers | 9 | 35 | 8 | 35 |
| Imperial Chemical | 378 | -- | 378 | -- |
| Rio Tinto Zinc Cor. | 353 | -- | 350 | -- |
| Steel | 332 | -- | 332 | -- |
| Vickers | 114 | -- | 115 | -- |
| Wool Len 3 1/2 % | 28 | 13 | 28 | 3/4 |
| Wool Textiles | 67 | 1/2 | 65 | 3/4 |
| Western Holdings | 88 | -- | 87 | -- |

NEW-YORK

Marché très indécis
La très grande majorité des cours (1.151 sur 1.886) se sont encore inscrits en baisse mardi à Wall Street. Mais, grâce à un redressement des valeurs vedettes composant notamment l'indice Dow Jones, celui-ci a terminé la séance en progrès marginal de 2,39 points à 767,83.

L'annonce d'une hausse des prix
 catastrophique » pour février
 + 1,3 %, voir d'autre part) a pro-
 duit le plus mauvais effet autour
 du Sig Board. D'autant que l'escalade
 de l'inflation s'accompagne
 d'une hausse persistante des taux
 d'intérêt, tandis que les risques
 d'une récession assez profonde s'accroissent.

| VALEURS | BOURS | COMES |
|---------|-------|-------|
| | 24 3 | 25 0 |

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LAFARGE - C.R.C. - PLATRIERES
DE FRANCE - SASILIERES DE LA
SEINE. Les parités d'échanges
proposées aux actionnaires de ces
sociétés sont les suivantes : cinq
actions Lafarge pour neuf C.R.C.
cinq actions Lafarge pour neuf PLATRIERES
de France, la parité étant réduite
de sept pour six pour les PLATRIERES
amorties de 50 % et, enfin, deux
Lafarge pour trois SASILIERES de la
Seine. Toutes les actionnaires Lafarge
auront droit au dividende de l'exercice

CASINO. — Bénéfices net de l'exercice 1979 : 84,8 millions de francs contre 69,2 millions de francs. Dividende global inchangé à 34 francs mais s'appliquant à un nombre d'actions gratuitement augmenté de 20 % en 1979.

ROUSSEZ-GCLAF. — Bénéfice net consolidé de l'exercice 1979 : environ 105 millions de francs contre 102,5 millions de francs. La société mère a réalisé une bénéfice net de 70,2 millions de francs contre 63,7 millions de francs en 1978. Dividende global inchangé à 14,25 francs.

UMMOBANQUE. — Bénéfice net pour 1979 : 37,18 millions de francs contre 20,83 millions de francs en 1973. Dividende global : 25,50 francs contre 23 francs.

RAIL-EQUIPEMENT. — Les résultats financiers du groupe, pour 1977, seraient en diminution de 21 % (données comparables). Le dividende global augmente de 7 % (22,50 francs).

| | | |
|-------|--------|--------|
| 1.1. | 46 1/3 | 46 3/4 |
| being | 52 1/2 | 55 1/2 |

| | | | | |
|------------------|----|-----|----|---|
| Do Pan | 35 | 35 | 36 | 1 |
| Eastman Kodak | 46 | 46 | 46 | 1 |
| Exxon | 57 | 57 | 55 | 7 |
| Ford | 27 | 27 | 27 | 5 |
| General Electric | 48 | 48 | 48 | 1 |
| General Foods | 23 | 5/8 | 22 | 7 |
| General Motors | 48 | 48 | 44 | 4 |
| IBM | 11 | 9 | 11 | 2 |
| IBM | 54 | 1/4 | | |
| I.T.T. | 23 | 3/4 | 23 | 3 |
| Kamencek | 23 | 1/4 | 26 | 7 |
| McGraw Hill | 56 | 56 | 56 | 3 |
| Pfizer | 22 | 5/8 | 22 | 7 |
| Bohnenberger | 38 | 3/4 | 99 | 3 |
| Texaco | 33 | 5/8 | 32 | 7 |
| Union Carbide | 17 | 1/8 | 17 | 1 |
| U.S. Steel | 37 | 1/4 | 37 | 5 |
| Westinghouse | 20 | 1/4 | 18 | 7 |
| Xerox | 53 | 1/4 | 53 | 7 |

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)
24 mars 25 mars

—
—

| | | |
|-----------------------|-------|-----|
| Valeurs françaises .. | 181,7 | 184 |
| Valeurs étrangères .. | 100,5 | 99 |

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

| | | |
|----------------------|-------|-----|
| Indice général | 184,9 | 183 |
|----------------------|-------|-----|

COURS DU DOLLAR A TOKYO.

| | | |
|----------------------|--------|------|
| de | 26 3 | 26.3 |
| 1 Baller (2nd class) | 248 50 | 248 |

BOURSE DE PARIS - 26 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES | **COURS DES BILLET** | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

| COURS OFFICIELS | | | COURS 25-3 | | COURS 25-3 | | COURS 25-3 | |
|-----------------|--------|---------|------------|--------|------------------------|--------|------------|--|
| MARCHÉ | UNITÉ | COURS | ACHAT | VENTE | MINIMALES ET MAXIMALES | COURS | COURS | |
| Marché de Paris | 100 kg | 4 387 | 4 250 | 4 468 | | | | |
| Marché de Paris | 100 kg | 222 120 | 220 | 224 | | 77 850 | 74 600 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 14 236 | 14 410 | 14 180 | | 77 930 | 73 430 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 212 100 | 211 800 | 212 | | 645 | 645 50 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 85 176 | 85 240 | 85 | | 410 | 410 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 8 541 | 8 550 | 8 550 | | 645 | 645 50 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 245 738 | 244 930 | 246 | | 518 | 518 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 81 706 | 81 710 | 81 700 | | 2380 | 2380 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 73 355 | 73 355 | 73 355 | | 1458 | 1428 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 5 218 | 5 218 | 5 218 | | 3291 | 3294 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 8 795 | 8 795 | 8 795 | | 564 | 596 | |
| Marché de Paris | 100 kg | 1 767 | 1 746 | 1 770 | | | | |

SOCIÉTÉS

**AIR FRANCE /
AUSTRIAN AIRLINES**

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **ÉCOLOGIE** : « Les chemins de l'illusion », par Maurice Duvigier ; Témoignages : « Tréguier, le chantage au silence », « Trois livres sur la troisième voie », par Marc Ambroise-Randa.

ÉTRANGER

3. **PROCHE-ORIENT** : Un ou après la signature des accords de Camp David. Les Égyptiens paraissent approuver la décision du président Sadate d'accepter le cessez-le-feu.

4-5. **ASIE** : Le risque philippin (III), de notre envoyé spécial Philippe Pom. La situation en Afghanistan.

6. **AMÉRIQUES** : EL SALVADOR : après l'assassinat de Mgr Romero.

7. **EUROPE** : La guerre civile au Tchad.

POLITIQUE

8. M. Barre à la Seneca de la jeunesse. Les réactions après la rencontre entre M.M. Mitterrand et Berlinguer.

9. La journée parlementaire du P.S. à Marseille.

8. **DÉFENSE** : Le Mirage-2000 doté de son nouveau radar : à l'impulsion sera posé devant l'armée de l'air française avant 1985.

SOCIÉTÉ

10. **JUSTICE** : la prise d'otages de l'ambassade d'Irak devant les tribunaux de Paris.

11. **ÉDUCATION** : les manifestations de soutien aux étudiants étrangers provoquent de nouvelles perturbations dans les universités. La situation scolaire : grèves et occupations continuent ; la FEN envisage le 4 avril un « défilé » de la rue de la République au mouvement ; le conflit des étudiants en éducation physique.

12. **SCIENCES** : 22. **SPORTS**.

ARTS ET SPECTACLES

13. **VARIÉTÉS** : de l'entretien avec Coluche.

14. **EXPOSITIONS** : la seizième exposition du Conseil de l'Europe à Florence.

15. **CINÉMA** : les principes du festival de Cannes.

16 et 17. **THÉÂTRE** : le prochain Festival d'Avignon ; Saison Molière à Rouen ; l'Office national de diffusion artistique.

INFORMATIONS « SERVICES »

23. **P.T.T.** : téléphone sans facture.

ÉQUIPEMENT

28. **ENVIRONNEMENT** : les tribunaux du Havre ordonnent la saisie de l'épave et de la cargaison de l'océan ; les victimes de la marée noire de la Méditerranée ; 400 millions de dollars de dommages-intérêts.

ÉCONOMIE

29. **LA CRISE DE L'EUROPE VERTE** : 30-31. **ÉNERGIE** : la Chine fonderait désormais davantage sa politique énergétique sur le développement du nucléaire.

31-32. **ÉTRANGER** : le Portugal à l'ombre de l'Europe.

33. **AFFAIRES**.

34. **SOCIAL**.

RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (24 à 28) ; Bourse (30) ; Carnet (12) ; Journal officiel (23) ; Météorologie (23) ; Mots croisés (23) ; Programmes sportifs (18 à 21).

Le numéro de « Monde » daté 26 mars 1980 a été tiré à 573 056 exemplaires.

LES BELLES LITÉRIES TRÉCA
s'achètent toujours chez **CAPELOU**
37 Av. de la République - PARIS 11 - Métro Panthéon - Tél. 357-46-35

A B C D E F G I

AU CONSEIL DES MINISTRES

L'allocation post-natale sera portée à 10000 F à partir du troisième enfant

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 26 mars 1980, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

Le conseil des ministres a adopté un nouveau projet de loi concernant l'action en faveur des familles. Ce texte prévoit le regroupement en un seul versement perçu par la famille, dans le mois suivant la naissance, des trois fractions d'allocation post-natale dont le paiement est aujourd'hui étalé sur deux ans. Cette mesure représente une réelle simplification de leurs démarches. Elle leur donne aussi la possibilité d'utiliser au mieux, pour faire face à des besoins immédiats, l'aide financière qui leur est attribuée.

Pour tenir compte du surcoût de l'école qu'occasionne l'accueil d'un troisième enfant, la nouvelle allocation sera majorée dans ce cas. Soit 10 000 F par enfant, à partir du troisième enfant arrivant au foyer.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Le premier ministre a fait une communication sur la situation économique de la France. L'évolution de l'activité économique en 1979 a été meilleure que prévue. Les perspectives d'activité économique pour les prochains mois demeurent dans l'ensemble favorables.

Le premier ministre a souligné que le budget de l'État pour 1980 devait être exécuté dans des conditions telles que la progression des dépenses et le déficit d'exécution correspondent à des objectifs précis. Il a d'autre part, confirmé que la norme de progression de la masse monétaire pour 1980 restait fixée à 11 %. Les formes de crédit correspondantes pour le second semestre seront communiquées incessamment aux organismes concernés.

Enfin, pour tenir compte du haut niveau actuel des taux d'intérêt, une prime exceptionnelle de 1 % est accordée jusqu'à la fin de l'année aux dépôts sur livrets à 3 % des caisses d'épargne et des livrets « bleus » du crédit mutuel. Les taux d'intérêt servis aux détenteurs de ces livrets sont ainsi portés à 7,5 % jusqu'au 31 décembre de cette année. (Lire page 1.)

CONSEIL EUROPÉEN

Le président de la République a déclaré : « Le report du conseil européen doit être l'occasion d'un court temps perdu, mais d'une préparation soignée du prochain conseil, sous forme de solutions communautaires. »

Il est indispensable, en particulier, que le conseil des ministres des Communautés européennes fasse progresser l'ensemble des dossiers. C'est à cette condition que le conseil européen pourra être utile pour l'Europe. »

MONTANTS COMPENSATOIRES « NÉCESSAIRES »

Le président de la République a invité le ministre de l'Agriculture à demander, dès aujourd'hui, à la Commission de Bruxelles et au conseil des ministres des Communautés européennes la suppression définitive des montants compensatoires monétaires frappant les produits agricoles français et à se

prononcer sans délai sur la fixation du niveau des prix agricoles.

Il a souligné que la fixation du niveau des prix était de la compétence exclusive du conseil des ministres des Communautés européennes et non du conseil européen.

LA CONFÉRENCE DE MADRID

Le ministre des affaires étrangères a fait le point de l'état d'avancement des travaux préparatoires à la conférence de Madrid pour la sécurité et la coopération en Europe. Dans cette perspective, le conseil des ministres a décidé de nommer M. Jacques Martin conseiller diplomatique du gouvernement pour coordonner les travaux préparatoires sur le plan français.

LE MARCHÉ DE L'ART

Le conseil des ministres a entendu une communication de la garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la culture et de la communication sur les moyens de développer le rôle de Paris, place internationale du marché de l'art.

L'évolution des transactions sur la place de Paris et sur d'autres grandes places internationales depuis une dizaine d'années rend nécessaire une impulsion nouvelle, en particulier par une modernisation des conditions d'exercice de la profession de commissaire-priseur.

Le conseil des ministres a donc adopté plusieurs mesures qui permettront de garantir l'authenticité et la qualité des œuvres mises en vente par les marchands d'art, de simplifier les formalités administratives et douanières pour les ventes à l'exportation d'œuvres d'artistes vivants, de modifier le droit de suite dont bénéficie l'auteur ou ses héritiers, et qui sont propres à favoriser le développement des grandes ventes d'artistes contemporains.

Les commissaires-priseurs seront, d'autre part, autorisés à constituer des sociétés en commandite pour l'achat et la vente d'œuvres d'art, sous réserve d'obtenir l'approbation effective de la gestion et la responsabilité de la gestion.

Les commissaires-priseurs pourront aussi garantir, dans des conditions à définir, au prix minimum aux vendeurs d'objets mobiliers. Sauf dans le cas des ventes judiciaires, ils pourront fixer, d'accord avec le vendeur, le montant des frais de vente à la charge de ce dernier. Ils pourront choisir librement, et sous leur propre responsabilité, les experts auxquels ils estimeront devoir faire appel. Ils auront la possibilité de mieux faire connaître la qualité de leurs services au France et à l'étranger.

Enfin des mesures seront prises en vue d'alléger le coût des opérations, spécialement en ce qui concerne l'achat et la vente d'œuvres d'art de grande valeur.

Sur la base de ces orientations, un projet de loi sera préparé après consultation de toutes les professions concernées.

Le conseil des ministres a également entendu un exposé du ministre de la santé et de la sécurité sociale et du ministre du travail sur le contenu du décret d'application de la loi relative au maintien des droits sociaux. Il a également entendu une communication du premier ministre sur le développement de la recherche scientifique et du développement technologique. Enfin, le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté le programme de travail de la deuxième session parlementaire de 1979-1980.

En Afghanistan

UN OBSERVATEUR DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME CONFIRME L'UTILISATION DE NAPALM ET DE GAZ PAR LES SOVIÉTIQUES.

Au cours d'une conférence de presse organisée le mercredi 26 mars à Paris, M. Mike Barry, envoyé de la Fédération internationale des droits de l'homme à la frontière pakistano-afghane, a confirmé l'emploi massif par les Soviétiques de napalm et de gaz dans les zones de l'Afghanistan touchées par la guerre.

Selon M. Mike Barry, les gaz utilisés par l'armée soviétique seraient de trois sortes. Le premier serait un gaz lacrymogène très concentré qui provoque des maux de tête et des vomissements et qui aurait tué par asphyxie treize personnes le 29 février, dans le village de Shin Korak (province du Kandahar). Le deuxième serait un gaz irritant qui suscite d'abord le feu et ensuite l'évanouissement. Ces deux gaz apparaissent sous la forme de nuages grisâtres. Le troisième est un gaz irritant. Il est projeté comme de l'eau bouillante à partir d'hélicoptères et provoque des pustules sur la peau.

Toujours selon le témoignage de M. Barry, la population est traumatisée par l'emploi du napalm, les bombardements de villages entiers, l'engagement dans les combats d'hélicoptères blindés, et par les massacres (des gens seraient enterrés vivants). Un tir récent de bombes de fusillade a tué des enfants et des femmes et des enfants en détresse de l'aviation soviétique ont été déportés des femmes et des enfants par hélicoptères vers l'URSS. M. Barry a interviewé des réfugiés du camp de Kaboul. Ceux-ci ont vu des camions qui venaient de la province de Hazarajat et qui transportaient des femmes et des enfants en direction de l'aviation soviétique. (Lire page 4 nos informations sur la situation en Afghanistan.)

Les intoxications de Seveso

LA SOCIÉTÉ SUISSE EST PRÊTE À INDEMNISER LES VICTIMES

Milan (A.F.P.). — La société suisse Givaudan, propriétaire de l'usine ICMESA, dont l'installation s'était échappée, en juillet 1976, un nuage de dioxine, est prête à payer 108 milliards de lires (500 millions de francs) à l'Italie et à la région de Lombardie.

Cette somme remboursera les dépenses engagées dans les travaux d'assainissement, de relèvement et d'assistance sanitaire. La proposition qui doit encore être approuvée par les autorités italiennes, a été rendue publique mardi 26 mars, lors d'une conférence de presse tenue par le président de la région Lombardie, M. Guzzetti.

« C'est la première fois, a-t-il dit, qu'une multinationale dont l'une des sociétés est accusée d'avoir provoqué un désastre reconnaît sa responsabilité et se déclare disposée à payer les dépenses. »

La société Givaudan continuera en outre à payer séparément les dommages subis par les particuliers qui peuvent s'adresser aux représentants de la firme à Seveso.

(Publicité)
ACHATS
TABLEAUX SUISSES
Vallotton - Gimmi - Bosshard
Anker - Giacometti - Calame
Bourgeois - Bucher - Socion
Rodier - Gubler, etc., ainsi que gravures suisses, vitraux anciens, livres et objets d'art.
XVI^e au XIX^e siècle.
Au cas où vous désiriez vendre vos œuvres, nous vous aidons, cabinets d'achat en Suisse, nous servons de ventes aux enchères et à votre disposition.
Paiement comptant ou cours du franc suisse.
Offres ARTS ANCIENS
2023 BEVAUX, SUISSE
Tél. 041/2641313 ou 041/113
Correspondant à PARIS :
ARTS ANCIENS, M. A. Golovantoff,
1, rue Antoine-Arnauld
75012 PARIS. Tél. 330-50-52.

PARIS LONDRES
BRIGHTON, CAMBRIDGE (666)
BERKELEY
(U.S.A.)
COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
Demandez notre documentation :
LANGUAGE STUDIES
350, rue St-Henri, 75001 Paris
Tél. 260-53-70

ILC International Language Centre
20, passage Dauphine, 75006 Paris

ÉCRIVAIN ET PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

Roland Barthes est mort

Roland Barthes, écrivain et professeur au Collège de France, est mort le 26 mars à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière, des suites d'un accident de la circulation. Le 25 février, il avait été renversé par une automobile alors qu'il traversait, dans les clous, la rue des Ecoles et avait subi des traumatismes crâniens. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Professeur au Collège de France depuis 1977, où il avait été élu à la chaire de sémiothèque littéraire, Roland Barthes, qui avait acquis sa célébrité, dès 1953, avec le *Degré zéro de l'écriture*, avait exercé depuis lors une grande influence sur l'intelligence parisienne, dont il fut l'un des maîtres à penser.

Écrivain de race, et d'une grande subtilité, il marqua surtout la critique et la philosophie du langage. Ses positions novatrices exposées notamment dans son recueil *Essais critiques* provoquèrent dans les années 1960 la fameuse « querelle de la Nouvelle Critique » où il mesura avec le professeur de la Sorbonne,

Raymond Picard, au pamphlet de celui-ci *Nouvelle critique, nouvelle imposture*, Barthes avait répliqué par *Critique et vérité*.

Après des études assez retentissantes sur Michelet sur *Le roman de Balzac* (S.V.Z. 1970), il s'était éloigné de ce domaine pour donner à son œuvre le tour plus personnel qui marque ses dernières œuvres : *L'Empire des signes*, essai de représentation du Japon, *Le plaisir du texte*, un *Barthes par lui-même*, dans *Les Écrivains de toujours*, *Fragment d'un discours amoureux*, et tout récemment le *Chambre de la langue* où il faisait une incursion dans le domaine de la photographie.

JEAN-PAUL II EN AFRIQUE DU 2 AU 12 MAI

Cité du Vatican (A.F.P.). — Jean-Paul II a annoncé lui-même, mercredi 26 mars, qu'il se rendrait, du 2 au 12 mai, dans six pays d'Afrique : le Kenya, le Ghana et le Zaïre (République populaire du Congo (Brazzaville), la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire.

C'est la deuxième fois qu'un pape se rend en Afrique. Le premier fut Paul VI qui séjourna, du 3 juillet au 2 août, en Ouganda.

DES TZIGANES MANIFESTENT DEVANT L'AMBAassade DE LA R.F.A. À PARIS

Près d'une centaine de personnes d'origine tzigane ont participé, mercredi 26 mars, à une manifestation devant l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) à l'appel du Comité international Rom, une délégation de gitans, de manouvriers et de victimes de guerre, a remis un mémorandum aux autorités allemandes, rappelant, à quelques jours du débat qui doit avoir lieu, le 31 mars, au Bundestag sur l'indemnisation des victimes de la nazisme, que huit cent mille tziganes avaient péri dans les camps de concentration. En France, les tziganes espèrent ainsi être indemnisés.

Mme Claire Cernel nous écrit à ce sujet :

« À l'heure actuelle, deux cents personnes sont toujours en détresse. L'indemnisation, les ministères de l'Intérieur allemand ayant refusé d'examiner les dossiers présentés après le 31 mars 1967. Il aura fallu dix-neuf ans de combat pour parvenir à la légalisation de cette loi et rendre aux quatre mille autres tziganes de France internés et déportés un espoir de justice. »

Une association des Amis du peuple Rom est sur le point d'être constituée afin de faire respecter la loi tzigane. D'après les hypothèses actuelles, les tziganes seraient originaires du Sind, province du Pakistan occidental, qu'ils auraient quitté aux alentours du onzième ou douzième siècle. Ils se subdivisent en trois groupes principaux : les Monouches (au sud), les Rom et les Gitans (au nord). Leur langue, le romani ou romanes, est de tradition orale et se rattache au groupe linguistique des slaves. Ainsi « rom » signifie « homme ».

Le poisson spatial soviétique *Soyuz-T* a décollé le mercredi 26 mars « dans la région prévue », annonce l'agence Tass. Lancé le 16 décembre 1979, ce prototype inhabité d'un nouveau modèle de *Soyuz* a passé trois mois amarré sur la station *Saliout-6* et a « parfaitement fonctionné ». Son retour pourrait précéder l'envoi d'un nouvel équipage vers *Saliout-6*.

Une mini-tourne s'est abattue le mardi 25 mars au fin d'après-midi, près d'Antilles (Alpes - Maritimes). Cinq personnes ont été blessées, dont une grièvement. Celle-ci est le chauffeur d'un camion sans marque de 19 tonnes qui a été littéralement couché sur la chaussée et qui a basculé en contrebas de la route. Des voitures ont été soulevées et des serres brisées. Les dégâts matériels atteindraient plusieurs millions de francs.

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ
(depuis 1850, le mètre)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

JACQUES DEBRAY
FORTS
COSTUMES HOMMES
GRANDS
31 B2 MALESHERBES

MOULIN A VENT
la grâce d'un Beanois
le prestige d'un Bourgois
la communication

TRENT-SEPTIÈME

Des avions
pour l'air
français
LIBRE PAGE

Le budget
comporte

Une ligne
confirm

Compte à crédit
proposé le 12 juin
dernier, six semaines
avant la fin de l'année
comptable, le ministre
du Trésor, M. Giscard
d'Estaing, a annoncé
qu'il allait modifier
le mode de calcul de
la dette publique.
C'est une mesure
destinée à réduire
le montant de la dette
publique. Elle sera
appliquée à partir du
1er janvier 1981.

C'est une mesure
destinée à réduire
le montant de la dette
publique. Elle sera
appliquée à partir du
1er janvier 1981.

En attendant, on ne
peut pas dire que la
dette publique est en
train de diminuer.
Elle continue de
croître, mais à un
rythme plus lent.
C'est tout ce qu'on
peut dire pour le
moment.

L'idée de base est
de réduire le montant
de la dette publique.
C'est tout ce qu'on
peut dire pour le
moment.

مركز من الفصل